

**Observation n° 1 du 1 juin 2022 - 20:13**

**Favorable**

Thématiques : demande constructibilité

Auteur : Edgar MEGE

Ci-joint le courrier adressé à Monsieur le Président de la commission d'enquête publique du PLUi de Riom Limagne et Volcans ce jour.

---

**Observation n° 2 du 2 juin 2022 - 09:45**

**Ne se prononce pas**

Thématiques : demande constructibilité

Auteur : Corinne SENNEPIN

Bonjour, je suis propriétaire de deux parcelles référencées : 470 ZB 318 et 470 ZA 408 situées à Moulet-Marcenat (commune de Volvic) dont les certificats d'urbanisme ont été refusé pour le motif qu'elles ne sont pas desservies par un réseau d'adduction en eau potable suffisant et que des travaux sont nécessaires. Ces parcelles faisant l'objet d'une donation partage au bénéfice de mes enfants, j'aimerais savoir si mes terrains seront de nouveau constructibles et sous quel délai ?

---

**Observation n° 3 du 2 juin 2022 - 10:46**

**Défavorable**

Thématiques : demande d'accès

Auteur : *anonyme*

Bonjour,

Je souhaiterais que l'accès au parcelle AN 695 (partie haute) et AN 148 soit étudiée.  
En effet, lors des constructions sur les parcelles AN 620 et AN 621, le précédent zonage n'a pas prévu de maintien d'accès aux parcelles visées supra.  
De ce fait les parcelles AN 148 et AN 695 (partie) se retrouvent enclavées.  
Il y a un chemin existant en zone N qui permettrait ce désenclavement (cf. plan en pièce jointe).

Cordialement.

---

**Observation n° 4 du 7 juin 2022 - 16:10**

**Défavorable**

Thématiques : STECAL

Auteur : Nathalie FRANC Organisation : La Parenthèse Enchantée...sous les vignes

Bonjour, je souhaiterais créer un projet éco-responsable d'installation de 3 HLL(Hébergements Légers de Loisirs), voués à la location touristique saisonnière, d'une capacité totale de 8 à 9 personnes sur le terrain dont je suis en cours d'acquisition et qui est en zone AP. Logements démontables avec très peu d'emprise au sol, 20 m2 maximum pour le plus

grand. Le but étant de réhabiliter cet ancien verger abandonné et préserver au maximum l'histoire et la biodiversité de ce milieu, en utilisant des matériaux et produits écocertifiés adéquats. Mise en place d'un éventuel ANC à filtres plantés en accord avec le SIAREC et après étude de sol ainsi qu'une installation solaire autonome posé sur un carport de 3 ou 4 emplacements pour se garer. Utilisation probable de toilettes sèches avec création d'une zone de compostage. Apport en eau via collecte d'eau de pluie par cuve et utilisation de l'eau du puit si analyse ok pour usage sanitaire et jardinage uniquement. J'ai déjà fait une demande de CU opérationnel qui est logiquement revenu négative, j'aimerais donc demander une création de pastille STECAL pour la parcelle YM 34 aux Martres d'Artière. Il n'y a pas de projets tel que celui-ci et très peu d'offres touristiques dans ce secteur car pas de législation adaptée et très peu de terrain propice à des projets de ce genre qui pourtant sont en plein essor et très convoités. D'autant plus qu'avec la création de la voie verte de l'Allier à proximité, le besoin et la demande de logements touristiques dans ce secteur risque fort de se faire ressentir.

Cordialement

---

**Observation n° 5 du 7 juin 2022 - 22:38**

*Auteur : anonyme*

Bonjour,

Je vous prie de trouver, ci-joint, différents courriers à destination du Commissaire-enquêteur afin qu'il en prennent connaissance avant ma venue à la permanence du 11 juin. Il s'agit de requêtes concernant les PLU des communes de Chambaron sur Morge et Charbonnières les Varennes.

Dans l'attente,

Bien cordialement,

Agnès GARNIER

Mail réceptionné le 07/06/2022 à 12:03

---

**Observation n° 6 du 8 juin 2022 - 18:04**

Thématiques : Modification OAP

*Auteur : anonyme*

--\_000\_AM5PR10MB17140EE38F6367AEC223F175F7A49AM5PR10MB1714EURP\_

Content-Type: text/plain; charset="iso-8859-1"

Content-Transfer-Encoding: quoted-printable

Bonjour Madame, Monsieur.

Suite à la présentation aux élus locaux d'un plan d'aménagement sur la commune de MOZAC au lieu-dit « Le Petit Saint-Paul », pour l'OAP Rue des Pruniers, je sollicite de votre part la prise en considération suivante :

Le classement en C de la partie Nord- Est vs A sur le plan de schéma de composition de cette OAP (voir projet en pièce-jointe).

En effet, notre projet d'aménagement et de construction prévoit à cet endroit-là, deux petits collectifs (R+1) de 4 logements en duplex chacun.

Ce projet est à priori validé par les élus locaux, ainsi que par Madame Rachel ROYON de RLV.

Je reste bien entendu à votre disposition pour toute précision complémentaire.

Bien cordialement.

[cid:image001.jpg@01CE8397.22A96430]

Manuel FERREIRA

20 rue de Malmouche

63170 AUBIERE

Portable : 06.78.42.58.52

--\_000\_AM5PR10MB17140EE38F6367AEC223F175F7A49AM5PR10MB1714EURP\_

Content-Type: text/html; charset="iso-8859-1"

Content-Transfer-Encoding: quoted-printable

Bonjour Madame, Monsieur.

Suite à la présentation aux élus locaux d'un plan d'aménagement sur la commune de MOZAC au lieu-dit « Le Petit Saint-Paul », pour l'OAP Rue des Pruniers, je sollicite de votre part la prise en considération suivante :

Le classement en C

de la partie Nord- Est vs A sur le plan de schéma de composition de cette OAP (voir projet en pièce-jointe).

En effet, notre projet d'aménagement et de construction prévoit à cet endroit-là, deux petits collectifs (R+1) de 4 logements en duplex chacun.

Ce projet est à priori validé par les élus locaux, ainsi que par Madame Rachel ROYON de RLV.

Je reste bien entendu à votre disposition pour toute précision complémentaire.

Bien cordialement.

Manuel FERREIRA

20 rue de Malmouche

63170 AUBIERE

Portable : 06.78.42.58.52

--\_000\_AM5PR10MB17140EE38F6367AEC223F175F7A49AM5PR10MB1714EURP\_--

Mail receptionné le 08/06/2022 à 16:26

**Observation n° 7 du 8 juin 2022 - 22:36**

*Auteur : anonyme*

Monsieur le Président de la commission d'enquête publique PLUI de Riom Limagne et Volcans,

Je suis Mme HAON Agnès née Peyrint, résidant 42 rue du Buisson 77169 BOISSY-LE-CHATEL. Suite à la donation-partage effectuée en avril 2000 par mon papa Michel Peyrint je suis devenue nue-propiétaire des terrains section ZT 232 et ZT 60, qui sont situés entre deux habitations construites sur les parcelles ZT 233-b (résidence principale de mon papa) et ZT 291, à Paugnat 63410 sur la commune de Charbonnières-les-Varennes.

Compte tenu de l'enquête publique actuellement en-cours, j'ai compris qu'une des priorités de cette procédure est en direction des dents creuses, afin de densifier l'habitat plutôt que de l'étaler.

Ces parcelles constituent un bien que je recevrai en héritage et vous comprendrez aisément combien c'est important pour moi qu'elles soient constructibles.

Aussi, je vous serai reconnaissante que vous décidiez de les classer en terrain à bâtir, comme elles l'étaient au moment de la donation-partage de 2000.

J'espère que vous pourrez donner une suite favorable à ma demande et vous remercie de m'en informer.

Bien à vous.

Agnès Haon

06-08-40-00-04

Mail réceptionné le 08/06/2022 à 22:28

---

**Observation n° 8 du 9 juin 2022 - 16:31**

**Défavorable**

*Auteur : anonyme*

Bonjour

Le nouveau PLUI semble aller vers une densification de l'habitat dans les zones urbaines ou péri-urbaines.

La lecture du document montre que en zone URg par exemple, il va devenir définir d'agrandir une habitation et donc impossible d'acheter une maison existante et envisager de l'agrandir pour l'adapter à ses propres besoins et cela, même si le terrain le permet.

paragraphe USAGE DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS :

en zone URg, il est noté dans le futur PLUi que : " sont autorisées les extensions limitées à 20% de la surface de plancher ou de l'emprise au sol, au plus défavorable, des constructions existantes à la date de l'approbation du PLUI et à raison d'une extension par bâtiment à compter de cette même date (à condition de ne pas entraver le caractère naturel et paysager de la zone)"

Concrètement pour construire par exemple un garage double ou agrandir l'habitation principale de 40m2, cela signifierait avoir une surface de maison de 200m2 ??

Pour 60m2, 300m2 d'emprise au sol de la maison initiale ?

Le ratio semble étonnant.

Merci de vos éclaircissements  
Cordialement

---

**Observation n° 9 du 9 juin 2022 - 21:27**

**Favorable**

Auteur : EDDIE MONTBOBIER

Bonjour,

Dans le cadre de l'enquête publique relative à la révision du PLU de la commune de Volvic, je souhaite par la présente faire une observation.

Je possède la parcelle AM 0316 au village de Crouzol. Celle-ci est desservie par une route goudronnée et tous les réseaux (eau potable, assainissement, électrique et gaz) sont présents en limite de propriété. Elle se situe au bout de la rue. Je suis le dernier propriétaire privée avant le flanc boisé qui appartient à la commune de Volvic. Ma parcelle forme une "dent creuse" au milieu des autres habitations. C'est pour cette raison et en toute logique que cette parcelle devrait être classée en zone Ub, comme les autres.

Merci d'avance pour l'intérêt que vous porterez à ma requête. Je reste disponible pour échanger avec vous si besoin.

Cordialement

Eddie MONTBOBIER

---

**Observation n° 10 du 10 juin 2022 - 11:10**

**Favorable**

Auteur : bernard SUCHEYRE

Actuellement propriétaire de la parcelle ZM 266 - Commune de VOLVIC, cette parcelle est classée en zone N et je souhaite faire la demande pour un reclassement en zone ACL car depuis 1 an j'ai planté de la vigne sur cette ancienne parcelle viticole et j'envisage par la suite de construire une cabane de vigne sur cette parcelle afin de l'utiliser comme abris pour le travail de la vigne

---

**Observation n° 11 du 10 juin 2022 - 22:12**

*Auteur : anonyme*

Bonjour

Veuillez trouver ci-joint un courrier relatif au PLUI-RLV

Bonne réception

Cordialement

Mail receptionné le 08/06/2022 à 15:40

---

**Observation n° 12 du 10 juin 2022 - 22:12**

*Auteur : anonyme*

A l'attention de MME FABRE Noémie  
Veuillez trouver ci-joint un format PDF, concernant ma demande sur le PLUi de RLV  
Souhaitant cette fois, quelle pourra être prise en compte  
Merci  
Cordialement  
Annick MOSNIER

Mail receptionné le 10/06/2022 à 14:22

---

**Observation n° 13 du 15 juin 2022 - 14:29**

*Auteur : anonyme*

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,  
Je vous remercie de bien vouloir prendre connaissance des pièces jointes.  
Vous en souhaitant bonne réception,  
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Commissaire-Enquêteur, mes respectueuses salutations.

Mail receptionné le 15/06/2022 à 13:18

---

**Observation n° 14 du 15 juin 2022 - 17:33**

*Auteur : anonyme*

Bonjour Monsieur le Président de la commission d'enquête publique du PLUI  
Veuillez trouver en pièces jointes :  
\* Courrier de la famille BRIFFOND concernant la parcelle AE 70 à Tarnat  
\* plan de la parcelle  
En espérant que vous prendrez en compte notre demande  
Cordialement  
Catherine BRIFFOND

---

Mail receptionné le 15/06/2022 à 15:43

---

**Observation n° 15 du 15 juin 2022 - 19:00**

## Ne se prononce pas

Auteur : Amandine Fluët

Ceci est davantage une remarque d'ordre général, concernant l'aménagement du territoire national. Je vois ici ou là l'effort fourni pour diminuer le nombre d'hectares consommés, ce si l'on compare avec les PLU précédents, toutefois à une époque où les enjeux étaient différents, où l'on visait la consommation, le développement.

Cependant, si l'on prend ce seul PLUI, 106 ha pour des logements mais surtout 82 ha de zone économique si j'ai bien lu, c'est énorme, surtout si l'on fait l'exercice d'imaginer ce que cela représente en mettant tous les PLUI bout à bout. Les arguments prennent divers aspects dont la concurrence entre les territoires (ce qui en soi est potentiellement contestable : de vouloir être mis en concurrence plutôt qu'en coopération par exemple). Le "Zéro Artificialisation Nette" semble bien loin.

Le renouvellement urbain, la reconquête des logements vacants, etc, c'est certes très difficile mais ne devons-nous pas aujourd'hui faire avec l'existant, recomposer avec ce qui est déjà là ? Avons-nous vraiment le choix, dans un contexte de réchauffement climatique, de disparition des espèces, de drames sociaux et environnementaux à l'oeuvre et qui se préparent etc ? Il serait temps que l'Etat prenne les choses au sérieux et ne laisse pas les territoires comme celui-ci se débattre seul avec ces problématiques qui la dépassent. Que va-t-on faire par exemple de ces zones économiques quand les déplacements seront limités ? Des nouveaux logements quand la démographie inversera sa courbe ou quand ils seront inondés pour cause de trop grande artificialisation des sols ? Ce seront de plus les plus précaires qui seront touchés en premier. Je sais bien que tout cela dépasse cette enquête publique mais il paraît qu'il ne faut pas laisser passer sa chance de s'exprimer quand on nous en donne la (faible) occasion. Merci de m'avoir lue.

---

### Observation n° 16 du 15 juin 2022 - 21:09

#### Ne se prononce pas

Auteur : Agnès HAON PEYRINT

Monsieur le Président de la commission d'enquête publique PLUI de Riom Limagne et Volcans,

Je suis Mme HAON Agnès née Peyrint, résidant 42 rue du Buisson 77169 BOISSY-LE-CHATEL. Suite à la donation-partage effectuée en avril 2000 par mon papa Michel Peyrint je suis devenue nue-propriétaire du terrain section ZV 9, qui est situé proche du centre du village et entouré des parcelles ZV 10 et ZV 37 construites, à Pagnat 63410 sur la commune de Charbonnières-les-Varennes.

Compte tenu de l'enquête publique actuellement en-cours, j'ai compris qu'une des priorités de cette procédure est en direction de la densification de l'habitat plutôt que de l'étaler.

Cette parcelle constitue un bien que je recevrai en héritage et vous comprendrez aisément combien c'est important pour moi qu'elle soit constructible sans restriction.

Aussi, je vous serai reconnaissante que vous décidiez de la classer comme constructible.

J'espère que vous pourrez donner une suite favorable à ma demande et vous remercie de m'en

informer.

Bien à vous.

Agnès Haon

06-08-40-00-04

---

**Observation n° 17 du 15 juin 2022 - 21:20**

**Ne se prononce pas**

Auteur : Agnès HAON PEYRINT

Monsieur le Président de la commission d'enquête publique PLUI de Riom Limagne et Volcans,

Je suis Mme HAON Agnès née Peyrint, résidant 42 rue du Buisson 77169 BOISSY-LE-CHATEL. Suite à la donation-partage effectuée en avril 2000 par mon papa Michel Peyrint je suis devenue nue-propriétaire de la parcelle n°324 allée du Renard Moulet-Marcenat commune de Volvic, qui est situé en face de la parcelle n°312 qui est construite.

Compte tenu de l'enquête publique actuellement en-cours, j'ai compris qu'une des priorités de cette procédure est en direction de la densification de l'habitat plutôt que de l'étaler.

Aussi, je vous serai reconnaissante que vous décidiez de la classer comme constructible pour une partie au moins.

J'espère que vous pourrez donner une suite favorable à ma demande et vous remercie de m'en informer.

Bien à vous.

Agnès Haon

06-08-40-00-04

---

**Observation n° 18 du 15 juin 2022 - 23:16**

*Auteur : anonyme*

Je n'ai rien signé car je m'en fou , vous connaissez le silence .Cordialement



Le mer. 15 juin 2022 à 15:43, catherine Briffond <catoche63@hotmail.com> a écrit :

Bonjour Monsieur le Président de la commission d'enquête publique du PLUI

Veuillez trouver en pièces jointes :

Courrier de la famille BRIFFOND concernant la parcelle AE 70 à Targnatplan de la parcelle  
En espérant que vous prendrez en compte notre demande  
Cordialement

Catherine BRIFFOND

Mail receptionné le 15/06/2022 à 21:54

---

**Observation n° 19 du 16 juin 2022 - 22:02**

*Auteur : anonyme*

Bonjour Mr le président

Je suis mandatée par Mr Sahingoz Mehmet pour superviser la construction de sa maison sur ses parcelles , cadastré section AM numéros 207 et 210 sur la commune de Crouzol.

Il a acquis ces parcelles le 1er Septembre 2021 et a obtenu un certificat d'urbanisme positif en date du 19 Mai 2021 ainsi qu'une autorisation de défrichement le 19 Octobre 2021. Vous trouverez ci-joints ces documents dans ce mail.

Il souhaitait commencer ses travaux rapidement mais a pris du retard en raison de problèmes personnels.

Lors d'un rendez-vous en mairie, j'apprends que les parcelles vont passer en zone naturelle dans le prochain PLU .

A l'occasion de mon entretien avec le commissaire enquêteur à la mairie de CROUZOL le 9 juin 2022 à 12H30, j'ai écrit un mot dans le cahier des requêtes ,pour demander

que son terrain reste constructible,

car son permis est prêt, il le dépose la semaine prochaine.

Je vous demande de tenir compte de la situation de mon client qui a investi ses économies dans ce terrain, et si votre PLU se réalise,il ne vaudra plus rien et

anéantira son projet de construction.

Dans l'attente de votre réponse

Bien cordialement

Béatrice CHEZAL

Conseillère en immobilier

Groupe AIP | KW ARVERN

INTÉGRITÉ - FAMILLE - BUSINESS

04 73 33 62 10 | 06 16 86 29 36

beatrice.chezal@kwfrance.com

arvern.kwfrance.com

25 avenue Julien, 63000 CLERMONT-FERRAND

[image: facebook]

[image: linkedin]

[image: instagram]

Mail réceptionné le 16/06/2022 à 14:46

---

**Observation n° 20 du 17 juin 2022 - 13:31**

**Défavorable**

Auteur : Patrick DEAT

M. DEAT Patrick

Patrick.deat@hotmail.fr

0751007887

Co propriétaire des parcelles 000 ZB 01 377 et 000 ZB 01 633 à ENVAL

La révision du PLUi a fait que ces parcelles ne sont plus en zone à urbaniser

Je me permets de faire une réclamation.

Ces parcelles ont un accès direct au chemin des Boules qui est goudronné et toutes les utilités sont sur le chemin, de plus de l'autre côté du chemin il y a des constructions sur toute la longueur du chemin

Parallèlement à la suppression de cette zone à urbaniser, une nouvelle zone à urbaniser a été créée le long de l'Ambène en limite de zone inondable ?

Je pense qu'il serait équitable de mettre toutes les parcelles qui touchent le chemin des boules en zone à urbaniser

En espérant que ma réclamation a retenue votre attention

Cordialement

---

**Observation n° 21 du 17 juin 2022 - 15:53**

*Auteur : anonyme*

Bonjour,

Suite à la procédure en cours de modification du PLU.

Je vous demande de prendre en compte ma demande de modification du zonage sur la zone des parcelles ZK411 ou ZK441 sur la commune de Volvic.

Ces parcelles étant occupées jadis par des vignes, sont aujourd'hui à l'abandon.

Je tente de réhabiliter ces espaces, et souhaite pouvoir m'établir dessus avec la mise en place d'une habitation modulable de type Tiny House.

Je me suis porté sur ce choix car un habitat modulable est le plus adapté au respect de l'environnement naturel du lieu. Sans demander forcément de raccordement au réseau.

Le classement actuel de la zone ne me permet pas de réaliser cette installation.

Je me tiens à votre disposition pour toute demande de renseignements complémentaires au 0659404839.

En attendant votre retour

Bien cordialement

Thierry FARGEON

Mail receptionné le 17/06/2022 à 10:24

---

**Observation n° 22 du 17 juin 2022 - 21:11**

*Auteur : anonyme*

Bonjour veuillez trouver ci-joint ma demande de révision du plu sur la commune de Chavaroux cordialement Magalie déat sarl kg attraction.

Mail receptionné le 17/06/2022 à 16:21

---

**Observation n° 23 du 20 juin 2022 - 21:39**

*Auteur : anonyme*

Monsieur le commissaire enquêteur,

Notre maison d'habitation a été exclue de la zone URG ce qui nous interdit, dans le futur, toutes modifications sur notre maison.

Les parcelles concernées sont les suivantes : AY 42, AY 45, et AY 397.

Pouvez-vous, s'il vous plait, intégrer en zone URG l'entourage de notre habitation ?

Je reste à votre disposition sur ce sujet.

Cordialement

Nicolas Bonjean

31 route de Clermont  
Tourtole  
63530 Volvic

06.45.96.98.60

Mail receptionné le 20/06/2022 à 8:44

---

**Observation n° 24 du 20 juin 2022 - 21:42**

*Auteur : anonyme*

Monsieur le commissaire enquêteur,  
Veuillez trouver ci-joint des compléments d'informations concernant 1  
des 3 requêtes postées le 7 juin 2022 ? Observation n°5 : Requête  
concernant l'OAP Pontmort Centre Gare.  
Bien cordialement,  
Agnès GARNIER et Jean-Paul Pourtier

Mail receptionné le 20/06/2022 à 17:32

---

**Observation n° 25 du 20 juin 2022 - 21:44**

*Auteur : anonyme*

Mail receptionné le 20/06/2022 à 18:55

---

**Observation n° 26 du 22 juin 2022 - 12:14**

**Ne se prononce pas**

Auteur : Patrick LEFEVRE

Monsieur le Président de la commission d'enquête publique,  
Nous sommes propriétaires de la parcelle ZL293 sur Volvic. Le permis de construire a été délivré le  
9 décembre 1971 et la maison construite en 1972 par le premier propriétaire, puis un second  
permis a été accordé le 27 novembre 1978 pour la construction d'un bâtiment « écurie-remise » par  
le second propriétaire.

Cette parcelle était alors isolée, à l'angle du chemin des treize vents devenu la rue des Chanaux et  
d'un chemin vicinal. Lors d'un remembrement ultérieur, ce chemin a été privatisé et inclus dans la  
parcelle 294.

Actuellement nous ne sommes plus isolés car plusieurs maisons ont été construites et un projet  
d'aménagement noté VOL5 est en cours, de ce fait, nous serons voisins immédiats d'une zone  
densifiée.

Par conséquent nous demandons le reclassement de notre parcelle ZL293 en zone constructible et  
notre éligibilité au raccordement à l'assainissement collectif.

Nous vous remercions de prendre en compte notre demande.

Bien cordialement

Monsieur et Madame LEFÈVRE

26 rue des Chanaux

63530 VOLVIC

---

**Observation n° 27 du 22 juin 2022 - 16:21**

**Ne se prononce pas**

Auteur : Luc Lapouge

Bonjour,

Je soutiens la délibération du conseil municipal de Sayat n° 2022-02-001. Je pense que de bloquer

la disponibilité en terrains constructibles sur Sayat va engendrer une augmentation vertigineuse des prix de ceux-ci, rendant très difficile voire impossible l'accession à une bonne partie de la population.

De plus, la valeur agricole des terrains à Sayat est loin de ceux de la Limagne ; RLV devrait donc faciliter l'extension de son habitat et autres structures sur les communes où la déprise agricole est patente et laisser les meilleures terres de France aux agriculteurs.

---

**Observation n° 28 du 22 juin 2022 - 23:12**

*Auteur : anonyme*

Bonjour,

Je vous sollicite pour un client, monsieur Marian Napoleon MUNTEANU, qui m'a confié un mandat de vente pour son terrain, sur la commune de Charbonnières les Varennes, cadastré ZS 95, actuellement en zone A.

Il avait en projet de construire sa maison et a viabilisé son terrain (eau, edf, tout à l'égout), norme RT 2012.

Il a déposé un permis de construire (PC 18R0002), puis l'a modifié - modification accordée en janvier 2022 par la Mairie de Charbonnières les Varennes.

Entre temps le propriétaire, d'origine étrangère, a appris qu'il devait retourner dans son pays, donc il doit vendre son terrain.

Il m'a demandé d'intervenir pour lui, car il n'est pas familier avec les démarches en français.

Il souhaite que son terrain, tout proche d'une parcelle déjà construite en zone Ug, ne soit plus classé zone A, ce qui permettrait aux futurs acquéreurs de construire selon leurs projets.

Quelles sont les démarches à suivre pour faire aboutir sa demande suite à l'enquête publique ?

Y a-t-il un document à remplir ? Des justificatifs à apporter ? Puis-je faire cette demande à sa place ?

Je me tiens à votre disposition si vous avez besoin de plus d'éléments pour envisager une suite favorable à sa requête.

Dans l'attente de votre réponse, bien cordialement,

Carole Alba

Dr House Immo

06.43.33.94.38

<https://www.drhouse-immo.com/conseiller-immobilier/carole-alba/>

Mail réceptionné le 22/06/2022 à 17:33

---

**Observation n° 29 du 23 juin 2022 - 17:01**

**Favorable**

Auteur : xavier brunel

Bonjour

Je fais suite à une réponse négative concernant la viabilisation de mes terrains situés, rue du tour de ville, 63350 saint laure.

en effet mes terrains sont sur une zone constructible (donc pas de soucis, à ce niveau là) néanmoins l'accès à ces terrains sont sur une zone que la mairie (à l'époque...) se réserve le droit de le préempter.

C'est sur ce point précis que le problème se pose puisque le maire actuel, ne souhaite plus mettre cette zone en préemption.

nous sommes donc d'accord, Mr le maire et moi-même, pour que cette zone devienne constructible. Je vous demande donc d'accepter le projet de construction que j'ai déposé à la mairie et la communauté de commune.

je vous remercie de l'intérêt que vous porterez à mon projet.

je reste à votre disposition pour plus de renseignement.

Cordialement.

Mr BRUNEL XAVIER  
29 route de Maringue, 63350 Saint Laure  
06.29.22.42.36

---

#### **Observation n° 30 du 24 juin 2022 - 14:32**

**Défavorable**

Auteur : Jean-Pascal TREINS Organisation : SCP TREINS POULET VIAN

ci-joint, l'observation déposée.

---

#### **Observation n° 31 du 24 juin 2022 - 21:15**

**Défavorable**

Auteur : Colette Boudou Organisation : ATTAC63

ATTAC 63 s'oppose sur de nombreux points au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal Riom Limagne Volcans tel qu'il a été arrêté.

1/ Contrairement à ce qui est affiché, il ne respecte la loi Climat et résilience du 22/08/2021 Celle-ci oblige les collectivités locales à ne pas dépasser dans les 10 prochaines années 50% de leur consommation foncière des 10 années précédentes, l'objectif étant le zéro artificialisation nette en 2050. Les données topographiques sur 10 ans montrent que 434.6ha ont été urbanisés entre 2007 et 2017 (soit 43,4ha par an). Le PLUi ne devrait donc pas prévoir une artificialisation de plus de 217ha. Or 277ha sont encore compris dans les "zones à urbaniser" (UA). De plus comme le fait remarquer la MREA (Mission régionale d'autorité environnementale), il faudrait aussi prendre en compte les zones urbaines (U) qui sont en extension du tissu urbain, surfaces qui ne sont pas

évaluées.

2/ Il poursuit la destruction de terres agricoles de qualité aux dépends de notre résilience alimentaire.

Le diagnostic agricole réalisé par la SAFER (Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural) fait état d'une forte pression foncière sur ce territoire, avec 600ha soustraits à l'agriculture entre 2006 et 2016. Celle-ci se poursuit avec ce PLUi puisque la SAFER a calculé que 565ha de terres agricoles exploitées sont classées "urbanisés ou "à urbaniser". D'ailleurs si l'on compare l'addition de surfaces des zones agricoles des PLU actuels des différentes communes et celles de ce PLU intercommunal, ce sont 572ha de terres agricoles qui disparaissent. Cette perte de terres agricoles est d'autant plus préjudiciable lorsqu'il s'agit de terres de Limagne, dont la haute qualité est largement reconnue.

Or la prise de conscience des causes et des effets du changement climatique, les conséquences de la crise du Covid et de la guerre en Ukraine sur l'approvisionnement alimentaire et les cours des marchés agroalimentaires ont mis en évidence l'importance de développer et relocaliser autant que possible la production alimentaire. Or seul 12% des besoins alimentaires en fruits et légumes sont produits sur le département qui aurait pourtant la capacité d'être autonome. Il est donc nécessaire de préserver au maximum les terres agricoles dès maintenant, tout en protégeant et restaurant les espaces naturels pour enrayer la perte massive de biodiversité, les écosystèmes naturels formant un tout et les dégradations subies par une partie générant des dégâts parfois irréversibles sur l'ensemble.

3/ L'évaluation environnementale doit être sérieusement retravaillée.

La MRAE critique sur de nombreux points la qualité de l'évaluation environnementale réalisée par la communauté d'agglomérations: "[l]'évaluation environnementale présente des faiblesses importantes sur la plupart des sujets : justification des choix effectués, articulation avec les documents stratégiques et de planification d'ordre supérieur, évaluation des impacts, résumé non technique, etc." ; "des interrogations importantes demeurent quant au dimensionnement et à la localisation des zones de développement de l'urbanisation résidentielle " ; "Par ailleurs, aucun élément de justification n'est fourni en ce qui concerne le développement des zones d'activités, dont la surface est en hausse par rapport à celle prévue dans les documents d'urbanisme actuels." etc.

4/ Le PLUi prévoit une consommation foncière excessive

Pour ce qui est de la production de logements, la MRAE note que la densité retenue dans le cœur urbain (250 m<sup>2</sup>) est deux fois moins forte que ce que prévoit le Scot (130 m<sup>2</sup>), document auquel devrait pourtant se soumettre ce PLUi. Ainsi "parmi les 280 logements/an que la communauté d'agglomération estime nécessaire de créer sur terrain vierge, 170 pourraient ainsi l'être à l'intérieur du tissu urbain". Pour la construction de logements en extension urbaine, les surfaces prévues sont "a priori très supérieures à ce qui apparaît nécessaire". "La grande majorité est inférieure à 14 logements/ha (soit 700 m<sup>2</sup> /logement), minimum fixé par le Scot dans les communes périurbaines [ ]. Cette ambition moindre provient probablement du fait que, plutôt que dans le tissu urbain ou en réhabilitation de sites anciennement à vocation d'activité, certains secteurs, de surfaces parfois importantes, se situent nettement en extension sur des terrains agricoles, occupés par des jardins ou boisés". Comme la MRAE, les rapports de la Région Auvergne Rhône Alpes, de la Préfecture, de la CDPENAF, de la Chambre d'Agriculture... confirment cette consommation foncière excessive, quel que soit le secteur (cœur métropolitain, périurbain ou communes périphériques) en



contradiction avec le SCOT, le SRADDET, et même avec le PADD qui sert pourtant de base au PLUi.

De même, le projet de PLUi prévoit une forte extension (337,2 ha) des zones destinées aux équipements d'intérêt collectif et de services publics sur toutes les communes et sans qu'elles soient justifiées, alors qu'il faudrait privilégier leur mutualisation.

5/ Une tendance à urbaniser rapidement sans suffisamment anticiper sur les besoins futurs  
La prise en compte de l'avenir et d'une certaine équité entre les générations semble faire défaut dans la gestion foncière de la communauté d'agglomération, au bénéfice de ceux qui construisent le plus vite. Plus de la moitié des logements prévus dans le SCOT pour la période 2011 - 2030 étaient déjà construits les 4 premières années, de surcroît avec une grosse consommation foncière pour chaque logement. De même sur les 277ha AU à urbaniser dans ce PLUi, 201ha sont en 1AU (urbanisables rapidement) et seulement 76ha en 2AU alors que ces zonages sont prévus pour 10 ans, avec une réduction de l'artificialisation qui devra être plus forte ensuite.

Le rapport de l'Observatoire national de l'artificialisation de juin 20229 note que l'étalement urbain est autant dû à de grands projets économiques qu'à de très nombreux petits projets moins visibles et principalement liés à l'habitat. Mettre fin à ce grignotage incessant nécessite une vision territoriale responsable et soucieuse de l'avenir des habitants du territoire. Face à la tendance court-termiste à construire au plus vite tant que c'est possible, nous avons besoin d'un moratoire: stopper l'artificialisation des terres tant que toutes les autres options n'auront pas été exploitées et en privilégiant les projets réellement utiles pour la population. Ainsi la priorité est d'augmenter l'efficacité foncière, d'optimiser le foncier déjà bâti, de faire du "recyclage urbain"... et de se donner le temps et les moyens de respecter effectivement ce qui est écrit dans ce domaine dans le PLUi.

6/ Le PLUi ne prévoit pas suffisamment de logements sociaux

La proportion de logements locatifs sociaux prévus est jugée insuffisante par la préfecture du Puy-de-Dôme: dans les communes soumises à la loi SRU, ils devraient représenter au minimum 20% du nombre total de résidences principales, ce qui ne sera sans doute pas respecté si le nombre de nouveaux logements sociaux prévus n'évolue pas à la hausse sur Riom, Mozac et surtout Châtelguyon et Volvic.

Les objectifs de production de logements sociaux dans les OAP ne représentent que 50% de ce qui est prévu dans le PADD (47 logements sociaux au lieu des 90 prévus pour une moyenne de 440 logements construits par an) et seulement 32% de l'objectif du plan local de l'habitat (PLH) pour les communes périurbaines (39 à 43 logements alors que le PLH prévoit un besoin de 132 logements sociaux).

Or il est essentiel que le taux de logements sociaux soit à la mesure des besoins de la population pour limiter l'augmentation des loyers liée en particulier à la spéculation immobilière, au renchérissement des terrains restants constructibles, à la nécessité de rénover et construire des logements performants sur le plan énergétique... Ainsi à défaut d'une politique active en faveur des foyers populaires, les mesures vertueuses sur le plan écologique et les projets de rénovation urbaine augmentent la précarité des familles modestes et engendrent un processus de gentrification.

7/ Promouvoir la multiplication de bassins de rétention d'eau ("bassines") est une aberration  
La préservation des ressources en eau en qualité et en quantité est primordiale dès maintenant, qu'il s'agisse de santé humaine ou de capacités de production alimentaire agricole. Or le

changement climatique perturbera de plus en plus le cycle de l'eau, le rythme et l'intensité des pluies, le rechargement des nappes phréatiques... Il s'agit donc d'un enjeu vital pour l'avenir à court et moyen terme.

Le modèle agricole prédominant sur la plaine de la Limagne est fortement impliqué dans la problématique de l'eau sur ce territoire. D'une part, sur le plan qualitatif, il est relevé "des masses d'eau superficielles en état écologique moyen voire mauvais"; la présence de nitrates dans une des 5 nappes d'eau souterraines du territoire (Alluvions Allier Aval); 22 communes touchées par un excès de nitrates ou autres composés azotés d'origine agricole dans leur eau; "le caractère canalisé et l'état globalement médiocre des cours d'eau situés en partie est du territoire, dans la plaine agricole".

D'autre part sur le plan quantitatif il est noté "l'augmentation conséquente des prélèvements d'eau sur le territoire entre 2008 et 2017, notamment un doublement des pompages à des fins d'irrigation des cultures". La consommation pour l'irrigation passe de 11.3 à 19.6 millions de m<sup>3</sup> en 9 ans soit 68% de plus, représentant 21% de la consommation totale d'eau du territoire. Cette irrigation se poursuit alors que l'on constate "la moindre recharge des nappes souterraines sur la période récente (années 2018 et 2019), due aux fortes chaleurs estivales et aux faibles précipitations durant les automnes et hivers." Or "cette raréfaction de l'eau menace également la qualité de l'eau, notamment avec un risque de concentration des pollutions."

L'AOP CC Changement climatique préconise en milieu agricole

- pour limiter l'évapotranspiration et l'érosion des sols d'avoir des pratiques agréoécologiques, un couvert végétal des sols, de favoriser l'infiltration et la rétention d'eau dans le sol et de développer les haies
- pour une utilisation raisonnée et partagée de la ressource en eau: l'amélioration des capacités de recharge des nappes phréatiques, des pratiques et cultures moins gourmandes en eau, des systèmes d'irrigation économes en eau, des retenues de substitution ou des retenues colinaires.

Mais ce qui est seulement retenu dans les "Idées fortes" du PLUi concernant l'agriculture, c'est que la "thématique de l'eau agricole et de l'irrigation a été intégrée : les bassins de rétention collectifs sont autorisés dans toutes les zones agricoles". Quid des autres préconisations! C'est d'autant plus anormal que les autorisations pour des projets de bassines ne sont pas de la compétence de la communauté d'agglomération RLV ni des communes elles-mêmes. Par ailleurs, contrairement aux autres mesures préconisées dans l'AOP CC qui favorisent un usage optimum de l'eau disponible, les systèmes de rétention d'eau la gaspillent. En effet les réserves d'eau en surface - à la grande différence des réserves d'eau souterraines - perdent par évaporation de 20 à 60% de l'eau retenue selon des études américaines de 2018. Cette déperdition importante touche aussi bien les barrages sur les rivières, les "retenues collinaires" stockant les eaux de pluie ruisselantes, les bassines creusées dans le sol alimentées par l'eau des rivières ou pire, pompée dans la nappe phréatique où elle était protégée et participait à l'humidification générale des sols pour recharger les "retenues de substitution". La rétention artificielle de l'eau en surface ne devrait être utilisée qu'en dernier ressort et avec parcimonie, quand les autres mesures ne suffisent plus à faire face aux périodes de sécheresse, puisqu'elle aggrave la situation sur la durée au lieu de l'améliorer et ne bénéficie qu'à une minorité d'agriculteurs qui s'accaparent ainsi la ressource en eau. Faire ainsi la promotion des bassins de rétention est une aberration et encourage la poursuite de cultures (de maïs en particulier) et de modèles agricoles qui sont de plus en plus inadaptés aux évolutions climatiques et aux besoins des populations.

#### 8/ Un manque d'information des habitants du territoire

Le PLUi est un document réglementaire majeur orientant de manière très concrète l'aménagement du territoire pour l'avenir avec des conséquences très concrètes sur le devenir des habitants du territoire. Or malgré ce qui peut être affiché en terme de concertation, nous avons pu constater que ce PLUi est arrivé à l'étape de l'enquête publique sans que les habitants n'en soient au courant. De plus, comme le souligne la MRAE, les données "non techniques" fournies à destination du grand public ne permettent pas de prendre connaissance du projet de manière satisfaisante. Pourtant des documents de synthèse clairs et accessibles sont indispensables étant donné la masse de documents inclus dans le PLUi. Ce manque d'information empêche évidemment le débat citoyen et pénalise très fortement la participation des habitants, en dehors de quelques-uns informés des changements possibles de zonage de leurs parcelles et qui défendent leurs intérêts particuliers de propriétaires.

En conclusion, étant donné l'importance des enjeux et les fortes critiques dont il fait l'objet, Attac63 apporte un avis défavorable à ce PLUi dans sa forme actuelle et demande que soient sérieusement prises en compte les observations des différents rapports, que ce soit en terme d'artificialisation excessive, d'utilisation des ressources en eau, d'adéquation du parc de logements sociaux aux besoins des habitants et d'implication des citoyens.

---

#### **Observation n° 32 du 24 juin 2022 - 22:15**

*Auteur : anonyme*

Merci de bien vouloir me donner quelques précisions :

1- Pourquoi ne pas avoir englobé les parcelles 423 et 89 dans l'OAP propriété du smaf 40172 mètres carrés ?

2- Pourquoi ne pas avoir positionné l'équipement public de rétention des eaux pluviales (schéma de composition Argentières) et sa superficie .

3- Que devient l'OAP si bassin de rétention important ?

J. Guignard

8 allée des marronniers

63200 Mozac

06 13 36 04 48

Propriétaire des parcelles AI 81 et 298

Envoyé de mon iPad

Mail réceptionné le 24/06/2022 à 14:44

---

#### **Observation n° 33 du 24 juin 2022 - 22:15**

*Auteur : anonyme*

--\_000\_BF27B7981B77B248A5000BE6B01E098C0290EB2FCFsrvmbx01domai\_

Content-Type: text/plain; charset="windows-1256"

Content-Transfer-Encoding: quoted-printable

Bonjour

Merci de bien vouloir trouver ci-dessous quelques remarques sur le PLUi arrêté.

Concernant la commune de Chambaron sur Morge :

Sur l'OAP de l'ilot de la cure-prieuré,

Le fond de plan n'est pas à jour et présente des bâtiments démolis par la Commune, alors que l'OAP indique « existants à réhabiliter ».

L'Ophis a été retenu par la Commune et RLV pour réaliser un projet de 6 logements neufs individuels locatifs. La Commune a validé le fait qu'il n'y aurait pas d'espaces verts publics dans l'ilot, n'ayant pas souhaité investir sur un espace public à cet endroit. Nous demandons que soient supprimés de l'OAP les cheminements piétons et les espaces publics internes à l'ilot.

La Collectivité a validé des maisons jumelées mais aussi 2 maisons individuelles, du fait du programme imposé. Nous souhaitons que le programme « formes urbaines » de l'OAP corresponde au programme qui a été validé avec le bailleur/maitre d'ouvrage, c'est-à-dire plutôt des maisons de ville.

Nous joignons en PJ le plan masse de notre étude de faisabilité.

D'une manière plus générale sur le PLUi, je constate qu'il y a énormément d'OAP qui imposent un espace public au cœur de terrains privés. Les collectivités sont-elles prêtes à investir sur tous ces espaces publics ?

Ou bien s'agit-il plutôt d'espaces collectifs ?

Sur Riom, en zone URb, page 31 du règlement, il me semble qu'il y a une contradiction entre les hauteurs minimales imposées à R+1 en 2nd rideau et la hauteur maximale de 3m en limite séparative.

D'autre part, imposer une hauteur minimale de 2 niveaux est une énorme contrainte pour un pétitionnaire qui doit construire un ERP ou simplement un petit logement ou un logement PMR...

Concernant les règles de stationnement, serait il possible d'intégrer les dérogations dont bénéficie le logement social, pour plus de clarté auprès de tous ?

D'autre part, les réhabilitations en centre bourg risquent de ne pouvoir se réaliser en cas de changement d'affectation lorsqu'il n'y a pas de possibilité de stationnement.

Enfin, sur Chatelguyon, je regrette que presque aucune OAP ne prévoit d'habitat collectif ou intermédiaire, alors que les besoins en logement social restent importants.

Merci de votre attention, et merci d'accuser réception de ce message.

Cordialement

[Logo OPHIS63]

Florence ARNAUD

chargée de développement

04 73 41 16 36 - 06 69 45 20 65

farnaud@ophis.fr

32 rue de Blanzat - CS 10522

63028 Clermont-Ferrand Cedex 2

[www.ophis.fr](http://www.ophis.fr) [Twitter] [Instagram] [Linkedin]

--\_000\_BF27B7981B77B248A5000BE6B01E098C0290EB2FCFsrvmbx01domai\_

Content-Type: text/html; charset="windows-1256"

Bonjour

Merci de bien vouloir trouver ci-dessous quelques remarques sur le PLUi arrêté.

Concernant la commune de Chambaron sur Morge :

Sur l'OAP de l'ilot de la cure-prieuré,

Le fond de plan n'est pas à jour et présente des bâtiments démolis par la Commune, alors que l'OAP indique « existants à réhabiliter ».

L'Ophis a été retenu par la Commune et RLV pour réaliser un projet de 6 logements neufs individuels locatifs. La Commune a validé le fait qu'il n'y aurait pas d'espaces verts publics dans l'ilot, n'ayant pas souhaité investir sur un espace public à cet endroit. Nous demandons que soient supprimés de l'OAP les cheminements piétons et les espaces publics internes à l'ilot.

La Collectivité a validé des maisons jumelées mais aussi 2 maisons individuelles, du fait du programme imposé. Nous souhaitons que le programme « formes urbaines » de l'OAP corresponde au programme qui a été validé avec le bailleur/maitre d'ouvrage, c'est-à-dire plutôt des maisons de ville.

Nous joignons en PJ le plan masse de notre étude de faisabilité.

D'une manière plus générale sur le PLUi, je constate qu'il y a énormément d'OAP qui imposent un espace public au cœur de terrains privés. Les collectivités sont-elles prêtes à investir sur tous ces espaces publics ?

Ou bien s'agit-il plutôt d'espaces collectifs ?

Sur Riom, en zone URb, page 31 du règlement, il me semble qu'il y a une contradiction entre les hauteurs

minimales imposées à R+1 en 2nd rideau et la hauteur maximale de 3m en limite séparative.

D'autre part, imposer une hauteur minimale de 2 niveaux est une énorme contrainte pour un pétitionnaire qui doit construire un ERP ou simplement un petit logement ou un logement PMR...

Concernant les règles de stationnement, serait il possible d'intégrer les dérogations dont bénéficie le logement social, pour plus de clarté auprès de tous ?

D'autre part, les réhabilitations en centre bourg risquent de ne pouvoir se réaliser en cas de changement d'affectation lorsqu'il n'y a pas de possibilité de stationnement.

Enfin, sur Chatelguyon, je regrette que presque aucune OAP ne prévoit d'habitat collectif ou intermédiaire, alors que les besoins en logement social restent importants.

Merci de votre attention, et merci d'accuser réception de ce message.

Cordialement

Florence ARNAUD  
chargée de développement  
04 73 41 16 36 - 06 69 45 20 65  
farnaud@ophis.fr  
32 rue de Blanzat - CS 10522  
63028 Clermont-Ferrand Cedex 2  
www.ophis.fr

--\_000\_BF27B7981B77B248A5000BE6B01E098C0290EB2FCFsrvmbx01domai\_--

Mail receptionné le 24/06/2022 à 17:50

---

**Observation n° 34 du 25 juin 2022 - 00:11**

**Défavorable**

*Auteur : anonyme*

Bonjour,

Dans son avis, la MRAE souligne à de multiple reprise que le PLUi est incomplet p11 sur l'eau, p13 pour des cartographies plus précises et p17 sur l'évaluation des incidences environnementales. Ce PLUi est donc incomplet et ne permet donc pas au citoyen d'avoir une vue complète de son périmètre et des conséquences de son application.

De plus, malgré quelques efforts affichés, le PLUi semble encore dans une optique de consommation excessive de foncier. Or la loi impose une diminution progressive pour atteindre l'objectif de zéro artificialisation nette en 2050.

Chaque territoire doit donc s'inscrire dans cette optique et ce d'autant plus quand on possède des terres agricoles à haut potentiel (telles celles de la plaine de Limagne). Or le PLUi ne me semble pas assez volontariste pour atteindre cet objectif tant sur l'étalement urbain, que sur la densification des constructions dans nos villes, que sur la mutualisation des infrastructures publiques, que sur la lutte pour réhabiliter les friches industrielles et commerciales.

Chaque hectare artificialisé sur une zone naturelle ou agricole, l'est définitivement et impacte

négativement la qualité de notre environnement, la biodiversité, notre souveraineté alimentaire et donc notre avenir commun!

Aujourd'hui, on ne peut plus artificialiser un Ha si on n'a pas prouvé qu'on pouvait faire autrement!

J'émet donc un avis défavorable sur le PLUi pour son incomplétude, son manque d'ambition dans la lutte contre l'artificialisation ainsi pour son vraisemblable trop fort impact sur l'environnement et notre production agricole.

Bien cordialement

---

**Observation n° 35 du 25 juin 2022 - 09:25**

**Ne se prononce pas**

Auteur : Agnès HAON PEYRINT

M. le Commissaire enquêteur, Suite à notre rencontre en Mairie de Châtel-Guyon, le vendredi 17 juin, et comme demandé, je vous adresse ce message en complément de l'observation N° 16 formulée le 15 juin 2022 - 21:09 Auteur : Agnès HAON PEYRINT, pour vous confirmer que la parcelle de terrain située à Paugnat commune de Charbonnières-les-Varennnes section ZV 9 a changé de numérotation et porte le numéro ZV 255. Je tiens à vous remercier pour votre accueil et votre écoute. Bien à vous. Agnès Haon

---

**Observation n° 36 du 25 juin 2022 - 15:42**

Auteur : *anonyme*

??Bonjour,

Je suis Mme DUGOUR, propriétaire d'un immeuble sis au 64 rue du Moulin d'eau sur la parcelle cadastrée AX84. Cette parcelle est actuellement occupée par un immeuble d'habitation de 3 appartements rénovés et loués.

Dans le cadre de la révision du PLUI et dans le document de zonage j'ai constatée qu'une délimitation de zone va traverser ma propriété sur sa partie Nord.

La partie Sud de la parcelle resterait en zone est URv, tandis que la partie Nord serait en N.

Je constate également que 2 parcelles plus à l'ouest, s'arrêtant au niveau de la AX 81, une zone 2AUR (zone de développement à vocation d'habitat long terme) est créée avec un accès depuis la rue du Moulin d'eau entre les 48 et 52 de la rue pour un total d'environ 14000m²

Je m'interroge sur le fait que l'arrière de ma parcelle n'ait pas été intégrée à cette future zone à urbaniser et en demande aujourd'hui le rattachement à cette zone 2AUR.

Ce rattachement à cette zone permettrait :

- d'envisager un usage pour le fond de ma parcelle en lanière, peu large, actuellement utilisée en jardin mais sans réel usage du fait de son étroitesse
- en prolongeant cette zone vers l'est sur un total d'environ 1700m² soit 10 à 12% de plus que la zone telle que dessinée à ce jour, de densifier cette zone et créer quelques lots à construire de plus, sans nuire, ni aux bâti voisin (cette limite est à plus de 30 mètres linéaires de la première fenêtre d'habitation) ni au fonctionnement général du projet, ni à la présence d'une zone naturelle

au nord. Cette relative "densification" m'apparaissant tout à fait compatible, voire nécessaire, avec les objectifs de sobriété des consommations foncières à urbaniser à l'avenir.

Ci dessous une image de localisation issue du plan de zonage.

Veuillez recevoir, Madame, Monsieur, mes sincères salutations.

DUGOUR Ginette  
Ancienne Route de Montluçon  
63200 Riom

Mail receptionné le 25/06/2022 à 10:00

---

**Observation n° 37 du 25 juin 2022 - 15:45**

*Auteur : anonyme*

Monsieur,  
suite à notre entrevue de ce jour, je formule par ce mail ma demande de mise en zone constructible de ma parcelle 470 BC 244 située sur la commune de Volvic, au lieu dit LUZET. Ma demande est motivée par le fait de sa situation. en effet comme on peut le constater cette parcelle se trouve entre les habitations (plan ci-joint). Je pense que ce serait l'occasion d'établir une cohérence de zonage au niveau du PLUI !!  
Il me semble opportun de saisir cette occasion. Je ne pense pas que le propriétaire de la parcelle N° 245 y voit un problème!!!  
je vous remercie d'enregistrer ma demande.  
Mr Bouty

Mail receptionné le 25/06/2022 à 10:25

---

**Observation n° 38 du 25 juin 2022 - 18:16**

**Favorable**

Auteur : Marcel JULIEN

Bonjour,  
Je suis propriétaire d'une parcelle située sur la commune de CLERLANDE , n° AA4, elle est en limite du village, en face d'un lotissement nouvellement crée et à proximité de l'église.  
Je souhaiterais que mon terrain devienne constructible à la prochaine modification du PLU  
Merci de l'attention portée à ma demande

---



**Observation n° 39 du 26 juin 2022 - 11:42**

**Ne se prononce pas**

*Auteur : anonyme*

Bonjour,

Il me semble opportun de porter votre attention sur le fait qu'une parcelle située sur la commune d'Entraigues lieu dit "les retiales" auparavant en zone inondable justifié car la dite parcelle se trouve au bord de l'Ambène passe avec le nouveau PLUI en zone constructible.

Bien à vous,

---

**Observation n° 40 du 26 juin 2022 - 17:09**

**Ne se prononce pas**

*Auteur : JEAN-BAPTISTE FAURE*

Bonjour, suite a notre entretien du 11 juin 2022 a Chambaron sur Morge (Cellule) concernant le PLUI de "La Moutade" parcelle YB 120, et selon vos recommandations , je vous fait parvenir en pièces jointes la lettre adressée à M. Le Maire de Chambaron-sur-Morge ainsi que du plan de la parcelle concernée par mes remarques et une proposition de découpage de ladite parcelle en vu de la faire construire . Vous remercie de faire bonne réception et vous prie d'agréer mes très sincères salutations .

Jean-Baptiste FAURE  
1 route de La Moutade  
63200 Le Cheix sur Morge

---

**Observation n° 41 du 26 juin 2022 - 17:21**

**Ne se prononce pas**

*Auteur : anonyme*

plan d'implantation proposé

---

**Observation n° 42 du 26 juin 2022 - 18:34**

*Auteur : anonyme*

Bonjour,

Veuillez trouver ci joints notre demande de modification du PLU suite à notre rdv avec Monsieur le Commissaire enquêteur du samedi 25 juin 2022,

Cordialement,

Amandine et Mathieu Gouttefarde

[<https://ipmcdn.avast.com/images/icons/icon-envelope-tick-round-orange-animated-no-repeat-v1.gif>] Garanti sans virus. [www.avast.com](http://www.avast.com)

Mail receptionné le 26/06/2022 à 16:57

---

**Observation n° 43 du 26 juin 2022 - 18:37**

Auteur : *anonyme*

Bonjour,

Je suis Mme DUGOUR Ginette, propriétaire de la parcelle ZC 908 sur la commune de St Bonnet.

Il y a quelques années cette parcelle a été découpée pour en vendre une partie qui est maintenant bâtie (ZC 907). Un passage avait été conservé pour accéder à la partie arrière en vue de son urbanisation future.

A ce jour une partie de la parcelle ZC 908 est constructible mais sur une distance d'environ 10 mètres, ce qui ne permet pas d'envisager une construction.

Je souhaiterais donc que la zone UJ soit modifiée pour qu'une partie de ma parcelle sur environ 20 mètres passe en zone URg.

Voir plan ci dessous.

[image: image.png]

Cordialement,

Ginette DUGOUR

Ancienne Route de Montluçon

63200 Riom

Mail réceptionné le 25/06/2022 à 10:28

---

**Observation n° 44 du 26 juin 2022 - 21:34**

**Défavorable**

Auteur : Melaine GUILLLOU

Un effort considérable a été fait concernant la réduction des zones à urbaniser dans ce PLUi. Cet effort était indispensable compte tenu de l'étalement urbain sans précédent qui a été observé sur la collectivité ces dernières années. Cependant, l'objectif « zéro artificialisation nette » semble loin d'être atteint et de nombreuses zones à urbaniser posent question dans ce document de Riom Limagne Volcans.

Dans le secteur de Moulet Marcenat, Charbonnières... les permis de construire sont actuellement suspendus pour cause d'adduction à l'eau potable. Il est étonnant alors que des zones à urbaniser soient encore indiquées dans le PLUi.

En aparté, les habitants du secteur n'ont aucune information de la part des pouvoirs publics (commune, Etat, communauté d'agglomération) quant à l'état de la ressource en eau. Des études sont-elles réalisées ? comment la situation évolue-t-elle ? que se passera t-il en cas de coupure d'eau ? des travaux sont-ils envisagés ? Il est inacceptable de laisser les personnes concernées dans l'ignorance.

Dans ce contexte, il est étonnant de constater que la zone à urbaniser 2AUR située rue du Chapelet est conservée. De plus il est indiqué dans l'évaluation environnement qu'elle est constituée d'un habitat prioritaire et d'une zone humide probable : pourquoi la garder alors en zone

à urbaniser ? L'impact paysager d'une urbanisation sur ce site serait très important sans compter que cela nécessiterait la création de voiries d'accès ce qui priverait les habitants du village de tout un secteur de promenade.

Il serait intéressant de réduire davantage les zones à urbaniser sur la commune de Charbonnières-les Varennes : en plus d'un réseau d'eau probablement en très mauvais état et des problèmes à venir en eau potable, la commune s'est considérablement agrandie ces dernières années.

La zone 2AU « la vaveuille » à Charbonnières devrait passer en zone naturelle : sur une portion de zone humide, dans un secteur où l'approvisionnement en eau dans le futur n'est pas certain... il est dommage de garder cette zone de presque 2 ha qui offre une respiration au sein du bourg de Charbonnières où de multiples constructions souvent peu intégrées à leur environnement ont été édifiées ces dernières années.

Il conviendrait aussi de rendre la zone AU « rue des Sagnes » complètement inconstructible : axe de ruissèlement, intérêt écologique fort, présence de haies... la commune de Charbonnières n'a elle pas assez grandit déjà pour rajouter encore une zone d'extension urbaine ?

Globalement à Charbonnières il est édifiant de voir des dizaines de maisons, construites récemment en extension au détriment du paysage et de l'harmonie des anciens villages de la commune, situées en zone Ac. Il y a décidément beaucoup d'agriculteurs à Charbonnières !

---

#### **Observation n° 45 du 26 juin 2022 - 21:35**

##### **Défavorable**

*Auteur : anonyme*

Le hameau de la Coussedièrre devrait garder son caractère rural, il a déjà considérablement grandi ces dernières années et pas toujours de façon harmonieuse. La parcelle YB 129 pourrait à elle seule recevoir la construction de 6 ou 7 maisons ! il conviendrait de réduire la zone UCb pour ce terrain ou alors imposer des règles d'aménagement d'ensemble sous peine de voir une succession de maison avec chacune leur accès individuel (un bouquet de route en somme). Cela s'est fait juste en dessous rue du Sauzet. De plus l'impact paysager de la construction de maisons sur ce terrain serait très important car il est visible de loin.

Au fond de l'impasse des bisettes, il y a d'anciens vergers qui mériteraient d'être réhabilités. La zone constructible sur les parcelles ZB 34, ZB 104 et ZB 292 pourrait être considérablement réduite afin de préserver ces arbres. La parcelle ZB 104 est en plus adjacente à la station d'épuration ce qui ne semble pas idéal pour édifier une maison. Il faut noter aussi que contrairement à ce qui est indiqué au cadastre il n'y plus de constructions sur la parcelle ZB 292.

---

#### **Observation n° 46 du 27 juin 2022 - 09:40**

##### **Défavorable**

**Auteur : Albert LEVADOUX**

Veuillez trouver en PJ la lettre de M. Albert Levadoux à M. le Commissaire Enquêteur, ainsi que les plans du terrain concerné.

M. Levadoux, souffrant de la maladie de Parkinson à un stade avancé, ne pourra pas se rendre à une réunion (en PJ l'attestation de son médecin traitant)

---

**Observation n° 47 du 27 juin 2022 - 10:25**

*Auteur : anonyme*

Bonjour,  
Je vous prie de trouver ci-joints, par sécurité, les documents qui ont été postés sur le site.  
Bien cordialement

Mail receptionné le 27/06/2022 à 9:44

---

**Observation n° 48 du 27 juin 2022 - 11:10**

**Ne se prononce pas**

Auteur : Céline Montagnon

Bonjour,

Je suis propriétaire de deux parcelles contiguës sur la commune de Chanat la Mouteyre :  
630830000A1736 & 630830000A1735.

Ces parcelles, à grande proximité d'habitations existantes rue du Chancet, sont bornées et alimentées en eau potable.

Nous souhaiterions que ces parcelles soient classées "constructibles" dans l'optique de construire notre habitation principale sur les terres de mes ancêtres.

Le logement sera éco-responsable afin de limiter notre impact : construction bois plain pied, micro-station épuration.

Merci d'avance pour l'intérêt que vous porterez à ma requête. Je reste disponible pour échanger avec vous directement.

Cordialement,

---

**Observation n° 49 du 27 juin 2022 - 11:50**

*Auteur : anonyme*

Bonjour Monsieur,

je reviens vers vous suite à notre entretien de ce samedi 25 juin 2022 au sujet de ma parcelle ZA 145 située à Moulet-Marcenat.

Ce terrain se trouve en zone non constructible.

Le haut du terrain comporte un accès direct sur la voie publique (allée du renard) et jouxte deux maisons d'habitation.

Je l'ai acheté il y a quelques années, pensant construire pour mes deux enfants qui grandissent. J'aimerais que la partie donnant sur la voie publique devienne constructible, vu qu'elle est située dans le prolongement de propriétés déjà construites.

Je vous joins le plan de mon terrain avec mes annotations.

Je vous remercie d'avance pour l'étude de ma demande.

Dans l'attente de votre réponse que j'espère favorable, je vous souhaite une bonne journée.  
Cordialement,  
Bruno Fontaine.

Mail receptionné le 27/06/2022 à 10:59

---

**Observation n° 50 du 27 juin 2022 - 14:30**

**Défavorable**

*Auteur : anonyme*

Bonjour, voici ma contribution sur les trois points suivants:

1/ Un manque de communication

Habitante de Chanat la Mouteyre, je viens d'apprendre (le 27/06) par le bouche à oreille que le PLUi était en cours d'enquête publique. Je n'avais pas reçu cette information, ni dans le bulletin municipal ou intercommunal, ni par affichage (ou alors bien caché).

2/ Un PLUi qui poursuit l'étalement urbain

ce PLUi ne s'inscrit pas dans le cadre de la loi Climat et Résilience, il poursuit l'étalement urbain en ouvrant de vastes zones AU à l'urbanisation pour les 15 années à venir. Je l'interprète comme un passage en force destiné à consommer un maximum de terrains avant que cela ne soit plus possible. Cette consommation foncière excessive et sans rapport avec la démographie est inacceptable. Il faut changer de façon de faire, étudier les possibilités de densification, réfléchir à l'opportunité (et la nécessité) des projets de construction, chercher des solutions alternatives : peut-on construire en dents creuses? mutualiser des bâtiments publics? réhabiliter des bâtiments existants, des centres bourgs existants? Les terrains agricoles et naturels sont essentiels au développement humain et ne sont pas une variable d'ajustement des projets de construction. La lutte contre l'étalement urbain n'est pas un slogan, il faut l'appliquer dans les documents réglementaires!

3/ Une dimension paysagère à mieux prendre en compte

Le règlement de la zone U p. 17 autorise dans certaine partie du territoire les clôtures en murs pleins de 1,5 m à 1,8m. Cette disposition est trop permissive et va conforter la 'bunkérisation' en cours dans les lotissement et la déqualification de l'espace public. Il y a d'autres moyens de protéger son intimité avec des haies ou des barrières en bois ajourées.

---

**Observation n° 51 du 27 juin 2022 - 17:48**

**Défavorable**

Auteur : Michel DAVAYAT

Bonjour,

Je vous adresse,ci-joint, courrier concernant le PLUI, plans des parcelles ZK 193 et 199 - attestation du Maire de Charbonnières-les-Varennnes

Cordialement  
Michel DAVAYAT

**Observation n° 52 du 27 juin 2022 - 20:53**

*Auteur : anonyme*

Bonjour

Je vous joins s il vous plait deux courriers concernant des demandes par rapport au prochain PLUi vus avec vous lors de notre dernier entretien en mairie de Volvic.

Bien cordialement,

Gaëlle Chauffour

19 rue de la libération

63530 VOLVIC

0665184848

Mail receptionné le 27/06/2022 à 13:42

---

**Observation n° 53 du 27 juin 2022 - 21:04**

*Auteur : anonyme*

Mail receptionné le 27/06/2022 à 18:59

---

**Observation n° 54 du 28 juin 2022 - 10:39**

**Défavorable**

Auteur : Michel DAVAYAT

Bonjour,

Je complète mon observation d'hier (n°51) à savoir

1) Courrier au commissaire-enquêteur

2) Attestation du Maire de Charbonnières les Varennes

Cordialement

Michel DAVAYAT

---

**Observation n° 55 du 28 juin 2022 - 10:43**

**Défavorable**

Auteur : Michel DAVAYAT

Bonjour

Je complète mes observations (n° 51 et 54)

Ci-joint courrier au commissaire-enquêteur

Michel DAVAYAT

---

**Observation n° 56 du 28 juin 2022 - 20:58**

**Ne se prononce pas**

Auteur : Francois Sapt

Bonsoir,

Je suis passé cet après midi à la Mairie de Sayat auprès de Monsieur le commissaire enquêteur afin de manifester mon mécontentement sur le déclassement de nos parcelles sur la commune de Charbonnières les Varennes.

Les parcelles ZK193 et ZK199 situées sur le secteur Condamine pour lesquelles nous avons payés l'adduction d'eau, prévus les réserves pour le raccordement électrique et payé le bornages des parcelles 192,193,194,198,199 et 200. A ce jour c'est un investissement à fonds perdus puisque ces parcelles (193 et 199) ne sont plus constructibles, bien que plates proches du centre bourg et encadrées par des parcelles construites ...

C'est absolument incompréhensible de créer des dents creuses surtout pour des parcelles qui étaient auparavant constructibles et pour lesquelles des travaux de raccordement ont été effectués et payés par les propriétaires à savoir une succession en cours. Ce sont les deux dernières parcelles qui restent à vendre.

Serait il possible de reclasser ces parcelles constructibles au titre d'habitation et non agricole, il est et serait impensable de construire des infrastructures agricoles au milieu d'habitation.

Je compte sur votre diligence et votre bon sens pour trouver une solution de reclassement

Veuillez recevoir toutes mes salutations

Très cordialement

Sapt François

PS pièces au dossier déjà numérotées 51,53,54 et 55.

---

#### **Observation n° 57 du 28 juin 2022 - 23:50**

*Auteur : anonyme*

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Installés sur ce territoire depuis 3 générations, nous sommes porteurs d'un projet touristique sur la commune de Malauzat.

L'objectif est d'implanter des écolodges haut de gamme dans le respect de la nature environnante avec des constructions légères en bois.

Vous trouverez ci-joint le dossier tel qu'il a été présenté à Monsieur BONNICHON, Madame CHAPUT et Monsieur AYRAL.

Ce projet a suscité un grand intérêt, cependant les délais n'ont pas permis de le faire figurer dans le PLU de Malauzat et au PADD du PLUi.

Sur les conseils du pôle touristique de RLV, je renouvelle donc la demande de constructibilité en zone de loisir (parcelles 237, 238, 867, 868) .

A toutes fins utiles, je vous joins également des plans où figurent les parcelles avec l'usage et la date de construction des bâtiments existants.

Restant à votre disposition pour tous renseignements complémentaires et espérant une suite favorable à ma demande,

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Alexandre TARAVENT

**Observation n° 58 du 29 juin 2022 - 12:23**

**Ne se prononce pas**

Auteur : Céline Montagnon

\*\*\* Ajout à observation #48 \*\*\*

Dans l'éventualité où vous ne pourriez répondre positivement à l'observation #48, serait-il envisageable de classer la zone en 2AUR ?

Les modifications de PLU envisagées sur la commune étant plutôt centrées sur l'Etang ou l'Est de la commune, il ferait sens d'équilibrer le PLU à moyen terme en permettant des projets sur le sud en direction de Ternant.

Cordialement,

---

Bonjour,

Nous accusons réception de votre observation déposée le 27 juin 2022 - 11:10 sur le registre dématérialisé de l'enquête publique : "PLUi de la Communauté d'Agglomération Riom Limagne et Volcans".

Votre observation porte le numéro #48.

Contenu de votre observation :

Bonjour, Je suis propriétaire de deux parcelles contiguës sur la commune de Chanat la Mouteyre : 630830000A1736 & 630830000A1735. Ces parcelles, à grande proximité d'habitations existantes rue du Chancet, sont bornées et alimentées en eau potable. Nous souhaiterions que ces parcelles soient classées "constructibles" dans l'optique de construire notre habitation principale sur les terres de mes ancêtres. Le logement sera éco-responsable afin de limiter notre impact : construction bois plain pied, micro-station épuration. Merci d'avance pour l'intérêt que vous porterez à ma requête. Je reste disponible pour échanger avec vous directement. Cordialement,

---

**Observation n° 59 du 29 juin 2022 - 13:00**

Auteur : *anonyme*

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Installés sur ce territoire depuis 3 générations, nous sommes porteurs d'un projet touristique sur la commune de Malauzat.

L'objectif est d'implanter des écolodges haut de gamme dans le respect de la nature environnante avec des constructions légères en bois.

Vous trouverez ci-joint le dossier tel qu'il a été présenté à Monsieur BONNICHON, Madame CHAPUT et Monsieur AYRAL.

Ce projet a suscité un grand intérêt, cependant les délais n'ont pas permis de le faire figurer dans le PLU de Malauzat et au PADD du PLUi.

Sur les conseils du pôle touristique de RLV, je renouvelle donc la demande de constructibilité en zone de loisir (parcelles 237, 238, 867, 868).



A toutes fins utiles, je vous joins également des plans où figurent les parcelles avec l'usage et la date de construction des bâtiments existants.

Restant à votre disposition pour tous renseignements complémentaires et espérant une suite favorable à ma demande.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Alexandre Taravant

Mail receptionné le 29/06/2022 à 11:57

---

**Observation n° 60 du 29 juin 2022 - 21:01**

*Auteur : anonyme*

Bonjour,

Vous trouverez ci-joint une remarque déposée à la mairie de Cellule concernant les terrains YE 95 et 101 et YE 154.

Bien cordialement.

Claude Fraisse

Mail receptionné le 29/06/2022 à 14:58

---

**Observation n° 61 du 30 juin 2022 - 15:18**

*Auteur : anonyme*

Bonjour,

Comme suite à ma rencontre du 8 juin avec le commissaire enquêteur à Volvic relative à mon souhait de voir modifier la zone OAP MALA-1 place de l'école 63200 MALAUZAT, je vous transmets une proposition de modification de cette zone.

Lors de notre rencontre, je vous avais parlé de ma situation personnelle quelque peu précaire. Je n'aurai que le minimum vieillesse à compter du 1er septembre 22, une vente de ces terrains me permettra de disposer d'un petit capital jusqu'à la fin de mes jours. Je n'ai aucun autre moyen de me procurer des revenus. De plus cette éventuelle modification n'entravera en aucun cas le droit de propriété d'un tiers ni les intérêts publics de la collectivité locale, la déclaration d'utilité publique n'ayant pas été publiée non plus.

Je vous remercie de bien vouloir étudier ce dossier et vous adresse mes sincères salutations.

Michel Perol

18 rue du Travers  
63200 Malauzat  
06.10.21.23.46

Mail receptionné le 30/06/2022 à 12:16

---

**Observation n° 62 du 30 juin 2022 - 18:43**

**Ne se prononce pas**

Auteur : CHRISTOPHE VIEIRA

Bonjour,

Je vous adresse ci-joint une de mande de modification du PLU section ZC Saint Bonnet près Riom

Cordialement

---

**Observation n° 63 du 30 juin 2022 - 19:04**

Auteur : *anonyme*

P {margin-top:0;margin-bottom:0;}

Bonjour,

Originaire d'Aragnat depuis plusieurs générations, je souhaiterais permettre à mes enfants, Chabory Maxime et Chabory Marine, de réaliser leurs projets de constructions sur mes deux parcelles de terrains AC 0006 et AC 271 B.

C'est pour cette raison que je souhaiterais que ces deux parcelles deviennent constructibles et me permets donc de vous en faire la requête.

En vous remerciant de l'intérêt que vous porterez à ma demande,

Cordialement,

CHABORY Patrick

12 impasse des ramades Argnat

63530 SAYAT

0698579420

Mail receptionné le 30/06/2022 à 16:02

---

**Observation n° 64 du 30 juin 2022 - 19:05**

*Auteur : anonyme*

Bonjour,

J'ai rencontré Mme Corinne Desjours à Chappes cet après-midi et, après lui avoir présenté succinctement ma demande, je lui ai remis le dossier que vous trouverez en pièces jointes. Cette démarche n'a pour but que de faciliter la numérisation des documents présentés de façon à alléger le travail de l'équipe chargée de l'enquête publique.

Bien cordialement.

Albert Jabot

Mail receptionné le 30/06/2022 à 16:53

---

**Observation n° 65 du 1 juillet 2022 - 10:05**

**Favorable**

Auteur : Jean Caillaud ancien maire d'Enval Caillaud

Zone 1.AURg à Enval route de Mozac

Compte tenu du vieillissement de la population et des besoins en logements locatifs publics adaptés (à l'exclusion des équipements privés trop chers et hors de portée de la plupart des retraités), il me paraît nécessaire de réserver tout ou partie de la zone pour créer des logements correspondants aux besoins physiques et aux capacités financières de la plupart desdits retraités. Il pourrait s'agir d'appartements ou maisons type F2 et F3 (certains couples ne pouvant partager la même chambre pour raison physique mais souhaitant rester ensemble), avec les services pouvant prévoir des repas et activités diverses nécessaires à la vie locale.

Le coût pourrait se situer entre 600 E et 1500E, correspondant aux ressources des occupants.

Cette zone présente l'avantage d'être de plain-pied, d'avoir tous les réseaux à proximité, d'être un lieu de passage des bus et d'être proche de tous les services, boulangerie, zone artisanale correspondant aux besoins et bientôt un groupe médical.

Zone de loisirs autour de l'IGEZA à Enval

Là aussi, compte tenu de l'allongement de la vie, des besoins pour les jeunes et moins jeunes de lieux équipés destinés aux loisirs et à la détente, il conviendrait d'étendre cette zone pour les besoins collectifs au moyen de la mise en place d'une zone de préemption pour protéger et préparer l'avenir.

---

## Observation n° 66 du 1 juillet 2022 - 10:22

### Défavorable

Auteur : Lucie ANDRE Organisation : Terre de Liens Auvergne

Monsieur le Président de la commission d'enquête publique,  
Par la présente, nous souhaitons vous faire part de nos observations concernant le projet PLUi de la Communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans actuellement soumis à enquête publique.

L'artificialisation des terres est l'une des principales menaces qui pèsent sur les terres agricoles et le territoire de Riom Limagne et Volcans figure parmi les intercommunalités qui ont le plus urbanisé en Auvergne durant la dernière décennie. A ce titre, l'étude agricole et foncière réalisée en 2018 et annexée au rapport de présentation souligne "une forte pression foncière" liée à l'urbanisation et fait état de la "perte de 600 ha de surfaces agricoles depuis 2006 sur le territoire intercommunal, soit près de 55 ha par an, auxquels s'ajoutent 15 ha/an de consommation masquée" (p. 30).

De plus, ce même diagnostic soulignait que "565 ha de surfaces agricoles exploitées seraient concernées par les zones « à urbaniser » ou « urbanisées »", soit "261 exploitations concernées, dont 64 pour lesquelles l'impact foncier est supérieur à 5 %". Qu'en est-il avec ce nouveau PLUi ? Terre de Liens Auvergne déplore ainsi que la préservation des terres agricoles et naturelles ne soit pas mieux prise en compte dans ce projet de document d'urbanisme. Il est nécessaire qu'à minima, la collectivité indique la stratégie qu'elle compte adopter pour décliner les objectifs de la loi Climat et Résilience, en particulier la réduction par deux du rythme d'artificialisation à horizon 2031, puisque ce document a vocation à couvrir cette période. En l'état, cela nous semble impossible à mettre en œuvre puisque, comme le souligne la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (page 19 de son avis), aucune mesure fiable de l'artificialisation des sols sur les dix dernières années n'a été effectuée, en distinguant les logements (logements sociaux et autres logements) et les zones de développement économique.

De plus, alors que la production de logements est la principale cause de l'artificialisation des terres sur ce territoire, les projections de croissance démographique sur lesquelles sont basées le volume de logements à créer ne sont pas justifiées et sont en décalage avec le SCOT.

Autre exemple, la densité retenue dans le cœur urbain (250 m<sup>2</sup>/logement) est supérieure à celle prévue dans le SCOT, ce qui aboutirait à une consommation de 11 ha supplémentaires pour la création de 1210 logements en extension urbaine, selon les projections de la MRAE (p. 20). Ensuite, de nombreuses zones d'équipement sont créées sans objectif précis et réparties sur le territoire, rendant impossible toute réflexion sur la mutualisation de ces équipements dans une optique de sobriété foncière et de maîtrise des flux de déplacements. Cela se traduit par la multiplication par 2,65 de la surface totale des zones UE et 1AUE, par rapport à celles jusqu'ici contenues dans les PLU communaux actuels - soit 337,2 ha contre 127,9 -, "parfois en plein secteur agricole ou en extension sur des terrains agricoles", comme le fait remarquer la Chambre d'Agriculture (page 4) et "sans que le rapport ne fournisse la moindre justification", comme le relève la MRAE (page 23).

Concernant le développement économique, nous saluons le maintien du moratoire sur la création ou l'extension de zones commerciales en périphérie. Toutefois, nous savons que le commerce n'est plus la principale source de consommation foncière en raison de la croissance du commerce électronique. Aussi nous déplorons comme la MRAE que la surface des zones d'activités susceptible d'être urbanisée soit en hausse et, de surcroît, sans aucun élément de justification. Enfin, nous regrettons que les enjeux d'installation-transmission, pourtant bien identifiés dans le diagnostic agricole, n'aient pas fait l'objet de mesures dédiées dans ce document d'urbanisme

(comme l'identification des besoins en bâtiments agricoles et la mise en place de stratégie de regroupement de ces bâtis ou la mise en œuvre d'une politique de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains).

En conséquence, nous émettons un avis défavorable sur ce projet de PLUi en raison de son manque d'ambition en matière de lutte contre l'artificialisation des terres et de prise en compte des enjeux agricoles à venir.

Convaincu que vous saurez tenir compte des observations qui précèdent et que vous en tirerez des conséquences qui vont dans notre sens, nous vous prions de recevoir, Monsieur le Président de la commission d'enquête publique, nos salutations respectueuses.

Lucie André et Bruno Corbara  
Co-président-e-s de Terre de Liens Auvergne

---

### **Observation n° 67 du 1 juillet 2022 - 21:35**

*Auteur : anonyme*

#### Zone 1.AURg à Enval

Compte tenu du vieillissement de la population et des besoins en logements locatifs publics adaptés (à l'exclusion des équipements privés trop chers et hors de portée de la plupart des retraités), il me paraît nécessaire de réserver tout ou partie de la zone pour créer des logements correspondants aux besoins physiques et aux capacités financières desdits retraités.

Il pourrait s'agir d'appartements ou maisons type F2 et F3 (certains couples ne pouvant partager la même chambre pour raison physique mais souhaitant rester ensemble), avec les services pouvant prévoir des repas et activités diverses nécessaires à la vie de tous les jours.

Le coût pourrait se situer entre 600E et 1500E, correspondants aux ressources des occupants.

Cette zone présente l'avantage d'être de plain-pied, d'avoir tous les réseaux à proximité, d'être un lieu de passage des bus et d'être proche de tous les services, boulangerie, zone artisanale répondant aux besoins et bientôt un groupe médical.

#### Zone de loisirs à Enval autour de l'IGEZA

Là aussi, compte tenu de l'allongement de la vie, des besoins pour les jeunes et moins jeunes, de lieux équipés destinés aux loisirs et à la détente, il convient d'étendre cette zone pour les besoins collectifs au moyen de la mise en place d'une zone de préemption pour protéger et préparer l'avenir.

Jean Caillaud, ancien maire d'Enval

Mail réceptionné le 01/07/2022 à 10:50

---

### **Observation n° 68 du 1 juillet 2022 - 21:38**

*Auteur : anonyme*

Bonjour, Je vous adresse ce mail afin de vous signifier que je suis contre le projet de lotissement sur la zone 1AURg d'Argnat car je pense que l'implantation de 36 maisons est un réel danger concernant la vie et la tranquillité du village.

En effet je pense que la route des eaux ne peut supporter une circulation amenée par un lotissement aussi important ( nous l'avons déjà constaté avec le lotissement des Égaux, surtout au moment de la sortie des écoles).

D'autres parts nous sommes dans un village rural et nous souhaitons le rester et ne pas devenir une cité dortoir comme beaucoup de villages aux abords de Clermont ferrand. Commençons par réhabiliter l'existant avant d' urbaniser à tout va.

Comme Mr le Maire le dit si bien dans Say'actu, ce qui l'intéresse c'est de toucher les taxes foncières et non pas de préserver l'école (ou alors celle de Sayat au détriment d'Argnat) et de sauver les associations " que du blabla".

Cordialement.

G. Lieuteret

Mail receptionné le 01/07/2022 à 19:37

---

#### **Observation n° 69 du 2 juillet 2022 - 19:31**

*Auteur : anonyme*

Installés depuis plus de 30 ans, nous apprécions la qualité de vie à Argnat; la taille humaine et l'équilibre entre l'habitat et les zones naturelles et agricoles font encore le charme du village. A l'heure où les enjeux climatiques et écologiques sont des défis pour les territoires, il nous semble que les projets d'urbanisme devraient tenir compte de l'environnement et le respecter. Dans le journal communal Say'actu de juin 2022, Monsieur le Maire nous dit que " l'urbanisme, c'est de la dentelle, c'est préserver le génie du lieu." Hélas, le lotissement des égaux a prouvé le contraire : une belle allée d'arbres a été sacrifiée pour sa construction... les 2 auraient certainement pu coexister...pour préserver un peu le génie du lieu ! Nous habitons route des eaux, face aux Condamines et nous craignons la disparition des prés et des arbres, petit poumon du Mas d'Argnat...

Les projets d'urbanisme ne doivent pas être qu'une manne financière locale. Faire partie de la zone des volcans d'Auvergne est un atout pour l'avenir, nous comptons sur la compétence et l'objectivité des décideurs pour choisir les bonnes options.

Obtenir Outlook pour Android

Mail receptionné le 02/07/2022 à 18:09

---

**Observation n° 70 du 2 juillet 2022 - 19:31**

*Auteur : anonyme*

Bonjour,

Je vous renvoie mon mail corrigé.

Contenu de votre observation :

Installés depuis plus de 30 ans, nous apprécions la qualité de vie à Argnat ; la taille humaine et l'équilibre entre l'habitat et les zones naturelles et agricoles font encore le charme du village. A l'heure où les enjeux climatiques et écologiques sont des défis pour les territoires, il nous semble que les projets d'urbanisme devraient tenir compte de l'environnement et le respecter. Dans le journal communal Say'actu de juin 2022, Monsieur le Maire nous dit que " l'urbanisme, c'est de la dentelle, c'est préserver le génie du lieu." Hélas, le lotissement des égaux a prouvé le contraire : une belle allée d'arbres a été sacrifiée pour sa construction... les 2 auraient certainement pu coexister...pour préserver un peu le génie du lieu ! Nous habitons route des eaux, face aux Condamines et nous craignons la disparition des prés et des arbres, petit poumon du Mas d'Argnat... Les projets d'urbanisme ne doivent pas être qu'une manne financière locale. Faire partie de la zone des volcans d'Auvergne est un atout pour l'avenir, nous comptons sur la compétence et l'objectivité des décideurs pour choisir les bonnes options.

Bien cordialement

Mail réceptionné le 02/07/2022 à 18:53

---

**Observation n° 71 du 3 juillet 2022 - 14:12**

*Auteur : anonyme*

Monsieur le Président de la commission d'enquête du PLUI de RLV ! Veuillez trouver en annexe jointe la réclamation de ma tante Madame Déat Andrée propriétaire de la parcelle 1295 à St Bonnet près Riom , cette réclamation concerne le projet de PLUI de RLV .  
Veuillez accepter , Monsieur le Président , mes sincères salutations .  
Denis Goutaland

**Observation n° 72 du 3 juillet 2022 - 18:05**

**Ne se prononce pas**

Auteur : Nicole COURTADON

A Riom le 3 juillet 2022

Par Email

Objet : Demande de modification de zonage sur la parcelle cadastrée YE N°501.

Monsieur le Maire,

Propriétaire d'un terrain de 3006 m2, situé 25 rue de Cerey 63200 Riom, sur lequel est édifiée ma maison d'habitation datant du début du XX° siècle ainsi que d'anciens bâtiments agricoles (mes parents et grands-parents étaient agriculteurs), je vous adresse par la présente ma demande de modification de zonage concernant la parcelle cadastrée section YE N°501. En effet, cette parcelle est à ce jour classée en zone UPr qui impose des contraintes de construction liées à des extensions de bâtiments existants.

Je souhaiterais que la parcelle YE501 soit classée en zone constructible délivrée des contraintes liées à la zone UPr.

Ma demande est motivée par le fait que des constructions de maisons individuelles ont été réalisées, dans cette même zone et sans les contraintes liées à la zone UPr, au cours de ces dernières années dans le voisinage très proche de ma propriété : constructions sur les parcelles YE 562 et 563 rue de Cerey et la construction en cours sur la parcelle YE 552 rue des Hauts de Madargue

Je me tiens à votre disposition pour vous fournir toutes précisions nécessaires et vous remercie de l'attention portée à ma demande.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération respectueuse.

Nicole COURTADON

---

**Observation n° 73 du 4 juillet 2022 - 10:20**

**Défavorable**

Auteur : Judicael Corbin

Il est inadmissible de détruire une fois de plus des zones verte. Pensez aux bien être des habitants plutôt qu'à votre portefeuille!!!! Avez vous pensez aux personnes proche de ce futur projet? Allez leur en dire quelques mots et vous verrez leur mécontentement !!!!

Préserveons le peu de nature qu'il nous reste. Notamment aujourd'hui ou les enjeux climatiques et environnementaux sont notre futur.

STOP STOP STOP STOP

---

**Observation n° 74 du 4 juillet 2022 - 10:27**

**Défavorable**

Auteur : Judicael Corbin

Modification de mon observation ou je n'ai pas indiqué la zone qui est 1aurg sur Argnat commune de sayat



Il est inadmissible de détruire une fois de plus des zones verte. Pensez aux bien être des habitants plutôt qu'à votre portefeuille!!!! Avez vous pensez aux personnes proche de ce futur projet? Allez leur en dire quelques mots et vous verrez leur mécontentement !!!!  
Préserveons le peu de nature qu'il nous reste. Notamment aujourd'hui ou les enjeux climatiques et environnementaux sont notre futur.  
STOP STOP STOP STOP

---

**Observation n° 75 du 4 juillet 2022 - 12:19**

*Auteur : anonyme*

Bonjour,  
Dans le cadre de la modification du plan d'urbanisme, je vous prie de trouver ci-joint une demande de modification de zonage sur la commune de Volvic.  
Bien cordialement  
Thierry FARGEON  
0659404839

Mail réceptionné le 04/07/2022 à 8:03

---

**Observation n° 76 du 4 juillet 2022 - 12:20**

*Auteur : anonyme*

Je suis contre le projet 1aurg. Il est inadmissible de supprimer une fois de plus des zones vertes. Pensez aux bien êtres des personnes du village (qui sont contre ce projet pour une grande majorité) plutôt qu'à votre portefeuille

Mail réceptionné le 04/07/2022 à 10:12

---

**Observation n° 77 du 4 juillet 2022 - 16:07**

**Favorable**

Auteur : GERARD DUBOIS Organisation : MAIRIE DE PESSAT-VILLENEUVE

L'observation déposée ce jour fait suite à différents échanges avec le service urbanisme de RLV et la délibération prise par la commune de Pessat-Villeneuve en date du 3 décembre 2021.  
La commune de Pessat-villeneuve a donné un avis favorable avec remarque au projet de PLUi tel qu'arrêté : la remarque porte sur la demande de changement de classement de la parcelle YH 324. Cette parcelle est classée au projet de PLUi arrêté en zone UE. Les équipements sportifs et de loisirs actuellement en place sur cette zone créent des nuisances et sont sources de conflits de voisinage suite à la réalisation des logements sociaux à leur proximité immédiate. Le projet est de déplacer ces différents équipements vers une autre zone UE existante du Domaine de Villeneuve. La commune souhaite donc que la parcelle YH 324 soit classée en zone URg en cohérence avec le zonage URg voisin.

Bien cordialement,  
Gérard DUBOIS  
Maire de Pessat-Villeneuve

---

**Observation n° 78 du 4 juillet 2022 - 17:17**

**Ne se prononce pas**

Auteur : Jean-Pierre et Danielle MOMBAZET

Bonjour, Dans le cadre du plan d'urbanisme intercommunal, je vous prie de trouver ci-joint une demande de modification de zonage sur la commune de Chatel-Guyon (voir fichier joint)  
Merci par avance  
Danielle MOMBAZET

---

**Observation n° 79 du 4 juillet 2022 - 20:25**

**Défavorable**

Auteur : Nathalie ARAND MALARDIER

Bonsoir,  
merci de bien vouloir trouver ma requête en pj sous format pdf.  
Dans cette requête sont développés l'ensemble des arguments - avec preuves et photos à l'appui - pour que la parcelle 000 AC 98 sise à Moulet Marcenat (63530 VOLVIC) actuellement en zone UC ne passe pas en zone N.  
Par avance merci pour l'attention portée à cette requête.  
Bien cordialement,  
Nathalie Arand Malardier

---

**Observation n° 80 du 4 juillet 2022 - 23:13**

*Auteur : anonyme*

Madame, Monsieur la.le Commissaire enquêteur,  
je vous prie de trouver ci-joint ma contribution dans le cadre de l'enquête publique (1 document principal + 1 annexe).  
Document principal en pièce jointe et annexe en téléchargement via le lien suivant : <https://www.grosfichiers.com/ZksCummKwGy>  
Merci d'en accuser bonne réception.  
Vous priant d'agréer l'expression de mes sentiments distingués,  
Sylvain MARSY  
6 place du communal  
La Coussedière  
63530 VOLVIC

Mail receptionné le 04/07/2022 à 21:58

---

**Observation n° 81 du 5 juillet 2022 - 23:33**

*Auteur : anonyme*

Bonjour,

Suite à l'enquête publique du PLUi de Riom Limagne et Volcans, j'attire votre attention sur la création de lotissements, dans les villages de campagne, qui ne cesse d'augmenter.

Le lotissement des Galoubies dans la commune d'Argnat a entraîné une modification totale du paysage de ce village, il n'est plus le village dans lequel les enfants peuvent grandir sans crainte. La création d'une trentaine de maison a entraîné une circulation importante sur les routes, des routes qui ne sont pas du tout adaptées pour une telle circulation avec un passage important aux heures de pointe.

Il en est de même pour le village de Malauzat, la création de plusieurs lotissements sur les 15 dernières années a complètement modifié l'apparence du village, avec un autre lotissement en projet, l'objectif dans quelques années est-il que le village de Malauzat et celui de Châteaugay se touchent ? Cela est bien parti pour !

Aujourd'hui nous allons vers des villes dortoir où il n'y a aucune implication dans la vie de la commune, aucune interaction entre les voisins, cela est à l'opposé de ce que nos grands parents ont construits dans ses villages.

J'espère que l'intérêt de protéger notre patrimoine et le paysage de notre région fait parti des priorités de Riom Limagne Volcan.

Cordialement.

Mlle Courtadon Albine

17 rue du travers

63200 Malauzat

Mail réceptionné le 05/07/2022 à 22:57

---

**Observation n° 82 du 6 juillet 2022 - 07:36**

*Auteur : anonyme*

Mesdames Messieurs les commissaires Enquêteurs

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint :

- Courrier de réclamation de Famille DHERMENT Commune ENVAL concernant les parcelles ZB718 - ZB719 - ZB720 - ZB721

- Annexe 1 - 2 - 3

Je vous en souhaite bonne réception.

Veuillez agréer Mesdames Messieurs, mes sincères salutations

Famille DHERMENT

MARIE LOUSE GOULEFER - NICOLE GOMEZ - AIME DHERMENT - ALAIN DHERMENT

Mail réceptionné le 05/07/2022 à 23:34

---

**Observation n° 83 du 6 juillet 2022 - 07:58****Défavorable**

Auteur : Eddy LAPEYRE

Bonjour,

Suite à l'enquête publique du PLUi de Riom Limagne et Volcans, je trouve stupéfiant de vouloir détruire l'image de Argnat qui est en symbiose pour le moment avec la nature avec ce projet de lotissement qui n'est pas adapté à ce village, regardé la défiguration du village de Nohanent ,Malauzat!!!!, la biodiversité va disparaître les espaces de jardin les arbres, les ressources en eau, les oiseaux la bétonisation va détruire ce poumon vert !!!

Protéger notre patrimoine et le paysage RLV!

---

**Observation n° 84 du 6 juillet 2022 - 12:06***Auteur : anonyme*

Non aux lotissement! Encore 40 maisons dans notre village, encore de la circulation, les petites routes ne sont pas adaptées. Nos chemins de ballade vont disparaître, la nature, les arbres vont être saccagés. Une toute petite école pour accueillir les enfants, très peu de trottoir... l'insécurité pour les enfants. Gardons notre village avec la nature!

Catherine Marchal Davayat.

Mail réceptionné le 06/07/2022 à 8:06

---

**Observation n° 85 du 6 juillet 2022 - 14:23***Auteur : anonyme*

Monsieur le Président de la commission d'enquête publique du PLUI de Riom Limagne et Volcans Suite à notre mail du 15 juin 2022 et à l'entretien entre Madame Corinne DESGOURES et Monsieur BRIFFOND Olivier lors d'une permanence à Ennezat, je vous transfère :

\* Carte d'identité de la parcelle AE 70 qui précise bien la superficie de 6741 m<sup>2</sup> - dont 6025 m<sup>2</sup> en zone A et 716 m<sup>2</sup> en zone UG (donc constructible)-

\* Le plan de zonage de cette parcelle faisant apparaître qu'une partie est constructible (plan certifié par Mr le Maire en date du 30/6/2022)

Nous demandons donc que cette parcelle de 716 m<sup>2</sup> reste constructible (voir courrier du 15-6-2022)

En espérant que vous tiendrez compte de notre requête

Nous vous prions d'agréer nos salutations distinguées.

Catherine BRIFFOND

06-17-23-07-17

---

De : catherine Briffond

Envoyé : mercredi 15 juin 2022 15:43

À : pluirv@democratie-active.fr

Cc : Dominique BRIFFOND ; Christine ; Mireille BRIFFOND RAUCOURT ; Francoise BRIFFOND ; Philippe BRIFFOND ; Fred ; xavier briffond ; Corinne Zafati ; ZAFATI Salim ; 'M ZAFATI Nahim' ; cacomonanour31@gmail.com ; oliv.briff@gmail.com ; Bb Capelani ; isabellebriffond@gmail.com ; abdelhak.zafati@gmail.com

Objet : TR: Parcelle Tarnat AE 70

Bonjour Monsieur le Président de la commission d'enquête publique du PLUI

Veuillez trouver en pièces jointes :

\* Courrier de la famille BRIFFOND concernant la parcelle AE 70 à Tarnat

\* plan de la parcelle

En espérant que vous prendrez en compte notre demande

Cordialement

Catherine BRIFFOND

---

Mail réceptionné le 06/07/2022 à 14:06

---

### **Observation n° 86 du 6 juillet 2022 - 16:59**

#### **Défavorable**

Auteur : Bernard PORTAL

Monsieur le président de la commission d'enquête publique

Je tiens à vous informer de mon avis défavorable pour la réalisation du lotissement prévu sur la zone 1AURg Argnat dite les Condamines où sera implanté 36 maisons sur 2,7 hectares soit 13 à l'hectare.

Résident depuis 40 ans au mas d'Argnat ,chemin près du Mase illage paisible,au milieu d'un écrin de verdure dans la chaîne des puysn compte environ 85 maisons, celui-ci passerait à 121 maisons soit une augmentation de de 40% ????

Le chemin près du Mas est depuis toujours un chemin de randonnées pédestre, vtt,équestre et de promenades familiales qu'il serait judicieux de conserver pour le bien être de tous,en toute logique. ( d'où l'appellation chemin...)

Pour l'implantation de ce lotissement ou AFU,2 voies d'accès sont prévues.

-La première, rue du château qui comprend un rétrécissement conséquent entre les habitations en direction rue fonfvieille, où la traversée de poids lourds est interdite dans le bourg d'argnat et du mas.

-la deuxième par le chemin près du Mas.

Il y a une trentaine d'années, une canalisation d'eau potable a été enfouie sur toute la longueur de ce chemin (plusieurs mois de travaux avec brise roches

Cette canalisation d'eau potable provient du captage d'Argnat situé 200 mètres en amont.Elle alimente

de 42 communes en eau potable,avec un débit 12000 m3 d'eau /jour ,soit la consommation quotidienne de plus de

90000 habitants (données SIAEP basse limagne).

La réalisation de routes, de raccordement d'eaux pluviales, d'égouts etc. l'utilisation d'engins de terrassement (voir de bise roche car le sous sol est traversé de coulées volcaniques). La livraison du lotissement en matériaux (camions toupie béton plus de 35 tonnes ).

Les travaux et le passage de ces engins ne mettrait il pas en danger toute la structure de cette canalisation d'eau potable qui alimente 90000 habitants.

Le captage d'Argnat fait l'objet d'une enquête publique pour sécuriser ses abords (plus 1,5 million d'euros investissement en prévision )

J'espère que vous tiendrez compte de mes remarques et que la raison l'emportera en tenant compte de l'impact écologique de ce projet et en toute logique, de conserver des espaces de verdure indispensable à la faune et à la flore.

---

**Observation n° 87 du 6 juillet 2022 - 17:39**

*Auteur : anonyme*

Monsieur Le Commissaire Enquêteur,

Un projet de construction d'un lotissement est prévu au Mas d'Argnat, comprenant pas moins de 36 habitations.

Habitante du quartier, je tiens à vous faire part de mon opposition à ce projet.

En effet, cela aurait pour conséquence la dégradation du paysage, la destruction d'un chemin agréable très fréquenté par des promeneurs, des randonneurs et des VTTistes, la destruction de la flore et de ce fait de l'habitat de nombreuses espèces d'animaux, sans parler de l'augmentation du trafic routier, des nuisances sonores, etc.

Au regard de toutes les catastrophes climatiques qui ont lieu et qui s'accroissent depuis quelques années (canicule, orages violents, inondations, sécheresse...) il me semble important et plus que nécessaire de préserver la nature. Arrêtons la bétonisation ! Privilégions la restauration de l'ancien ! Pour toutes ces raisons, je ne souhaite pas que ce projet aboutisse.

Je vous remercie de prendre en compte mes inquiétudes et mon opinion qui je crois sont partagées par beaucoup d'habitants du quartier.

Je vous prie de recevoir, Monsieur Le Commissaire Enquêteur, mes respectueuses salutations.

Maryline CHAPERT  
9 rue de la Fontvieille  
Le Mas d'Argnat  
63530 SAYAT

Mail réceptionné le 06/07/2022 à 16:34

---

**Observation n° 88 du 6 juillet 2022 - 17:50**

*Auteur : anonyme*

P {margin-top:0;margin-bottom:0;}

Monsieur le commissaire enquêteur,

Suite à notre entretien à la mairie de Sayat le 28 juin dernier, je vous envoie ce mail pour appuyer la demande suivante :

demande de requalification d'une parcelle cadastrée AC 36 au village d'Argnat commune de SAYAT en zone à construire.

Cette demande est faite pour l'intérêt de nos enfants qui souhaitent rester sur la commune.

Vous remerciant de l'attention que vous voudrez bien porter à ma demande , recevez Monsieur, mes salutations.

Madame RODRIGUES Martine

8 impasse des Ramades ARGNAT

63530 SAYAT

Mail receptionné le 06/07/2022 à 17:24

---

**Observation n° 89 du 6 juillet 2022 - 18:52**

**Favorable**

Auteur : SEBASTIEN CHEVALLIER Organisation : ARCHI3A (architecte)

Dans le document couleur-nuancier en pages 22 et 42 concernant les teintes de bardage pour les bâtiments d'activités et d'équipements publics il serait préférable de remplacer la teinte RAL 7024 par le RAL 7015 (quasiment identique) car cette dernière est une teinte standard dans les nuanciers de bardage contrairement à la teinte RAL 7024 qui ne l'est pas (surcoût). Il serait également intéressant d'intégrer la teinte RAL 7016 qui est également une teinte standard.

l'ajout de la teinte RAL 7016 vaut également pour les rubriques MENUISERIES pages 25 et 46.

---

**Observation n° 90 du 7 juillet 2022 - 09:15**

**Défavorable**

Auteur : JEAN MARC PETIT Organisation : AVOCAT

Bonjour,

Ci-joint un courrier pour le compte de la famille MOMBAZET.

Bien à vous.

Jean-Marc PETIT - Avocat associé

---

**Observation n° 91 du 7 juillet 2022 - 09:57**

**Favorable**

Auteur : Marc COLLINET

Mme, Mr les Présidents de la Commission d'enquête Publique,

Propriétaire des parcelles ZA 787 et ZA 789 depuis plus de 25 ans sur la commune de Saint Bonnet Près Riom et après avoir rencontré en mairie Mr Thierry BAILLARGEAT Adjoint au Maire en charge des Travaux, Urbanisme et Agriculture, je permet de vous sollicitez pour vous demander une modification partielle de la zone constructible dénommée ZA et qui sera prochainement inscrite en zone URG.

En effet, ma maison d'habitation étant construite sur la parcelle ZA 789 en limite de la zone constructible, je vous demande exceptionnellement et avec insistance de bien vouloir étendre cette partie sur l'ensemble de cette dite parcelle soit environ 300 m2 supplémentaires.

En effet, je souhaite réaliser une extension dans le prolongement du pignon nord de mon pavillon pour y abriter mon véhicule automobile et d'y implanter un abri de jardin.

Lors de mon entretien avec Mr BAILLARGEAT, ce dernier n'émis aucune objection négative et à au contraire rencontré un écho positif à ma requête qu'il a signifier par courriel à votre représentation.

Je reste à votre disposition pour tous renseignements complémentaires.

Je vous remercie par avance de bien vouloir prendre en considération ma demande et de l'étudier



avec bienveillance.

Je vous prie, Mme, Mr le Président de la Commission d'Enquête Publique, d'accepter mes sincères et respectueuses salutations.

Mme et Mr Marc COLLINET

---

**Observation n° 92 du 7 juillet 2022 - 11:54**

*Auteur : anonyme*

-----=\_NextPart\_002\_010B\_01D891DF.0EAE2D20

Content-Type: text/plain;

charset="iso-8859-1"

Content-Transfer-Encoding: quoted-printable

Bonjour Monsieur le Président de la commission d'enquête publique,

Nous nous permettons de vous transmettre notre contribution concernant le PLUi de Riom Limagne et Volcans, actuellement en enquête publique.

Nous restons à votre disposition pour tout complément d'information.

Bien cordialement.

Notre environnement est fragile, merci de n'imprimer ce mail qu'en cas de nécessité.

[www.stonegom-coating.com](http://www.stonegom-coating.com)

-----=\_NextPart\_002\_010B\_01D891DF.0EAE2D20

Content-Type: text/html;

charset="iso-8859-1"

Content-Transfer-Encoding: quoted-printable

Bonjour Monsieur le Président de la commission d'enquête publique,

Nous nous permettons de vous transmettre notre contribution concernant le PLUi de Riom Limagne et Volcans, actuellement en enquête publique.

Nous restons à votre disposition pour tout complément d'information.

Bien cordialement.

Notre environnement est fragile, merci de n'imprimer ce mail qu'en cas de nécessité.

www.stonegom-coating.com

-----=\_NextPart\_002\_010B\_01D891DF.0EAE2D20--

Mail receptionné le 07/07/2022 à 8:53

---

**Observation n° 93 du 7 juillet 2022 - 11:56**

*Auteur : anonyme*

Bonjour Mesdames Mesieurs  
je me permets de vous renvoyer notre courrier et annexes 1- 2- 3 en fichier JPG  
Je vous en souhaite bonne réception  
Sincères salutations  
Alain DHERMENT  
pour la FAMILLE DHERMENT  
envoyé : 5 juillet 2022 à 23:55  
de : privacy@democratie-active.fr  
à : alaindherment@orange.fr  
objet : Accusé de réception de votre mail

Bonjour,  
Nous accusons réception de votre mail déposé le 5 juillet 2022 - 23:34 sur le registre dématérialisé de l'enquête publique : "PLUi de la Communauté d'Agglomération Riom Limagne et Volcans ".  
Votre mail est en cours de modération par le commissaire enquêteur et sera publié s'il respecte la charte d'utilisation.  
Les éventuelles pièces jointes doivent être dans un format accepté (.pdf, .jpg, .gif, .png) sinon votre observation ou certaines pièces jointes pourront être rejetée(s).  
Si vous êtes dans un des deux cas, merci de renvoyer votre observation en respectant les points ci-dessus.  
Contenu de votre observation :  
Mesdames Messieurs les commissaires Enquêteurs Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint : -  
Courrier de réclamation de Famille DHERMENT Commune ENVAL concernant les parcelles ZB718 - ZB719 - ZB720 - ZB721 - Annexe 1 - 2 - 3 Je vous en souhaite bonne réception. Veuillez agréer Mesdames Messieurs, mes sincères salutations Famille DHERMENT MARIE LOUSE GOULEFER - NICOLE GOMEZ - AIME DHERMENT - ALAIN DHERMENT  
Ouvrir le registre dématérialisé - Voir les observations

Merci de ne pas répondre sur cette adresse mail car cet email vous a été envoyé automatiquement.

Mail receptionné le 07/07/2022 à 10:35

---

**Observation n° 94 du 7 juillet 2022 - 11:56**

*Auteur : anonyme*

Non au nouveau lotissement à Argnat.

Envoyé de mon iPhone

Mail receptionné le 07/07/2022 à 11:30

---

**Observation n° 95 du 7 juillet 2022 - 12:10**

**Défavorable**

*Auteur : anonyme*

Je souhaite émettre mon désaccord concernant le classement en zone URg des parcelles YB 170 et 171 situées sur le secteur des Groseillers, sur la commune de Martres-sur-Morge.

Bien que situées à proximité de l'enveloppe urbaine du bourg, elles sont comprises dans un îlot agricole identifié au Règlement Parcellaire Graphique de 2020 (production de blé tendre). Elles sont d'ailleurs toujours cultivées aujourd'hui.

Le découpage de ces parcelles interroge également compte tenu du fait qu'il s'agit très clairement de prôner un intérêt particulier, avec deux accès individuels, sans logique urbaine, visant à valoriser du foncier agricole en terrain à bâtir.

Il est également important de rappeler que ces parcelles sont actuellement classées en zone A du PLUi. Dans une logique de réduction de la consommation de l'espace, en particulier des espaces agricoles, renforcée par la loi Climat & Résilience, je ne vois pas en quoi le classement de ces parcelles est vertueux et en phase avec les dispositions de cette loi. Petite remarque d'ailleurs : le territoire RLV a consommé 449 hectares sur la décennie 2010 selon le portail de l'artificialisation des sols. Et le rapport de présentation justifie une ouverture à l'urbanisation de 277 hectares de zones 1AU et 2AU. Où est la compatibilité avec la loi Climat & Résilience ? Quid des surfaces disponibles au sein des zones U (dents creuses notamment) qui doivent être comprises dans la surface constructible.

Ainsi, je suggère que ces parcelles soient reclassées en zone Agricole, comme elles le sont aujourd'hui.

En espérant que ma requête soit examinée attentivement et soit in fine prise en compte.

---

**Observation n° 96 du 7 juillet 2022 - 20:34**

**Ne se prononce pas**

Auteur : Bertrand GUERY

Mme, Mr les Présidents de la Commission d'enquête Publique,

le 20 décembre 2021, le conseil municipal d'Enval où je réside en tant que propriétaire a émit la délibération N°2021-44 que vous trouverez en pièce jointe (enregistrement en préfecture le 22/12/2021).

Ce document a pour objet l'approbation du PLUi. Il porte également une demande de modification du règlement sur le hameau de Beauvaleix afin de "conserver l'identité du bourg historique en zone urbaine" (passage de l'ancienne zone Ud en zone UCb).

Mon logement, situé sur la parcelle N°173 à Beauvaleix, n'est à ce jour pas inclus dans ce périmètre pourtant très proche, alors qu'il date de la même époque que les maisons concernées (fin du 19ième siècle). Il était jusqu'à présent classé en zone Nh.

Je souhaiterais voir étendu la demande de la mairie d'Enval à mon logement afin de respecter la logique de regroupement du bourg historique, i.e. passage de mon logement en zone UCb par simple extension du périmètre concerné.

Je vous remercie de bien vouloir étudier ma requête avec bienveillance et je reste à votre disposition pour tous renseignements complémentaires.

Cordialement,  
B.GUERY

---

**Observation n° 97 du 7 juillet 2022 - 20:59**

*Auteur : anonyme*

Bonsoir

Pouvez vous SVP accuser la réception de mon mail du 6 juillet 2022

Avec mes remerciements

Cordialement

Catherine BRIFFOND

07-17-23-07-17

Envoyé de mon iPad

Le 6 juil. 2022 à 14:06, catherine Briffond <catoche63@hotmail.com> a écrit :

Monsieur le Président de la commission d'enquête publique du PLUI de Riom Limagne et Volcans

Suite à notre mail du 15 juin 2022 et à l'entretien entre Madame Corinne DESGOURES et Monsieur

BRIFFOND Olivier lors d'une permanence à Ennezat, je vous transfère :

Carte d'identité de la parcelle AE 70 qui précise bien la superficie de 6741 m<sup>2</sup> - dont 6025 m<sup>2</sup> en zone A et

716 m<sup>2</sup> en zone UG (donc constructible)-Le plan de zonage de cette parcelle faisant apparaître qu'une partie est constructible (plan certifié par Mr le Maire en date du 30/6/2022)

Nous demandons donc que cette parcelle de 716 m<sup>2</sup> reste constructible (voir courrier du 15-6-2022)

En espérant que vous tiendrez compte de notre requête

Nous vous prions d'agréer nos salutations distinguées.

Catherine BRIFFOND

06-17-23-07-17

De : catherine Briffond <catoche63@hotmail.com>

Envoyé : mercredi 15 juin 2022 15:43

À : pluirlv@democratie-active.fr <pluirlv@democratie-active.fr>

Cc : Dominique BRIFFOND <dominiquebriffond@gmail.com>; Christine

<christinebriffond@hotmail.fr>; Mireille BRIFFOND RAUCOURT <mireille.raucourt@gmail.com>;

Francoise BRIFFOND <francoisebriffond@hotmail.fr>; Philippe BRIFFOND

<philippe.briffond@orange.fr>; Fred <briffondfred@gmail.com>;

xavier briffond <xavier.briffond@gmail.com>; Corinne Zafati <mczafati@gmail.com>; ZAFATI Salim

<salim.zafati@gmail.com>; 'M ZAFATI

Nahim' <nzafate@gmail.com>;

cacomonanour31@gmail.com <cacomonanour31@gmail.com>;

oliv.briff@gmail.com <oliv.briff@gmail.com>; Bb Capelani <beatrice.capelani@gmail.com>;

isabellebriffond@gmail.com <isabellebriffond@gmail.com>;

abdelhak.zafati@gmail.com <abdelhak.zafati@gmail.com>

Objet : TR: Parcelle Tarnat AE 70

Bonjour Monsieur le Président de la commission d'enquête publique du PLUI

Veuillez trouver en pièces jointes :

Courrier de la famille BRIFFOND concernant la parcelle AE 70 à Tarnatplan de la parcelle

En espérant que vous prendrez en compte notre demande

Cordialement

Catherine BRIFFOND

<Famille BRIFFOND parcelle AE 70 - Copie.docx>

<Plan TARGNAT.pdf>

<TARGNAT AE 70 carte identité parcelle.pdf>

<Plan zonage PLUI 2013.pdf>

<PLU 26 avril 2013.pdf>

<PLU 26 avril 2013.pdf>

Mail receptionné le 07/07/2022 à 19:56

---

**Observation n° 98 du 7 juillet 2022 - 20:59**

*Auteur : anonyme*

?Bonjour Mr le commissaire enquêteur,

je vous informe de mon désaccord au projet AFU en zone 1AURG à Argnat pour les raisons

suivantes :

Raisons réglementaires :

- est-ce une obligation réglementaire de prévoir un AFU aussi important en nombre dans un village aussi petit dans le parc régional des Volcans d'Auvergne ?

Merci de rechercher une justification à cela.

Raisons techniques :

- Un AFU a été créé il y a peu à Argnat dans le secteur du cimetière. Celui-ci n'est pas encore terminé. Est-ce que l'accroissement de population engendrée a été évaluée en terme d'impact pour la commune ? Ne vaudrait-il pas mieux attendre la fin des travaux de ce lotissement avant de commencer un autre ?

- Le projet va entraîner une dénaturation des terrains à vocation agricole et jardins dans un habitat traditionnel ancien dans un village de pays ainsi que des nuisances sonores et routières.

- La zone n'est pas adaptée à un projet de 36 lots d'habitation qui est enclavée : les VRD de la zone ne sont pas adaptés à un tel projet, le trafic routier va augmenter dans une partie enclavée avec une desserte de la voie principale (rue de la Font-vielle) qui ne permet pas le croisement de véhicules. L'école d'Argnat ne pourra pas accueillir les enfants, les classes sont déjà à 30 élèves par classe.

Raisons humaines :

- La concertation des habitants pour ce projet a été réduite au strict minimum voire inexistante. Il est serait judicieux d'avoir une concertation la plus large possible pour éviter de écueils et incompréhensions futures déjà vécues pour plusieurs projets :

- De nouveaux propriétaires ont achetés des maisons dans la zone du projet AFU sans connaître ce projet et sont désabusés du manque d'information avant leur achat.

Raisons organisationnelles :

- La continuité du bâti entre le village d'Argnat (secteur de l'église) et le mas d'Argnat n'est pas assurée. Cette zone apparaît la plus adaptée pour recevoir de nouveaux logements en terme de desserte et VRD.

Je vous remercie par avance de la prise en considération de cet avis dans vos conclusions.

Vincent Gauthier

24 route des eaux 63530 Argnat (Sayat)

Mail réceptionné le 07/07/2022 à 20:37

---

**Observation n° 99 du 7 juillet 2022 - 21:25**

## Ne se prononce pas

Auteur : Bertrand & Charlotte GUERY

Mme, Mr les Présidents de la Commission d'enquête Publique,

propriétaires au hameau de Beauvaleix au dessus des gorges d'Enval, nous portons avec mon épouse un projet de "gîte en tente Safari" dont vous trouverez la description en pièce jointe (en résumé, le projet est une location saisonnière d'une seule tente Safari pour 4 à 6 personnes, les sanitaires étant mis à disposition dans notre logement juste à côté).

Ce dossier avait été partagé avec monsieur Christian MELIS, maire d'Enval, en septembre 2021. Il nous avait alors judicieusement conseillé de porter notre requête à la concertation sur le PLUi à venir, ce que nous faisons ce jour.

En effet, la classification de la parcelle cible de notre projet semblait à l'époque incompatible avec le besoin, et le PLUi tel que présenté dans vos travaux ne semble pas apporter pas de solution non plus à date.

Nous souhaiterions que la parcelle N°175 du hameau de Beauvaleix sur la commune d'Enval soit classée dans une catégorie compatible avec ce joli projet qui apporterait à la commune une solution d'hébergement saisonnier inédite, douce et centrée sur un tourisme respectueux de l'environnement.

Nous vous remercions de bien vouloir étudier notre requête avec bienveillance et nous restons à votre disposition pour tous renseignements complémentaires.

Cordialement,  
B&C GUERY

---

### Observation n° 100 du 7 juillet 2022 - 21:38

Auteur : *anonyme*

?Bonjour Mr le commissaire enquêteur,

je vous informe de mon désaccord au projet AFU en zone 1AURG à Argnat pour les raisons suivantes :

Raisons réglementaires :

- est-ce une obligation réglementaire de prévoir un AFU aussi important en nombre de lots (36) dans un village aussi petit dans le parc régional des Volcans d'Auvergne ?

Merci de rechercher une justification à cela.

Raisons techniques :

- Un AFU a été crée il y a peu à Argnat dans le secteur du cimetière. Celui-ci n'est pas encore terminé. Est que l'accroissement de population engendrée a été évaluée en terme d'impact pour la commune ? Ne vaudrait-il pas mieux attendre la fin des travaux de ce lotissement avant d'en commencer un autre ?

- Le projet AFU va entraîner une dénaturation des terrains à vocation agricole et jardins dans un



habitat traditionnel ancien dans un village de pays ainsi que des nuisances sonores et routières.

- La zone n'est pas adaptée à un projet de 36 lots d'habitation qui est enclavée : les VRD (voies et réseaux divers) de la zone ne sont pas adaptées à un tel projet, le trafic routier va augmenter dans une partie enclavée avec une desserte de la voie principale (rue de la Font-vielle) qui ne permet pas le croisement de véhicules. L'école d'Aragnat ne pourra pas accueillir les enfants, les classes sont déjà à 30 élèves par classe.

Raisons humaines :

- La concertation des habitants pour ce projet a été réduite au strict minimum voire inexistante.

Il serait judicieux d'avoir une concertation la plus large possible pour éviter des écueils et incompréhensions futurs déjà vécus par le passé pour plusieurs projets :

- passage à des priorités à droite sur les voies de circulation sur Aragnat sans concertation (qui de mon point de vue accroît le risque routier) ;

- destruction du lavoir en face de l'église d'Aragnat au profit de points d'apports (déchets) sans concertation ;

- aménagement différent entre Aragnat et Sayat qui a gardé les containers poubelles individuels : quel en est la justification de cette différence ?

- De nouveaux propriétaires ont achetés des maisons dans la zone du projet AFU sans connaître ce projet et sont désabusés du manque d'information avant leur achat.

Raisons organisationnelles :

- La continuité du bâti entre le village d'Aragnat (secteur de l'église) et le mas d'Aragnat n'est pas assurée. Cette zone apparaît la plus adaptée pour recevoir de nouveaux logements en terme de desserte et VRD.

Pour toutes ces raisons, le mécontentement gagne peu à peu la population.

Je vous remercie par avance de la prise en considération de cet avis dans vos conclusions.

Vincent Gauthier

24 route des eaux 63530 Aragnat (Sayat)

Mail réceptionné le 07/07/2022 à 20:52

---

### **Observation n° 101 du 7 juillet 2022 - 21:42**

#### **Défavorable**

Auteur : Joël De Amorim

Problématique de l'étalement urbain

Même si un effort important a été fait concernant la réduction des zones à urbaniser dans ce PLUi, l'objectif « zéro artificialisation nette », inscrit dans le plan biodiversité de 2018 et loi climat et

résilience, semble loin d'être atteint et de nombreuses zones à urbaniser posent question dans ce document de Riom Limagne Volcans. A l'échelle nationale, sans aucune mesure restrictive ce sont 280 000 hectares d'espaces naturels supplémentaires qui seront artificialisés d'ici 2030 (soit la superficie du Luxembourg). Il faudrait donc travailler sur les 3 axes connus : la surface construite, le taux de renouvellement urbain et la densité de l'habitat. Sur le seul sujet de la densification, le PLUI de RLV devrait viser l'augmentation du taux de renouvellement urbain combinée à la hausse du taux de densité de l'habitat permettant ainsi de faire baisser la consommation d'espaces naturels. Le PLUI devrait inscrire une baisse significative du taux de vacance des logements et motiver une politique de recherche de valorisation des dents creuses. La fixation de densités de construction minimales dans les PLUI est une bonne chose. En outre, la construction de logements neufs devraient être réservées aux constructions sur des zones déjà artificialisées. Enfin, l'artificialisation résiduelle devrait s'accompagner d'opérations obligatoires de renaturation.

#### Concrètement :

Dans un contexte de questionnement sur la ressource en eau disponible il est étonnant de constater que la zone à urbaniser 2AUR située rue du Chapelet, Charbonnières les varennes soit conservée. De plus, l'évaluation environnementale a indiqué un habitat prioritaire et une zone humide probable. En outre, l'impact paysager d'une urbanisation sur ce site serait à la fois très important et nécessiterait la création de voiries d'accès.

De même, la zone 2AU « la vaveuille » à Charbonnières les varennes se trouve en de zone humide. Il conviendrait aussi de rendre la zone AU « rue des Sagnes » complètement inconstructible : axe de ruissèlement, intérêt écologique fort, présence de haies...

La parcelle YB 129 (rue de Rochevert, lieu-dit la Coussédière) : pourrait à elle seule recevoir la construction de 6 ou 7 maisons ! Son classement en zone UCB devrait être limité aux abords de la route ou imposer des règles d'aménagement d'ensemble sous peine de voir une succession de maison avec chacune leur accès individuel comme cela a été le cas rue du Sauzet.

La zone à construire retenue dans l'OAP sectorielle « route de la plaine » (VOL 1 sur le plan de zonage) ne se justifie pas, n'étant ni en situation de renouvellement/densification urbaine, ni en situation de dent creuse. Un classement en zone N devrait être restauré

Sur les parcelles ZB 291, 292, 104 (impasse des Bisettes, lieu-dit la Coussédière) : ces parcelles ne sont pas ou plus bâties à l'heure actuelle et sont en situation d'anciens vergers pour l'essentiel. Un classement en zone Ucb est inapproprié et devrait donc revenir en zone A ou N de façon à permettre prioritairement l'usage ancien vivrier / verger. La parcelle proche ZB340 est elle-aussi classé en zone Ucb pour une très large part ce qui est excessif au regard de son usage exclusivement agricole et de verger (à l'exclusion des bâtiments existants).

OAP sectorielle « route de Pagnat » (VOL 13 sur le plan de zonage) : Il n'y a pas de raison justifiant de proposer de l'habitat individuel sur cette zone, en dent creuse par rapport à l'urbanisation. Pour des raisons d'optimisation de l'espace disponible et en lien avec les objectifs en matière de réduction de l'artificialisation des sols, l'OAP devrait prévoir de l'habitat individuel groupé, forme urbaine qui préserve une certaine individualisation de lots tout en étant plus économe et rationnel sur le foncier, tout comme sur les aspects énergétiques.

OAP sectorielle « route de la plaine » (VOL 1 sur le plan de zonage) : Afin d'assurer réellement des cheminements de mode doux efficaces et direct, notamment en lien vers l'école du village, cette

OAP devrait être complétée par la programmation d'un chemin direct piéton/cycles uniquement sur l'une ou l'autre des parcelles en lanière n°38 et 39 (qui joint le bloc d'habitat groupé « B » au chemin de la Vallière). Un emplacement réservé pourrait être positionné à cette fin.

D'une façon générale, la quasi-totalité des OAP prévoit la réalisation de logements individuels de type pavillonnaire, sans que ceci ne soit justifié d'aucune manière. Ceci est en pleine contradiction avec les orientations du PADD en matière de sobriété (notamment énergétique) et d'économie de foncier. Il y a lieu de ré-équilibrer avec davantage de logement individuel groupé, plus économe, plus sobre et par ailleurs bien plus en phase avec les formes urbaines d'origine des villages de la commune (notamment en bande).

## Mobilité

L'orientation 3.1 du PADD prévoit notamment de soutenir le transport ferré, de poursuivre le développement de l'offre de transports en commun, de maintenir la bonne accessibilité au grand territoire, d'encourager l'intermodalité et les modes doux de déplacement.

Au regard de ces orientations, la réflexion sur le territoire de la gare de Volvic apparaît insuffisamment développée. Les principaux manques peuvent se résumer autour de :

- nécessité d'engager la desserte de la gare de Volvic (la seconde des 3 gares du territoire) par les transports en commun
- œuvrer activement pour le renforcement des horaires de train vers et depuis Clermont depuis cette gare (rôle de porte d'entrée vers le territoire de RLV et de lien avec la métropole clermontoise)
- travailler à faire connaître ce pôle
- améliorer les possibilités d'intermodalité au niveau de la gare (stationnement vélo notamment)
- programmer la création de liaisons cyclables sécurisées vers/ depuis les villages environnants : Tourtoulle, Luzet, Moulet-Marcenat, Pagnat, Egaules, bourg de Volvic notamment)
- permettre le développement d'une polarité future en anticipant les possibilités de diversification d'usage de la gare SNCF

---

### Observation n° 102 du 8 juillet 2022 - 08:46

#### Ne se prononce pas

Auteur : Loïc MATHIEU

Bonjour mesdames et messieurs,

Etant propriétaire en indivision avec mon frère des terrains situés sur Mozac, A019 A020 et A0256 (au total 3760 m<sup>2</sup> sur les 5700 m<sup>2</sup> concernés), je me permets de vous solliciter concernant le sursis à statuer du permis d'aménager que nous avons déposé en décembre 2021.

Cela fait plusieurs années que nous travaillons avec Mr Jabot, propriétaire de la parcelle A012, et ma tante Mme Néant, propriétaire avec ses enfants de la parcelle A0254, sur le projet d'aménager et de viabiliser cette zone sous forme d'AFU JABOT-MATHIEU-NEANT. Ses terrains étaient en zone 2AUB depuis une dizaine d'années.

Il se situent tout proche du lotissement des Gardelles vers la rue Jean Zay.

Les raisons qui me poussent à vous demander de revoir le dossier en question sont :

1) Les terrains en question se situent dans une "dent creuse" et ne constituent pas une extension de Mozac ni de RLV. Il y a des habitations tout autour appartenant à Mozac et RLV.

2) Nous apportons des logements sociaux (Auvergne Habitat) et les esquisses de Géoval montrent que ce mini lotissement intégrerait parfaitement cette zone.

3) Nous avons par le biais de Géoval respecté toutes les conditions et contraintes demandées par Mr Merceron adjoint à l'urbanisme de Mozac et cela permettait même d'avoir un meilleur traitement des eaux pluviales de la zone industrielle sur le lotissement des Gardelles déjà présent.

4) Nous avons pris du temps et engendré de gros frais depuis de nombreuses années, (entretien des terrains, bornage, études effectuées par Géoval, réunions avec les différents interlocuteurs (bailleurs sociaux, mairies, RLV, devis et estimations aménageurs, paysagistes ...)

5) Nos terrains passeraient en une vingtaine d'années d'espaces constructibles à zone naturelle en étant passé par de la zone lotissable.

Je me questionne de plus sur les objectifs de cette zone naturelle.

Un terrain vague où des gens du voyage pourront s'installer facilement ?

Une belle dent creuse qui couperait une bonne demi-douzaine de maisons de Mozac ?

Une maison a été construite il y a moins de 10 ans sur cette zone 80m<sup>2</sup> d'habitation pour 1800 m<sup>2</sup> de terrain, il reste également du terrain constructible autour.

6) Ce dossier me tient personnellement à cœur car c'est le quartier où j'ai toujours vécu et ma famille est présente depuis 6 générations.

Originaire de Mozac, nous avons hérité avec mon frère de ce terrain qui était constructible et aurait dû revenir à notre père.

Malheureusement celui-ci est décédé lorsque nous avions 2 et 3 ans. J'ai aujourd'hui 40 ans... et c'est la seule chose concrète que je possède de lui.

7) La commune de Mozac était informée du projet depuis minimum 2012 et cela ne semblait jamais posé de problèmes. (voir PJ)

En effet, je souhaitais construire sur ce terrain en 2010 et j'ai appris que celui-ci était passé en zone 2AUB. J'ai rencontré Mr MIALON de la commune de Mozac qui m'avait expliqué les contraintes éventuelles (il y en avait très peu à l'époque par rapport à aujourd'hui)  
Cet investissement n'était pas possible à cette époque personnellement.

En 2018, nous reprenons contact avec Mr Jabot afin de pouvoir avancer sur ce projet de lotissement.

Nous savons bien sûr qu'il y a eu beaucoup de travail et de réflexions concernant ce PLUI mais je trouve cela injuste de ne pas en avoir été informé individuellement et de mettre ce terrain en zone naturelle sans compromis, sans concertation préalable, sans solutions alternatives.

Je ne sais pas en quoi consiste cette enquête publique. Peut-être est-ce la facilité par rapport aux zones dites sensibles et faciles à mettre en réserves foncières car en indivisions.

Est-ce un élan démocratique? Est-ce diviser pour mieux régner?

J'aimerais enfin que ce dossier puisse avancer, j'aimerais également avoir des réponses pertinentes et construites car nous avons investi énormément de temps, de l'argent, et la santé, ....

Nous restons bien sûr à votre disposition.

Cordialement.  
Loïc MATHIEU

---

**Observation n° 103 du 8 juillet 2022 - 11:11**

**Ne se prononce pas**

Auteur : Annie LIOTHIER ep. MARY

Je suis propriétaire en indivision de la parcelle ZA199, chemin des Gravilles à St Bonnet pres Riom, qui, après renseignement est passée de UG en URg. Cette parcelle demeure constructible. Je demande que cette parcelle conserve ce statut et souhaite d'autre part être informée de toute modification ou incidence du PLUi sur cette parcelle.

---

**Observation n° 104 du 8 juillet 2022 - 11:35**

**Ne se prononce pas**

Auteur : GERARD CHANSARD Organisation : MAIRIE

Messieurs les Commissaires enquêteurs,

Vous trouverez en pièce jointe la délibération du conseil municipal. Notre réclamation porte essentiellement sur des zones construites à 90% mise en zone agricole constructible, rue des Fontetes, route de la Védrine, Douhady et entre la Védrine et les Brossons. Donner l'autorisation de construire des bâtiments agricoles au milieu des constructions ne peut engendrer que des problèmes. Nous redemandons de classer ses zones en constructibles plutôt que de l'agricole constructible.

---

**Observation n° 105 du 8 juillet 2022 - 12:11**

**Défavorable**

Auteur : stephanie nadot

Bonjour

Vous trouverez ci-joint les plans actuel et projet des PLUi, de toute évidence il y a une anomalie sur 2 zones modifiées en UAM qui vont à l'encontre du règlement de RLV puisque ça ne concerne que Mozac et Riom, de plus ce zonage serait en contradiction avec le DAAAC qui stipule que l'on n'a pas le droit de faire du commerce en périphérie hors des pôles périphériques prévus pour ça et aucun n'est prévu à Chatel-Guyon.

Merci de revoir ce zonage.

Cordialement

Mr et Mme Nadot

---

**Observation n° 106 du 8 juillet 2022 - 12:49**

*Auteur : anonyme*

?M??t????????{?^??i???y????`????

Mail receptionné le 08/07/2022 à 12:18

---

**Observation n° 107 du 8 juillet 2022 - 15:45**

**Ne se prononce pas**

Auteur : Elisabeth FREYSSINET

Bonjour,

Je suis mandaté par l'indivision DOS SANTOS CARVALHO pour réaliser cette requête.

Par succession, ils sont propriétaires des parcelles ZC n°1132, 1030, 1351 et 1027 qui sont actuellement en zone Ui.

Avec le PLUi, elles seront en UAa. D'ailleurs, la commune de CHATELGUYON n'est pas listée en page 110.

Ils demandent à être rattaché à la zone URv dont la limite s'arrête à leurs parcelles.

A titre indicatif, ces éléments ont été vu avec M. DUBOT, commissaire enquêteur, lors de sa venue à CHATELGUYON.

---

**Observation n° 108 du 8 juillet 2022 - 16:07**

*Auteur : anonyme*

-----=\_NextPart\_002\_00F0\_01D892DC.FD3355D0

Content-Type: text/plain;

charset=utf-8

Content-Transfer-Encoding: quoted-printable

Bonjour,

Dans le cadre d'un projet immobilier que notre organisme réalise sur la commune de MOZAC sur le foncier constructible de la zone du Carmel visé par l'OAP N° 4 du PLUI, nous souhaitons apporter des remarques.

Vous trouverez en pièce jointe une note synthétique rapportant l'ensemble des précisions et ajustements que nous souhaitons soumettre afin de pouvoir concrétiser au mieux ce projet.

Bien cordialement,

Suivez-nous :

Polygone SA

MDF Massif Central

Ce message et ses éventuelles pièces jointes sont exclusivement destinés aux personnes auxquelles ils sont adressés. La publication, la distribution, l'impression ou tout autre usage non autorisé de ce message est strictement interdit. Le contenu du message est de la responsabilité de son auteur.

Afin de préserver l'environnement, merci de n'imprimer ce courriel qu'en cas de nécessité. Vous pouvez être informé(e) sur l'utilisation de vos données personnelles dans la rubrique Mentions légales - politique de confidentialité de notre site Web.

-----=\_NextPart\_002\_00F0\_01D892DC.FD3355D0

Content-Type: text/html;

charset=utf-8

Content-Transfer-Encoding: quoted-printable

Bonjour,

Dans le cadre d'un projet immobilier que notre organisme réalise sur la commune de MOZAC sur le foncier constructible de la zone du Carmel visé par l'OAP N° 4 du PLUI, nous souhaitons apporter des remarques.

Vous trouverez en pièce jointe une note synthétique rapportant l'ensemble des précisions et ajustements que nous souhaitons soumettre afin de pouvoir concrétiser au mieux ce projet.

Bien cordialement,

Suivez-nous :

Polygone SA

MDF Massif Central

Ce message et ses éventuelles pièces jointes sont exclusivement destinés aux personnes auxquelles ils sont adressés. La publication, la distribution, l'impression ou tout autre usage non autorisé de ce message est strictement interdit. Le contenu du message est de la responsabilité de son auteur.

Afin de préserver l'environnement, merci de n'imprimer ce courriel qu'en cas de nécessité.

Vous pouvez être informé(e) sur l'utilisation de vos données personnelles dans la rubrique Mentions légales - politique de confidentialité de notre site Web.

-----=\_NextPart\_002\_00F0\_01D892DC.FD3355D0--

Mail receptionné le 08/07/2022 à 15:11

---

**Observation n° 109 du 8 juillet 2022 - 18:30**

*Auteur : anonyme*

--00000000000004a6c9205e34d355c

Content-Type: text/plain; charset="UTF-8"

Content-Transfer-Encoding: quoted-printable

Madame, Monsieur le Commissaire enquêteur,

En tant que porteur de projet d'un parc de loisirs sur la commune de Chanat-la-Mouteyre, je souhaite vous faire part d'une remarque concernant le projet de PLUi présenté actuellement par la Communauté d'agglomération Riom Limagne Volcans.

Vous trouverez ci-joint un courrier précisant les différents éléments de cette demande ainsi qu'une présentation détaillant le projet.

Je vous en souhaite bonne réception et me tiens à votre disposition pour toute information complémentaire.

Respectueusement,

\* Renaud FINE\*

\* Directeur Général\*

Mobile 06 73 53 66 68

r.fine@adventuregroup.fr

35 avenue du Général de Gaulle

69110 Sainte Foy lès Lyon

www.adventuregroup.fr

Adventure Group® utilise de l'hydroélectricité 100% locale et 100% renouvelable pour vous envoyer ce message - Merci à notre partenaire Energie D'Ici® !

--0000000000004a6c9205e34d355c

Content-Type: text/html; charset="UTF-8"

Content-Transfer-Encoding: quoted-printable

Madame, Monsieur le Commissaire enquêteur,

En tant que porteur de projet d'un parc de loisirs sur la commune de Chanat-la-Mouteyre, je souhaite vous faire part d'une remarque concernant le projet de PLUi présenté actuellement par la Communauté d'agglomération Riom Limagne Volcans.

Vous trouverez ci-joint un courrier précisant les différents éléments de cette demande ainsi qu'une présentation détaillant le projet.

Je vous en souhaite bonne réception et me tiens à votre disposition pour toute information complémentaire.

Respectueusement,

Renaud FINE

Directeur Général

Mobile 06 73 53 66 68



r.fine@adventuregroup.fr

35 avenue du Général de Gaulle

69110 Sainte Foy lès Lyon

www.adventuregroup.fr

Adventure Group® utilise de l'hydroélectricité 100% locale et 100% renouvelable pour vous envoyer ce message - Merci à notre partenaire Energie D'Ici® !

--00000000000004a6c9205e34d355c--

Mail réceptionné le 08/07/2022 à 17:53

---

**Observation n° 110 du 8 juillet 2022 - 18:37**

**Ne se prononce pas**

Auteur : Jean Jacques Seguin

Bonjour Madame,  
Bonjour Monsieur.

Concerne sur la commune de Ménérol les zones ZA 41,42,160,162 dont je suis propriétaire indivis. Elles ont été classées zone de développement à vocation économique tertiaire.

1ère observation :

Je constate une emprise importante des servitudes de la partie de la rocade routière qui jouxte notre propriété . Cela pouvant nuire à de futures installations, nous demandons qu'elle soit réduite. Je constate que ces servitudes sont bien moins importantes en ce qui concerne la parcelle nouvellement construite par le super marché Carrefour voisin.

2ème observation :

Sur le plan de l'OAP RIO 4 , figure une voie routière à l'intérieur et au milieu de nos parcelles . Ce projet pouvant constituer une gêne pour de futurs projets ,nous demandons la suppression de cette contrainte .

3ème observation :

Si cet OAP requiert un aménagement concerté avec le propriétaire de la parcelle voisine , je ne pas contre ce principe , mais je souhaite qu'il ne soit pas générateur de conflits .

Je vous remercie par avance d'apporter toute votre attention à nos demandes , et souhaitons

obtenir satisfaction .

Avec notre plus profond respect .

Jean Jacques Seguin

---

**Observation n° 111 du 8 juillet 2022 - 20:27**

*Auteur : anonyme*

Bonjour

Suite à mon entretien à Riom le 15 juin 2022 avec le commissaire enquêteur Mme Corinne Desjours, je me permets de vous faire part de ma demande concernant la parcelle YC 143 située impasse de champiteix, Champeyroux, 63720 St Ignat.

Le PLUI classe cette parcelle en 1AURg alors qu'elle est attenante à la parcelle YC 145 sur laquelle est réalisée mon habitation, avec également un accès direct sur l'impasse Champiteix sur 36 mètres.(voir fichier joint)

Je vous demande donc le classement de la parcelle YC 143 en URg.

Dans l'espoir que vous voudrez bien prendre ma demande en considération.

Bien cordialement

P Seguin

Mail receptionné le 08/07/2022 à 19:40

---

**Observation n° 112 du 8 juillet 2022 - 22:00**

**Défavorable**

Auteur : Adrien BALVET Organisation : N/A

Merci de prendre en compte le courrier joint

---

**Observation n° 113 du 8 juillet 2022 - 23:22**

**Défavorable**

*Auteur : anonyme*

1/ Contrairement à ce qui est affiché, il ne respecte la loi Climat et résilience du 22/08/2021 Celle-ci oblige les collectivités locales à ne pas dépasser dans les 10 prochaines années 50% de leur consommation foncière des 10 années précédentes, l'objectif étant le zéro artificialisation nette en 2050. Les données topographiques sur 10 ans montrent que 434.6ha ont été urbanisés entre 2007 et 2017 (soit 43,4ha par an). Le PLUi ne devrait donc pas prévoir une artificialisation de plus de 217ha. Or 277ha sont encore compris dans les "zones à urbaniser" (UA). De plus comme le fait remarquer la MREA (Mission régionale d'autorité environnementale), il faudrait aussi prendre en compte les zones urbaines (U) qui sont en extension du tissu urbain, surfaces qui ne sont pas évaluées.

2/ Il poursuit la destruction de terres agricoles de qualité aux dépends de notre résilience

alimentaire.

Le diagnostic agricole réalisé par la SAFER (Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural) fait état d'une forte pression foncière sur ce territoire, avec 600ha soustraits à l'agriculture entre 2006 et 2016. Celle-ci se poursuit avec ce PLUi puisque la SAFER a calculé que 565ha de terres agricoles exploitées sont classées "urbanisés ou "à urbaniser". D'ailleurs si l'on compare l'addition de surfaces des zones agricoles des PLU actuels des différentes communes et celles de ce PLU intercommunal, ce sont 572ha de terres agricoles qui disparaissent. Cette perte de terres agricoles est d'autant plus préjudiciable lorsqu'il s'agit de terres de Limagne, dont la haute qualité est largement reconnue.

Or la prise de conscience des causes et des effets du changement climatique, les conséquences de la crise du Covid et de la guerre en Ukraine sur l'approvisionnement alimentaire et les cours des marchés agroalimentaires ont mis en évidence l'importance de développer et relocaliser autant que possible la production alimentaire. Or seul 12% des besoins alimentaires en fruits et légumes sont produits sur le département qui aurait pourtant la capacité d'être autonome. Il est donc nécessaire de préserver au maximum les terres agricoles dès maintenant, tout en protégeant et restaurant les espaces naturels pour enrayer la perte massive de biodiversité, les écosystèmes naturels formant un tout et les dégradations subies par une partie générant des dégâts parfois irréversibles sur l'ensemble.

3/ L'évaluation environnementale doit être sérieusement retravaillée.

La MRAE critique sur de nombreux points la qualité de l'évaluation environnementale réalisée par la communauté d'agglomérations: "[l]'évaluation environnementale présente des faiblesses importantes sur la plupart des sujets : justification des choix effectués, articulation avec les documents stratégiques et de planification d'ordre supérieur, évaluation des impacts, résumé non technique, etc." ; "des interrogations importantes demeurent quant au dimensionnement et à la localisation des zones de développement de l'urbanisation résidentielle " ; "Par ailleurs, aucun élément de justification n'est fourni en ce qui concerne le développement des zones d'activités, dont la surface est en hausse par rapport à celle prévue dans les documents d'urbanisme actuels." etc.

4/ Le PLUi prévoit une consommation foncière excessive

Pour ce qui est de la production de logements, la MRAE note que la densité retenue dans le cœur urbain (250 m<sup>2</sup>) est deux fois moins forte que ce que prévoit le Scot (130 m<sup>2</sup>), document auquel devrait pourtant se soumettre ce PLUi. Ainsi "parmi les 280 logements/an que la communauté d'agglomération estime nécessaire de créer sur terrain vierge, 170 pourraient ainsi l'être à l'intérieur du tissu urbain". Pour la construction de logements en extension urbaine, les surfaces prévues sont "a priori très supérieures à ce qui apparaît nécessaire". "La grande majorité est inférieure à 14 logements/ha (soit 700 m<sup>2</sup> /logement), minimum fixé par le Scot dans les communes périurbaines [ ]. Cette ambition moindre provient probablement du fait que, plutôt que dans le tissu urbain ou en réhabilitation de sites anciennement à vocation d'activité, certains secteurs, de surfaces parfois importantes, se situent nettement en extension sur des terrains agricoles, occupés par des jardins ou boisés". Comme la MRAE, les rapports de la Région Auvergne Rhône Alpes, de la Préfecture, de la CDPENAF, de la Chambre d'Agriculture... confirment cette consommation foncière excessive, quel que soit le secteur (cœur métropolitain, périurbain ou communes périphériques) en contradiction avec le SCOT, le SRADDET, et même avec le PADD qui sert pourtant de base au PLUi.

De même, le projet de PLUi prévoit une forte extension (337,2 ha) des zones destinées aux

équipements d'intérêt collectif et de services publics sur toutes les communes et sans qu'elles soient justifiées, alors qu'il faudrait privilégier leur mutualisation.

5/ Une tendance à urbaniser rapidement sans suffisamment anticiper sur les besoins futurs  
La prise en compte de l'avenir et d'une certaine équité entre les générations semble faire défaut dans la gestion foncière de la communauté d'agglomération, au bénéfice de ceux qui construisent le plus vite. Plus de la moitié des logements prévus dans le SCOT pour la période 2011 - 2030 étaient déjà construits les 4 premières années, de surcroît avec une grosse consommation foncière pour chaque logement. De même sur les 277ha AU à urbaniser dans ce PLUi, 201ha sont en 1AU (urbanisables rapidement) et seulement 76ha en 2AU alors que ces zonages sont prévus pour 10 ans, avec une réduction de l'artificialisation qui devra être plus forte ensuite.

Le rapport de l'Observatoire national de l'artificialisation de juin 2022<sup>29</sup> note que l'étalement urbain est autant dû à de grands projets économiques qu'à de très nombreux petits projets moins visibles et principalement liés à l'habitat. Mettre fin à ce grignotage incessant nécessite une vision territoriale responsable et soucieuse de l'avenir des habitants du territoire. Face à la tendance court-termiste à construire au plus vite tant que c'est possible, nous avons besoin d'un moratoire: stopper l'artificialisation des terres tant que toutes les autres options n'auront pas été exploitées et en privilégiant les projets réellement utiles pour la population. Ainsi la priorité est d'augmenter l'efficacité foncière, d'optimiser le foncier déjà bâti, de faire du "recyclage urbain"... et de se donner le temps et les moyens de respecter effectivement ce qui est écrit dans ce domaine dans le PLUi.

6/ Le PLUi ne prévoit pas suffisamment de logements sociaux

La proportion de logements locatifs sociaux prévus est jugée insuffisante par la préfecture du Puy-de-Dôme: dans les communes soumises à la loi SRU, ils devraient représenter au minimum 20% du nombre total de résidences principales, ce qui ne sera sans doute pas respecté si le nombre de nouveaux logements sociaux prévus n'évolue pas à la hausse sur Riom, Mozac et surtout Châtelguyon et Volvic.

Les objectifs de production de logements sociaux dans les OAP ne représentent que 50% de ce qui est prévu dans le PADD (47 logements sociaux au lieu des 90 prévus pour une moyenne de 440 logements construits par an) et seulement 32% de l'objectif du plan local de l'habitat (PLH) pour les communes périurbaines (39 à 43 logements alors que le PLH prévoit un besoin de 132 logements sociaux).

Or il est essentiel que le taux de logements sociaux soit à la mesure des besoins de la population pour limiter l'augmentation des loyers liée en particulier à la spéculation immobilière, au renchérissement des terrains restants constructibles, à la nécessité de rénover et construire des logements performants sur le plan énergétique... Ainsi à défaut d'une politique active en faveur des foyers populaires, les mesures vertueuses sur le plan écologique et les projets de rénovation urbaine augmentent la précarité des familles modestes et engendrent un processus de gentrification.

7/ Promouvoir la multiplication de bassins de rétention d'eau ("bassines") est une aberration  
La préservation des ressources en eau en qualité et en quantité est primordiale dès maintenant, qu'il s'agisse de santé humaine ou de capacités de production alimentaire agricole. Or le changement climatique perturbera de plus en plus le cycle de l'eau, le rythme et l'intensité des pluies, le rechargement des nappes phréatiques... Il s'agit donc d'un enjeu vital pour l'avenir à court et moyen terme.

Le modèle agricole prédominant sur la plaine de la Limagne est fortement impliqué dans la problématique de l'eau sur ce territoire. D'une part, sur le plan qualitatif, il est relevé "des masses d'eau superficielles en état écologique moyen voire mauvais"; la présence de nitrates dans une des 5 nappes d'eau souterraines du territoire (Alluvions Allier Aval); 22 communes touchées par un excès de nitrates ou autres composés azotés d'origine agricole dans leur eau; "le caractère canalisé et l'état globalement médiocre des cours d'eau situés en partie est du territoire, dans la plaine agricole".

D'autre part sur le plan quantitatif il est noté "l'augmentation conséquente des prélèvements d'eau sur le territoire entre 2008 et 2017, notamment un doublement des pompages à des fins d'irrigation des cultures". La consommation pour l'irrigation passe de 11.3 à 19.6 millions de m3 en 9 ans soit 68% de plus, représentant 21% de la consommation totale d'eau du territoire. Cette irrigation se poursuit alors que l'on constate "la moindre recharge des nappes souterraines sur la période récente (années 2018 et 2019), due aux fortes chaleurs estivales et aux faibles précipitations durant les automnes et hivers." Or "cette raréfaction de l'eau menace également la qualité de l'eau, notamment avec un risque de concentration des pollutions."

L'AOP CC Changement climatique préconise en milieu agricole

- pour limiter l'évapotranspiration et l'érosion des sols d'avoir des pratiques agréoécologiques, un couvert végétal des sols, de favoriser l'infiltration et la rétention d'eau dans le sol et de développer les haies
- pour une utilisation raisonnée et partagée de la ressource en eau: l'amélioration des capacités de recharge des nappes phréatiques, des pratiques et cultures moins gourmandes en eau, des systèmes d'irrigation économes en eau, des retenues de substitution ou des retenues colinaires.

Mais ce qui est seulement retenu dans les "Idées fortes" du PLUi concernant l'agriculture, c'est que la "thématique de l'eau agricole et de l'irrigation a été intégrée : les bassins de rétention collectifs sont autorisés dans toutes les zones agricoles". Quid des autres préconisations! C'est d'autant plus anormal que les autorisations pour des projets de bassines ne sont pas de la compétence de la communauté d'agglomération RLV ni des communes elles-mêmes. Par ailleurs, contrairement aux autres mesures préconisées dans l'AOP CC qui favorisent un usage optimum de l'eau disponible, les systèmes de rétention d'eau la gaspillent. En effet les réserves d'eau en surface - à la grande différence des réserves d'eau souterraines - perdent par évaporation de 20 à 60% de l'eau retenue selon des études américaines de 2018. Cette déperdition importante touche aussi bien les barrages sur les rivières, les "retenues collinaires" stockant les eaux de pluie ruisselantes, les bassines creusées dans le sol alimentées par l'eau des rivières ou pire, pompée dans la nappe phréatique où elle était protégée et participait à l'humidification générale des sols pour recharger les "retenues de substitution". La rétention artificielle de l'eau en surface ne devrait être utilisée qu'en dernier ressort et avec parcimonie, quand les autres mesures ne suffisent plus à faire face aux périodes de sécheresse, puisqu'elle aggrave la situation sur la durée au lieu de l'améliorer et ne bénéficie qu'à une minorité d'agriculteurs qui s'accaparent ainsi la ressource en eau. Faire ainsi la promotion des bassins de rétention est une aberration et encourage la poursuite de cultures (de maïs en particulier) et de modèles agricoles qui sont de plus en plus inadaptés aux évolutions climatiques et aux besoins des populations.

#### 8/ Un manque d'information des habitants du territoire

Le PLUi est un document réglementaire majeur orientant de manière très concrète l'aménagement du territoire pour l'avenir avec des conséquences très concrètes sur le devenir des habitants du

territoire. Or malgré ce qui peut être affiché en terme de concertation, nous avons pu constater que ce PLUi est arrivé à l'étape de l'enquête publique sans que les habitants n'en soient au courant. De plus, comme le souligne la MRAE, les données "non techniques" fournies à destination du grand public ne permettent pas de prendre connaissance du projet de manière satisfaisante. Pourtant des documents de synthèse clairs et accessibles sont indispensables étant donné la masse de documents inclus dans le PLUi. Ce manque d'information empêche évidemment le débat citoyen et pénalise très fortement la participation des habitants, en dehors de quelques-uns informés des changements possibles de zonage de leurs parcelles et qui défendent leurs intérêts particuliers de propriétaires.

En conclusion, étant donné l'importance des enjeux et les fortes critiques dont il fait l'objet, Attac63 apporte un avis défavorable à ce PLUi dans sa forme actuelle et demande que soient sérieusement prises en compte les observations des différents rapports, que ce soit en terme d'artificialisation excessive, d'utilisation des ressources en eau, d'adéquation du parc de logements sociaux aux besoins des habitants et d'implication des citoyens.

---

**Observation n° 114 du 9 juillet 2022 - 08:33**

*Auteur : anonyme*

Bonjour,  
Suite à l'obtention du CU 06330022R0168  
Parcelle AI 483  
Route de Paris ,63200 RIOM

Nous constatons que la parcelle devient en zonage PLUi en URb.  
Je désirais que cette parcelle reste en zone URv

Je désirai un RDV pour argumenter ce nouveau zonage en cours....  
Je voudrais également apporter des remarques avec le commissaire enquêteur concerné.  
Merci de votre compréhension

MR IRMAK BULENT  
19 BIS ROUTE D ORLEANS  
63200 RIOM  
tel 0661264156

Mail réceptionné le 09/07/2022 à 0:38

---

**Observation n° 115 du 9 juillet 2022 - 11:25**

**Défavorable**

Auteur : genevieve binet Organisation : attac 63

Bonjour,  
Je vous remercie de nous permettre d'exprimer notre opinion de citoyenne, même si je n'appartiens pas à votre communauté de commune, mais le fait que vous soyez sur une région de terre très

riche, a automatiquement un impact sur notre vie.

Et résidant dans le Puy de Dome, j'estime que nous devons tous être solidaires et ce Plui LVR engage aussi les générations futures et notre vie a tous dans les années futures.

J'émet un avis défavorable pour plusieurs raisons:

Deja je ne suis pas experte mais je m'aperçois que la MRAE qui est , elle, très compétente émet de nombreux avis ou remarques très défavorables.

Les documents montrent que tous ces projets vont entraîner et ce de façon trop rapide une large artificialisation des sols qui je le rappelle sont très riches et cela aura un aspect négatif pour favoriser une agriculture de qualité et qui mieux exploitées devraient permettre de nourrir plus de monde et cela est crucial on l'a vu dans la crise civil et on va le voir pour la Crise avec l'Ukraine. D'autre part il y aura encore perte de biodiversité avec la destruction de zone boisées, de vergers, de haies.

D'autre part avec l'autorisation de Bassines voire de Mega-bassines vous allez aggraver le problème des ressources en eau.

En effet on sait bien que ces Bassines ne recueillent pas que l'eau de pluie mais pompe dans les nappes phréatiques, il vaudrait mieux repenser notre agriculture et le type de cultures moins gourmande en eau puisque on sait qu'il fera de plus en plus chaud et sec!

Toutes ces constatations me font dire que ce Plui ne respecte pas la dernière loi du Climat et résilience d'Autres 2021!

Par ailleurs et la c'est la Prefecturr qui insiste la dessus.le Plui ne respecte pas le nombre de logements sociaux.Cela va reléguer les gens en or plus loin et augmenter la facture énergétique! Je maintiens mon avis défavorable.

C'est à revoir et à rediscuter.

Bonne lecture.

lerci

---

#### **Observation n° 116 du 9 juillet 2022 - 11:45**

*Auteur : anonyme*

Monsieur le Président de la commission d'enquête du PLUI de RLV ! Veuillez trouver en annexe jointe la Requête/observation collective sur St Bonnet près Riom , cette réclamation concerne le projet de PLUI de RLV .

Veuillez accepter , Monsieur le Président , nos sincères salutations .

Mail receptionné le 09/07/2022 à 11:05

---

#### **Observation n° 117 du 9 juillet 2022 - 11:51**

**Défavorable**

Auteur : François Samson-Dunlop

Je relaie ici une partie de l'argumentaire d'ATTAC 63. Je partage cette position et je trouve que leurs mots sont justes.

Voici deux points de leur argumentaire que je souhaite mettre de l'avant :

2/ Il poursuit la destruction de terres agricoles de qualité aux dépends de notre résilience alimentaire.

Le diagnostic agricole réalisé par la SAFER (Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural) fait état d'une forte pression foncière sur ce territoire, avec 600ha soustraits à l'agriculture entre 2006 et 2016. Celle-ci se poursuit avec ce PLUi puisque la SAFER a calculé que 565ha de terres agricoles exploitées sont classées "urbanisés ou "à urbaniser". D'ailleurs si l'on compare l'addition de surfaces des zones agricoles des PLU actuels des différentes communes et celles de ce PLU intercommunal, ce sont 572ha de terres agricoles qui disparaissent. Cette perte de terres agricoles est d'autant plus préjudiciable lorsqu'il s'agit de terres de Limagne, dont la haute qualité est largement reconnue.

Or la prise de conscience des causes et des effets du changement climatique, les conséquences de la crise du Covid et de la guerre en Ukraine sur l'approvisionnement alimentaire et les cours des marchés agroalimentaires ont mis en évidence l'importance de développer et relocaliser autant que possible la production alimentaire. Or seul 12% des besoins alimentaires en fruits et légumes sont produits sur le département qui aurait pourtant la capacité d'être autonome. Il est donc nécessaire de préserver au maximum les terres agricoles dès maintenant, tout en protégeant et restaurant les espaces naturels pour enrayer la perte massive de biodiversité, les écosystèmes naturels formant un tout et les dégradations subies par une partie générant des dégâts parfois irréversibles sur l'ensemble.

6/ Le PLUi ne prévoit pas suffisamment de logements sociaux

La proportion de logements locatifs sociaux prévus est jugée insuffisante par la préfecture du Puy-de-Dôme: dans les communes soumises à la loi SRU, ils devraient représenter au minimum 20% du nombre total de résidences principales, ce qui ne sera sans doute pas respecté si le nombre de nouveaux logements sociaux prévus n'évolue pas à la hausse sur Riom, Mozac et surtout Châtelguyon et Volvic.

Les objectifs de production de logements sociaux dans les OAP ne représentent que 50% de ce qui est prévu dans le PADD (47 logements sociaux au lieu des 90 prévus pour une moyenne de 440 logements construits par an) et seulement 32% de l'objectif du plan local de l'habitat (PLH) pour les communes périurbaines (39 à 43 logements alors que le PLH prévoit un besoin de 132 logements sociaux).

Or il est essentiel que le taux de logements sociaux soit à la mesure des besoins de la population pour limiter l'augmentation des loyers liée en particulier à la spéculation immobilière, au renchérissement des terrains restants constructibles, à la nécessité de rénover et construire des logements performants sur le plan énergétique... Ainsi à défaut d'une politique active en faveur des foyers populaires, les mesures vertueuses sur le plan écologique et les projets de rénovation urbaine augmentent la précarité des familles modestes et engendrent un processus de gentrification.

Je vous remercie pour votre attention et vos considérations.

---

**Observation n° 118 du 9 juillet 2022 - 12:43**

*Auteur : anonyme*



Monsieur le Président de la commission d'enquête du PLUI de RLV ! Veuillez trouver en annexe jointe la Requête/observation de Valérie DESCOSTER-MALLET (en copie de ce mail) sur St Bonnet près Riom , cette réclamation concerne le projet de PLUI de RLV .  
Veuillez accepter , Monsieur le Président , nos sincères salutations .

Mail receptionné le 09/07/2022 à 12:05

---

**Observation n° 119 du 9 juillet 2022 - 12:43**

*Auteur : anonyme*

Notre requête collective est en ligne

envoyé : 9 juillet 2022 à 11:05

de : Eduardo ARROYO <eduardo.arroyo@orange.fr>

à : pluirlv@democratie-active.fr

cc : boleslaw.nowik@wanadoo.fr, denis.goutaland@wanadoo.fr, decosterd-mallet.valerie@orange.fr

objet : Requête/observation collective sur St Bonnet près Riom

Monsieur le Président de la commission d'enquête du PLUI de RLV ! Veuillez trouver en annexe jointe la Requête/observation collective sur St Bonnet près Riom , cette réclamation concerne le projet de PLUI de RLV .  
Veuillez accepter , Monsieur le Président , nos sincères salutations .

Mail receptionné le 09/07/2022 à 12:16

---

**Observation n° 120 du 9 juillet 2022 - 13:58**

*Auteur : anonyme*

Monsieur Le Commissaire-Enquêteur,

Dans le cadre de l'enquête publique qui concerne le PLUI de RLV, je vous fais parvenir en fichiers attachés deux contributions :

1. La première (contribution A) concerne mon opposition argumentée à la création de bassines comme réponse aux problèmes de sécheresse,
2. La deuxième contribution (contribution B) a trait à l'impérieuse nécessité de mettre en ?uvre, sur le territoire, des mesures pour sauvegarder la biodiversité, c'est-à-dire le vivant. En effet, dans le domaine des urgences environnementales, ce PLUI ne fait référence, de façon significative, qu'à la problématique climatique.

En outre, à l'appui de mes contributions, je joins, en fichiers attachés, deux tribunes que j'ai publiées dans le journal Le Monde, sur les deux sujets évoqués.

Je vous remercie de me faire savoir dans quelle mesure mes contributions seront prises en compte.

Veuillez agréer, Monsieur le Commissaire-Enquêteur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Christian Amblard,

3 Chemin des Batignolles

63200 Marsat

Fait à Marsat le 9 juillet 2022.

Mail réceptionné le 09/07/2022 à 13:36

---

### **Observation n° 121 du 9 juillet 2022 - 14:24**

#### **Défavorable**

*Auteur : anonyme*

1/ Contrairement à ce qui est affiché, il ne respecte la loi Climat et résilience du 22/08/2021 : les données topographiques sur 10 ans montrent que 434,6ha ont été urbanisés entre 2007 et 2017 (soit 43,4ha par an). Le PLUi ne devrait donc pas prévoir une artificialisation de plus de 217ha. Or 277ha sont encore compris dans les "zones à urbaniser" (UA). De plus comme le fait remarquer la MREA (Mission régionale d'autorité environnementale), il faudrait aussi prendre en compte les zones urbaines (U) qui sont en extension du tissu urbain, surfaces qui ne sont pas évaluées.

2/ Il poursuit la destruction de terres agricoles de qualité aux dépens de notre résilience alimentaire. Alors que la Safer fait état d'une forte pression foncière sur ce territoire, tandis que les causes et des effets du changement climatique, les conséquences de la crise du Covid et de la guerre en Ukraine sur l'approvisionnement alimentaire et les cours des marchés agroalimentaires ont mis en évidence l'importance de développer et relocaliser autant que possible la production alimentaire.

---

### **Observation n° 122 du 9 juillet 2022 - 17:21**

#### **Défavorable**

Auteur : Yves Chilliard

Je partage l'analyse d'Attac 63 sur ce projet :

1/ Contrairement à ce qui est affiché, il ne respecte la loi Climat et résilience du 22/08/2021 Celle-ci oblige les collectivités locales à ne pas dépasser dans les 10 prochaines années 50% de leur consommation foncière des 10 années précédentes, l'objectif étant le zéro artificialisation nette en 2050. Les données topographiques sur 10 ans montrent que 434.6ha ont été urbanisés entre 2007 et 2017 (soit 43,4ha par an). Le PLUi ne devrait donc pas prévoir une artificialisation de plus de 217ha. Or 277ha sont encore compris dans les "zones à urbaniser" (UA). De plus comme le fait remarquer la MREA (Mission régionale d'autorité environnementale), il faudrait aussi prendre en compte les zones urbaines (U) qui sont en extension du tissu urbain, surfaces qui ne sont pas évaluées.

2/ Il poursuit la destruction de terres agricoles de qualité aux dépens de notre résilience

alimentaire.

Le diagnostic agricole réalisé par la SAFER (Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural) fait état d'une forte pression foncière sur ce territoire, avec 600ha soustraits à l'agriculture entre 2006 et 2016. Celle-ci se poursuit avec ce PLUi puisque la SAFER a calculé que 565ha de terres agricoles exploitées sont classées "urbanisés ou "à urbaniser". D'ailleurs si l'on compare l'addition de surfaces des zones agricoles des PLU actuels des différentes communes et celles de ce PLU intercommunal, ce sont 572ha de terres agricoles qui disparaissent. Cette perte de terres agricoles est d'autant plus préjudiciable lorsqu'il s'agit de terres de Limagne, dont la haute qualité est largement reconnue.

Or la prise de conscience des causes et des effets du changement climatique, les conséquences de la crise du Covid et de la guerre en Ukraine sur l'approvisionnement alimentaire et les cours des marchés agroalimentaires ont mis en évidence l'importance de développer et relocaliser autant que possible la production alimentaire. Or seul 12% des besoins alimentaires en fruits et légumes sont produits sur le département qui aurait pourtant la capacité d'être autonome. Il est donc nécessaire de préserver au maximum les terres agricoles dès maintenant, tout en protégeant et restaurant les espaces naturels pour enrayer la perte massive de biodiversité, les écosystèmes naturels formant un tout et les dégradations subies par une partie générant des dégâts parfois irréversibles sur l'ensemble.

3/ L'évaluation environnementale doit être sérieusement retravaillée.

La MRAE critique sur de nombreux points la qualité de l'évaluation environnementale réalisée par la communauté d'agglomérations: "[l]'évaluation environnementale présente des faiblesses importantes sur la plupart des sujets : justification des choix effectués, articulation avec les documents stratégiques et de planification d'ordre supérieur, évaluation des impacts, résumé non technique, etc." ; "des interrogations importantes demeurent quant au dimensionnement et à la localisation des zones de développement de l'urbanisation résidentielle " ; "Par ailleurs, aucun élément de justification n'est fourni en ce qui concerne le développement des zones d'activités, dont la surface est en hausse par rapport à celle prévue dans les documents d'urbanisme actuels." etc.

4/ Le PLUi prévoit une consommation foncière excessive

Pour ce qui est de la production de logements, la MRAE note que la densité retenue dans le cœur urbain (250 m<sup>2</sup>) est deux fois moins forte que ce que prévoit le Scot (130 m<sup>2</sup>), document auquel devrait pourtant se soumettre ce PLUi. Ainsi "parmi les 280 logements/an que la communauté d'agglomération estime nécessaire de créer sur terrain vierge, 170 pourraient ainsi l'être à l'intérieur du tissu urbain". Pour la construction de logements en extension urbaine, les surfaces prévues sont "a priori très supérieures à ce qui apparaît nécessaire". "La grande majorité est inférieure à 14 logements/ha (soit 700 m<sup>2</sup> /logement), minimum fixé par le Scot dans les communes périurbaines [ ]. Cette ambition moindre provient probablement du fait que, plutôt que dans le tissu urbain ou en réhabilitation de sites anciennement à vocation d'activité, certains secteurs, de surfaces parfois importantes, se situent nettement en extension sur des terrains agricoles, occupés par des jardins ou boisés". Comme la MRAE, les rapports de la Région Auvergne Rhône Alpes, de la Préfecture, de la CDPENAF, de la Chambre d'Agriculture... confirment cette consommation foncière excessive, quel que soit le secteur (cœur métropolitain, périurbain ou communes périphériques) en contradiction avec le SCOT, le SRADDET, et même avec le PADD qui sert pourtant de base au PLUi.

De même, le projet de PLUi prévoit une forte extension (337,2 ha) des zones destinées aux

équipements d'intérêt collectif et de services publics sur toutes les communes et sans qu'elles soient justifiées, alors qu'il faudrait privilégier leur mutualisation.

5/ Une tendance à urbaniser rapidement sans suffisamment anticiper sur les besoins futurs  
La prise en compte de l'avenir et d'une certaine équité entre les générations semble faire défaut dans la gestion foncière de la communauté d'agglomération, au bénéfice de ceux qui construisent le plus vite. Plus de la moitié des logements prévus dans le SCOT pour la période 2011 - 2030 étaient déjà construits les 4 premières années, de surcroît avec une grosse consommation foncière pour chaque logement. De même sur les 277ha AU à urbaniser dans ce PLUi, 201ha sont en 1AU (urbanisables rapidement) et seulement 76ha en 2AU alors que ces zonages sont prévus pour 10 ans, avec une réduction de l'artificialisation qui devra être plus forte ensuite.

Le rapport de l'Observatoire national de l'artificialisation de juin 2022<sup>29</sup> note que l'étalement urbain est autant dû à de grands projets économiques qu'à de très nombreux petits projets moins visibles et principalement liés à l'habitat. Mettre fin à ce grignotage incessant nécessite une vision territoriale responsable et soucieuse de l'avenir des habitants du territoire. Face à la tendance court-termiste à construire au plus vite tant que c'est possible, nous avons besoin d'un moratoire: stopper l'artificialisation des terres tant que toutes les autres options n'auront pas été exploitées et en privilégiant les projets réellement utiles pour la population. Ainsi la priorité est d'augmenter l'efficacité foncière, d'optimiser le foncier déjà bâti, de faire du "recyclage urbain"... et de se donner le temps et les moyens de respecter effectivement ce qui est écrit dans ce domaine dans le PLUi.

6/ Le PLUi ne prévoit pas suffisamment de logements sociaux

La proportion de logements locatifs sociaux prévus est jugée insuffisante par la préfecture du Puy-de-Dôme: dans les communes soumises à la loi SRU, ils devraient représenter au minimum 20% du nombre total de résidences principales, ce qui ne sera sans doute pas respecté si le nombre de nouveaux logements sociaux prévus n'évolue pas à la hausse sur Riom, Mozac et surtout Châtelguyon et Volvic.

Les objectifs de production de logements sociaux dans les OAP ne représentent que 50% de ce qui est prévu dans le PADD (47 logements sociaux au lieu des 90 prévus pour une moyenne de 440 logements construits par an) et seulement 32% de l'objectif du plan local de l'habitat (PLH) pour les communes périurbaines (39 à 43 logements alors que le PLH prévoit un besoin de 132 logements sociaux).

Or il est essentiel que le taux de logements sociaux soit à la mesure des besoins de la population pour limiter l'augmentation des loyers liée en particulier à la spéculation immobilière, au renchérissement des terrains restants constructibles, à la nécessité de rénover et construire des logements performants sur le plan énergétique... Ainsi à défaut d'une politique active en faveur des foyers populaires, les mesures vertueuses sur le plan écologique et les projets de rénovation urbaine augmentent la précarité des familles modestes et engendrent un processus de gentrification.

7/ Promouvoir la multiplication de bassins de rétention d'eau ("bassines") est une aberration  
La préservation des ressources en eau en qualité et en quantité est primordiale dès maintenant, qu'il s'agisse de santé humaine ou de capacités de production alimentaire agricole. Or le changement climatique perturbera de plus en plus le cycle de l'eau, le rythme et l'intensité des pluies, le rechargement des nappes phréatiques... Il s'agit donc d'un enjeu vital pour l'avenir à court et moyen terme.

Le modèle agricole prédominant sur la plaine de la Limagne est fortement impliqué dans la problématique de l'eau sur ce territoire. D'une part, sur le plan qualitatif, il est relevé "des masses d'eau superficielles en état écologique moyen voire mauvais"; la présence de nitrates dans une des 5 nappes d'eau souterraines du territoire (Alluvions Allier Aval); 22 communes touchées par un excès de nitrates ou autres composés azotés d'origine agricole dans leur eau; "le caractère canalisé et l'état globalement médiocre des cours d'eau situés en partie est du territoire, dans la plaine agricole".

D'autre part sur le plan quantitatif il est noté "l'augmentation conséquente des prélèvements d'eau sur le territoire entre 2008 et 2017, notamment un doublement des pompages à des fins d'irrigation des cultures". La consommation pour l'irrigation passe de 11.3 à 19.6 millions de m3 en 9 ans soit 68% de plus, représentant 21% de la consommation totale d'eau du territoire. Cette irrigation se poursuit alors que l'on constate "la moindre recharge des nappes souterraines sur la période récente (années 2018 et 2019), due aux fortes chaleurs estivales et aux faibles précipitations durant les automnes et hivers." Or "cette raréfaction de l'eau menace également la qualité de l'eau, notamment avec un risque de concentration des pollutions."

L'AOP CC Changement climatique préconise en milieu agricole

- pour limiter l'évapotranspiration et l'érosion des sols d'avoir des pratiques agréoécologiques, un couvert végétal des sols, de favoriser l'infiltration et la rétention d'eau dans le sol et de développer les haies
- pour une utilisation raisonnée et partagée de la ressource en eau: l'amélioration des capacités de recharge des nappes phréatiques, des pratiques et cultures moins gourmandes en eau, des systèmes d'irrigation économes en eau, des retenues de substitution ou des retenues colinaires.

Mais ce qui est seulement retenu dans les "Idées fortes" du PLUi concernant l'agriculture, c'est que la "thématique de l'eau agricole et de l'irrigation a été intégrée : les bassins de rétention collectifs sont autorisés dans toutes les zones agricoles". Quid des autres préconisations! C'est d'autant plus anormal que les autorisations pour des projets de bassines ne sont pas de la compétence de la communauté d'agglomération RLV ni des communes elles-mêmes. Par ailleurs, contrairement aux autres mesures préconisées dans l'AOP CC qui favorisent un usage optimum de l'eau disponible, les systèmes de rétention d'eau la gaspillent. En effet les réserves d'eau en surface - à la grande différence des réserves d'eau souterraines - perdent par évaporation de 20 à 60% de l'eau retenue selon des études américaines de 2018. Cette déperdition importante touche aussi bien les barrages sur les rivières, les "retenues collinaires" stockant les eaux de pluie ruisselantes, les bassines creusées dans le sol alimentées par l'eau des rivières ou pire, pompée dans la nappe phréatique où elle était protégée et participait à l'humidification générale des sols pour recharger les "retenues de substitution". La rétention artificielle de l'eau en surface ne devrait être utilisée qu'en dernier ressort et avec parcimonie, quand les autres mesures ne suffisent plus à faire face aux périodes de sécheresse, puisqu'elle aggrave la situation sur la durée au lieu de l'améliorer et ne bénéficie qu'à une minorité d'agriculteurs qui s'accaparent ainsi la ressource en eau. Faire ainsi la promotion des bassins de rétention est une aberration et encourage la poursuite de cultures (de maïs en particulier) et de modèles agricoles qui sont de plus en plus inadaptés aux évolutions climatiques et aux besoins des populations.

#### 8/ Un manque d'information des habitants du territoire

Le PLUi est un document réglementaire majeur orientant de manière très concrète l'aménagement du territoire pour l'avenir avec des conséquences très concrètes sur le devenir des habitants du

territoire. Or malgré ce qui peut être affiché en terme de concertation, nous avons pu constater que ce PLUi est arrivé à l'étape de l'enquête publique sans que les habitants n'en soient au courant. De plus, comme le souligne la MRAE, les données "non techniques" fournies à destination du grand public ne permettent pas de prendre connaissance du projet de manière satisfaisante. Pourtant des documents de synthèse clairs et accessibles sont indispensables étant donné la masse de documents inclus dans le PLUi. Ce manque d'information empêche évidemment le débat citoyen et pénalise très fortement la participation des habitants, en dehors de quelques-uns informés des changements possibles de zonage de leurs parcelles et qui défendent leurs intérêts particuliers de propriétaires.

En conclusion, étant donné l'importance des enjeux et les fortes critiques dont il fait l'objet, Attac63 apporte un avis défavorable à ce PLUi dans sa forme actuelle et demande que soient sérieusement prises en compte les observations des différents rapports, que ce soit en terme d'artificialisation excessive, d'utilisation des ressources en eau, d'adéquation du parc de logements sociaux aux besoins des habitants et d'implication des citoyens.

---

### **Observation n° 123 du 9 juillet 2022 - 20:01**

#### **Défavorable**

*Auteur : anonyme*

Bonjour,

Depuis bien des années, nous sommes propriétaires d'un terrain dans le hameau de St GENEST L'ENFANT, commune de MALAUZAT (cf pièce jointe). Il se trouvait alors en zone à urbaniser.

Nous avions dans l'espoir, l'envie d'établir notre résidence principale en ce lieu.

Hors, après plusieurs PLU et tentatives d'obtenir gain de cause ; nous n'avons essuyé que des refus de non-recevoir et ce malgré un avis positif de la part d'un commissaire enquêteur.

A ce jour, le PLUi ne prévoit toujours pas d'inclure notre terrain au sein de la zone constructible ou dans le cadre d'une OAP. Il se situe pourtant au cœur du hameau proche de la ZAC de MOZAC et des zones de vie au sens large. Les voies de déplacement permettent de se rendre à pied dans le secteur commercial et artisanal. Le réseau de bus, permet de se rendre en tout lieu et d'éviter au maximum le véhicule automobile.

En ce début d'année, en l'espace de quelques semaines, plus de 250 (DEUX CENT CINQUANTE) personnes (familles) nous ont contacté parce qu'elles souhaitent acquérir une partie de notre terrain dans l'espoir d'y installer durablement leur famille. Invitées à contacter la mairie et RLV ; elles sont revenues vers moi, dépitées. De fait, elles sont contraintes d'aller chercher très loin ce qu'elles pourraient avoir proche du cœur de MOZAC et de RIOM.

La rareté des terrains entretient l'inflation des prix de ceux-ci et des biens immobiliers en général. L'éloignement de plus en plus important des lieux de résidence en relation aux lieux de travail, de loisirs, des études et de l'accès aux soins, oblige à toujours plus de moyens de locomotion et accentue les déplacements en véhicule, la pollution et les risques routiers inhérents.

Actuellement nous résidons à MOZAC ; nous pensons à toutes ces familles qui cherchent en vain. Pour tous ces motifs, nous venons vers vous dans l'espoir d'une évolution positive.

Ainsi nous réitérons notre demande quant à ne pas classer notre terrain en zone Nature ; qu'il puisse être intégré dans un vrai projet de vie au sein du hameau en particulier et dans l'agglomération en général.

Respectueusement

M et Mme LEAL

**Observation n° 124 du 10 juillet 2022 - 10:47**

**Défavorable**

Auteur : Brigitte Bourguignon

Je suis habitante de la commune d'Enval et réside en face (de l'autre côté de la route départementale) du secteur concerné par l'OAP sectorielle avenue de la Libération.

Bien que le projet mentionne une "bordure verte" le long du ruisseau de l'Ambène, il est regrettable que des constructions soient programmées dans cette zone.

En effet, celle-ci est actuellement plantée de nombreux arbres de bonne hauteur, assurant :

- un abri et un lieu de nidification pour la faune
- un écran visuel et sonore contre les nombreuses sources de bruit émanant de la zone commerciale proche et de l'usine d'embouteillage des Eaux de Volvic.

Ci-joint quelques photos à l'appui.

---

**Observation n° 125 du 10 juillet 2022 - 14:40**

**Défavorable**

Auteur : Sylvie de Larouzière Organisation : PREVA

Bonjour, La note envoyée est consignée par plusieurs membres de l'association PREVA.

Bien cordialement.

Sylvie de Larouzière

---

**Observation n° 126 du 10 juillet 2022 - 14:54**

**Défavorable**

Auteur : Ghyslaine DOUSSE

Mesdames et Messieurs,

Je tiens par la présente à notifier ma désapprobation à ce PLUi.

En effet propriétaire de la parcelle ZV51 de la commune de Charbonnières les Varennes route de la Védrine, j'ai vu ce terrain, classé constructible depuis le premier document d'urbanisme communal à savoir la carte communale, devenir inconstructible et passer en zone Ac. Ca fait toujours plaisir surtout quand on a des enfants.

La mairie vous a notifié par sa délibération 2022/001 son désaccord.

Quant à moi je ne saurai que conseiller aux personnes qui ont fait ce zonage de se rendre sur place afin de constater le peu de valeur agronomique des terrains concernés, les anciens ont nommé l'endroit "les roches" et ce n'est pas pour rien. Et si vous ne voulez pas vous déplacer, vous n'avez qu'à vérifier la valeur cadastrale des terrains concernés.

Par ailleurs au vu de la zone pavillonnaire existante, la cohabitation avec du bâti agricole me semble compliqué.

Toutes ces remarques ne font que ressortir un manque de sérieux que je qualifierai d'amateurisme.

Et je vous saurai gré de bien vouloir revoir votre copie.

Bien cordialement,

Laurent et Ghyslaine DOUSSE

---

**Observation n° 127 du 10 juillet 2022 - 16:13****Ne se prononce pas**

Auteur : Nicole COURTADON

Objet : Demande de modification de zonage sur la parcelle cadastrée YE N°675.

Monsieur le Maire,

Je suis propriétaire d'un terrain de 2ha02a74ca initialement cadastré YE502, classée en zone A (espace agricole), dont la division parcellaire a été effectuée par le cabinet GEOVAL en date du 08/07/2022, division en deux parcelles cadastrées YE 675 et YE676.

Je vous adresse par la présente ma demande de modification de zonage concernant la parcelle cadastrée dorénavant YE N°675 d'une superficie de 3698 m<sup>2</sup>. Cette parcelle est à ce jour classée en zone A non constructible, louée à un agriculteur et laissée en jachère depuis plusieurs dizaines d'années.

Je souhaiterais que la parcelle YE675 soit classée en zone constructible afin de s'aligner sur les terrains avoisinants tous construits, certains depuis plusieurs années d'autres plus récemment. La mise en zone constructible de cette parcelle réaliserait une continuité rectiligne de la limite entre la zone A et la zone urbanisée, sachant qu'un accès à cette parcelle pourrait être aménagée à partir de la parcelle YE501 rue de Cerey.

Je joins à ce courrier les documents cadastraux relatifs à la division parcellaire.

Je me tiens à votre disposition pour vous fournir toutes précisions nécessaires et vous remercie de l'attention portée à ma demande.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération respectueuse

---

**Observation n° 128 du 10 juillet 2022 - 16:15****Défavorable**

Auteur : Damien SACRE

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Nous sommes Mme Baujard Amandine et Mr Sacré Damien, nous habitons au 1 hameau de beauvaleix 63530 Enval. Nous sommes donc concernés par la création du plan local d'urbanisme intercommunal(PLUI) pour les communes de Riom Limagnes Volcan (RLV) pour lequel une enquête publique est en cours.

Au vu des plans disponibles sur le site RLV.com une modification a lieu concernant le zonage de notre terrain.

Sur conseil du commissaire enquêteur que nous avons rencontrés ce jeudi 9 juin 2022 à la permanence à la Mairie de Volvic, nous souhaitons établir une requête concernant la modification de zonage de notre terrain sur la parcelle ZD 0016.

Selon le PLU en cours (cf Annexe 1 en pièce jointe), notre terrain comprend une zone UD (zone rouge) avec un règlement cadastral identique au centre bourg d'Enval et une zone A (agricole) avec un règlement cadastral propre aux zones agricoles.

Selon le nouveau PLUI applicable en janvier 2023 l'intégralité de notre terrain devient zone Ac. Cette modification entraîne une dévalorisation financière importante de notre terrain. En effet, le prix au m<sup>2</sup> d'un terrain en zone Ud et d'un terrain en zone Ac est significativement bien différent. De plus, n'étant pas agriculteurs, cette modification engendre une restriction drastique de nos possibilités d'aménagement et de restauration des bâtiments existants.

Notre requête est donc la suivante. En concordance avec l'avis rendu par la commune d'ENVAL lors d'une délibération en conseil municipal le 22 décembre 2021, nous souhaitons que la zone



jusqu'ici Ud de notre terrain reste en zone UCb "afin de conserver l'entité du bourg historique" de notre hameau. Selon le nouveau PLUI le centre bourg de Beauvaleix est devenu inexistant. En restant à votre disposition, veuillez agréer, Monsieur le commissaire enquêteur, nos salutations distinguées.

Mr Sacré et Mme Baujard.

---

**Observation n° 129 du 10 juillet 2022 - 18:21**

**Défavorable**

Auteur : Sylvie de larouziere Organisation : association PREVA

Bonjour,

Ci-joint un rapport d'observations ainsi qu'un document annexe concernant la commune de Volvic. Cordialement

Sylvie e Larouzière, PREVA

---

**Observation n° 130 du 10 juillet 2022 - 18:35**

**Défavorable**

Auteur : brigitte comos

Bonjour,

La création d'une zone de développement à vocation d'habitat à Argnat sur la commune de Sayat me semble aller à l'encontre des objectifs de diminution des gaz à effet de serre pour lutter contre le réchauffement climatique.

Aucune activité professionnelle n'est possible sur place. Les offres de transports collectifs sont vraiment très limitées et absolument pas pratiques.

La création d'une telle zone entraînerait une augmentation de la circulation routière d'une à deux voitures par habitation.

Un lotissement récent d'une quarantaine de maison vient d'être construit sur Argnat. La lutte contre le réchauffement climatique devient une priorité. Le PLU étant intercommunal c'est peut être l'occasion de trouver des zones d'habitation plus proches de transports en commun et de zones d'activité professionnelles.

---

**Observation n° 131 du 10 juillet 2022 - 18:40**

*Auteur : anonyme*

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Nous sommes Mme Baujard Amandine et Mr Sacré Damien, nous habitons au 1 hameau de beauvaleix 63530 Enval. Nous sommes donc concernés par la création du plan local d'urbanisme intercommunal(PLUI) pour les communes de Riom Limagnes Volcan (RLV) pour lequel une enquête publique est en cours.

Au vu des plans disponibles sur le site RLV.com une modification a lieu concernant le zonage de notre terrain.

Sur conseil du commissaire enquêteur que nous avons rencontrés ce jeudi 9

juin 2022 à la permanence à la Mairie de Volvic, nous souhaitons établir une requête concernant la modification de zonage de notre terrain sur la parcelle ZD 0016.

Selon le PLU en cours (cf Annexe 1 en pièce jointe), notre terrain comprend une zone UD (zone rouge) avec un règlement cadastral identique au centre bourg d'Enval et une zone A (agricole) avec un règlement cadastral propre aux zones agricoles.

Selon le nouveau PLUI applicable en janvier 2023 l'intégralité de notre terrain devient zone Ac.

Cette modification entraîne une dévalorisation financière importante de notre terrain. En effet, le prix au m2 d'un terrain en zone Ud et d'un terrain en zone Ac est significativement bien différent. De plus, n'étant pas agriculteurs, cette modification engendre une restriction drastique de nos possibilités d'aménagement et de restauration des bâtiments existants. Notre requête est donc la suivante. En concordance avec l'avis rendu par la commune d'ENVAL lors d'une délibération en conseil municipal le 22 décembre 2021, nous souhaitons que la zone jusqu'ici Ud de notre terrain reste en zone UCb "afin de conserver l'entité du bourg historique" de notre hameau. Selon le nouveau PLUI le centre bourg de Beauvaleix est devenu inexistant.

En restant à votre disposition, veuillez agréer, Monsieur le commissaire enquêteur, nos salutations distinguées.

Mr Sacré et Mme Baujard.

Mail réceptionné le 10/07/2022 à 16:12

---

### **Observation n° 132 du 10 juillet 2022 - 18:41**

*Auteur : anonyme*

Monsieur le commissaire enquêteur,

Je vous écris dans le cadre du projet de lotissement dans le village d'argent sur la commune de Sayat.

En effet, ayant habité pendant 25 ans dans le village de Tournoël à Volvic. J'ai pu y passer une enfance heureuse et paisible en profitant de la nature, de ses chemins mais également des forêts environnantes.

J'ai récemment acheté une maison dans le bourg D'argnat avec ma conjointe. J'ai choisi ce village car c'est encore un des rares villages n'ayant que peu subi le phénomène d'urbanisation de nos

campagnes.

Je suis très inquiet sur l'avenir de ce village qui était pourtant si tranquille...

Je vous remercie de m'avoir lu .

Cordialement

Mail receptionné le 10/07/2022 à 18:06

---

**Observation n° 133 du 10 juillet 2022 - 18:41**

*Auteur : anonyme*

Monsieur Pierre Verdier et Madame Audrey Broutin

Mail receptionné le 10/07/2022 à 18:18

---

**Observation n° 134 du 10 juillet 2022 - 19:32**

**Défavorable**

Auteur : Bérengère de CHABOT-TRAMECOURT Organisation : indivision BOUT de MARNHAC

Je m'étonne que la parcelle ZR 25 d'une contenance de 2.773 ha dite "le Pré Clerque" va faire à nouveau l'objet d'un changement de classement passant de A\* pour la moitié et pour l'autre AU, en N intégralement. Ces changements de classement ne nous permettent guère de réaliser une gestion patrimoniale à long terme... La définition de la traduction réglementaire ne correspond guère à ce terrain : 1°, 2°, 4° et 5° ne peuvent lui être appliqués, quand au 3°, c'est bien vague car tout terrain sans construction est un espace naturel (p.14 du résumé non technique) et ici, c'est bien la main de l'homme autrefois qui l'avait transformé en verger...

Cette parcelle est attenante au village et des Roches et des Maisons rouges sur la moitié de son périmètre. Elle est par ailleurs bordée de routes goudronnées avec tous les réseaux sur ses deux tiers. Un chemin certes broussaillieux, ajoute à son accessibilité sur l'autre tiers.

Pour la commune, cela ne l'obligera pas à des extensions de réseaux comme la défense incendie, les ordures ménagères, le ramassage scolaire, le déneigement etc... La topographie de ces terrains est aussi favorable à l'installation de constructions de qualité.

La partie boisée de l'autre côté de la route , et la haie le long du chemin sont des atouts pour le

cadre de vie des futurs acquéreurs. Nous ne voulons pas bien sûr dénaturer ce centre bourg, au contraire, nous cherchons un projet de qualité et d'adéquation au cadre original que possèdent ces deux hameaux.

En conséquence, je demande le rétablissement pour cette parcelle du classement du PLU révisé et approuvé le 10/11/2020.

---

**Observation n° 135 du 10 juillet 2022 - 19:49**

**Ne se prononce pas**

Auteur : DAVID CLEMENT-COLAS

Monsieur le commissaire enquêteur,

A la consultation du PLUi de RLV en cours d'élaboration et soumis à la présente enquête publique, un reclassement sur plusieurs zones AUG actuelles a été proposé en zones A ou N dans le bourg d'Argnat situé sur la commune de Sayat,

Ces modifications issues des recommandations de la DDT, s'inscrivent également dans les grandes orientations environnementales des schémas de cohérences territoriales (SCOT) avec pour objectif principal une réduction importante des consommations foncières (zéro artificialisation en 2050) et des émissions de gaz à effet de serre et avec la préservation des biodiversités,

Pour répondre à ce défi majeur pour nos générations futures, une participation massive de tous les citoyens à la préservation de l'environnement, la réorganisation des espaces urbains et interurbains ne peut être active sans une participation massive de tous les citoyens et avec une législation renforcée,

A la lecture du registre des délibérations du Conseil municipale de la Commune de Sayat qui s'est réuni le 03 Février 2022, la majorité des 19 conseillers municipaux ont émis un avis défavorable aux modifications de reclassement des AUG actuelles en zone A ou N,

Ce refus de reclassement a été justifié par les membres du conseil municipale par une méconnaissance de la pression foncière sur la commune de Sayat par la DDT, Je rajouterais que le Conseil municipal n'a pas tenu compte des enjeux environnementaux et avis des habitants du bourg d'Argnat sur ces zones

Pendant cette enquête publique une forte opposition des habitants du bourg d'Argnat s'est manifestée par une pétition regroupant près de 250 signatures opposées au maintien de la zone AUG au Mas d'Argnat, et plus généralement en faveur du reclassement en zone A ou N selon les propositions de la DDT,

Habitant 6 rue du Château au Mas d'argnat sur la commune de Sayat, je m'oppose également à l'implantation et à la construction de futurs logements sur cette zone AUG qui actuellement est un réservoir pour la biodiversité avec la présence de terres agricoles de qualité, d'arbres remarquables et d'une potentielle présence d'une zone humide,

De plus, de nombreuses espèces d'oiseaux sont présentes et il n'est pas rare d'apercevoir chevreuils ou autres espaces endémiques sans parler de la présence de chiroptères en frondaison

des arbres pour la chasse nocturne,

Les insuffisances du PLUi sur le volet environnemental (voir avis de la MRAE du 13 mai 2022) et l'incertitude de la réalisation d'une étude d'impact sur le zonage AUG du bourg d'Argant lors de l'élaboration du PLU de Sayat au début des années 2000 me permettent de penser qu'il est nécessaire de réaliser un inventaire environnemental sur ces zones

Ainsi un état initial précis et conforme à la législation environnementale ainsi qu'une justification plus rigoureuse sur l'implantation d'un potentiel projet de lotissement (AFU ou autres) dans cette zone doit permettre d'évaluer les impacts du projet dans le respect d'une logique ERC (éviter-réduire-compenser), A ce titre il est donc pensable d'éviter cette zone d'une sensibilité environnementale potentiellement avérée de manière à la conserver pour nos générations futures,

J'espère qu'à l'issue de cette enquête publique, les élus de la commune de Sayat sauront entendre les voix de leurs administrés et plus particulièrement ceux qui sont concernés par ces projets d'urbanisation, ainsi que les avis de la DDT sur ces reclassements, Une réflexion plus participative permettrait de trouver également des pistes de solutions dans le respect des engagements nationaux en faveur d'un monde plus respectueux envers la nature

---

#### **Observation n° 136 du 10 juillet 2022 - 20:12**

##### **Défavorable**

Auteur : Arnaud FAURE DE SMET

Monsieur le Président de la Commission d'Enquête,

je viens vers vous pour vous demander de vouloir reconsidérer le projet de zonage de la parcelle 000 AC 98 sise à Marcenat et de trouver tous mes argument dans le pdf en pj.

En effet, cette parcelle est classées en zone UC par l'actuel PLU alors que le projet de PLUi envisage un déclassement en zone naturelle N.

Ce déclassement est injustifié au regard des caractéristiques (voir pdf) de cette parcelle et je souhaiterai que vous vous prononciez, à l'issue de l'enquête publique, en défaveur de ce dernier.

Pour rappel, il résulte de l'article R. 151-24 du code de l'urbanisme :

« Les zones naturelles et forestières sont dites " zones N ". Peuvent être classés en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :

1° Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;

2° Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;

3° Soit de leur caractère d'espaces naturels ;

4° Soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles ;

5° Soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues. »

Classiquement, les classements en zone naturelle sont annulés lorsque le caractère naturel des lieux n'est plus suffisamment présent du fait d'une urbanisation marquée (ici ancienne décharge publique (dans les années 80) recouverte de gravats et tout à l'égout avec des servitudes liées à son entretien, en plus d'être en centre bourg cernée de toutes parts par des zones constructibles).

En vous remerciant par avance pour l'attention portée à cette requête, je vous prie d'agréer mes sincères salutations,

Arnaud FAURE DE SMET

**Observation n° 137 du 10 juillet 2022 - 20:24**

**Défavorable**

Auteur : Brigitte MERLE-FLOTTAT

Bonjour,

Sur la commune de MALINTRAT, rue de la Madeleine, il y a, sur le grand plan de Zonage (papier et internet) une Zone Artisanale notée "1AUAA MALI 3". Or sur le descriptif OAP SECTORIELLE, Schémas de Composition - Rue de la Madeleine, MALI 3 n'existe pas, ni en format papier, ni sur internet (MALI 1 & 2 sont bien référencés).

Par ailleurs en ce qui concerne le lotissement prévu rue de la Madeleine "1AURg MALI 2", qu'en est-il des bassins de rétention d'eaux, qui, sauf erreur de ma part, doivent être obligatoirement prévus dans le cadre de la prévention des inondations.

Sur ce même lotissement, que veut dire "Cheminement doux à créer (piétons)," qui longe le ruisseau et passe dans une propriété privée ?.

Cordialement

Brigitte MERLE-FLOTTAT

---

**Observation n° 138 du 10 juillet 2022 - 21:54**

**Défavorable**

Auteur : Brigitte de Tanouarn

Je m'associe à l'observation 134 pour demander le rétablissement de la parcelle ZR 25 d'une contenance de 2,773ha dite "le pré Clerque" du classement du PLU révisé et approuvé le 10/11/2020.

Cette parcelle possède toutes les qualités requises pour rester classer en terrain constructible : son emplacement proche mais en retrait de la D941, jouxtant le village des Roches et celui des Maisons rouges, sa desserte facile puisque bordée d'une route goudronnée sur deux côtés avec tous les réseaux déjà amenés, sa topographie et le cadre agréable pour l'implantation d'un habitat de qualité. Je pense qu'il peut représenter une belle opportunité de développement d'habitats intéressants pour la commune.

Merci de votre attention.

---

**Observation n° 139 du 10 juillet 2022 - 22:13**

*Auteur : anonyme*

Bonjour.

Je me permets de vous envoyer par mail une requête commune de mes voisins et moi même sur le PLUI d'entraigues. (63720)

Dans ce document vous trouverez nos remarques sur le projet concernant la rue des Écoles.

Merci de l'attention que vous porterez à notre requête.

Cordialement

Claire Tourrette

Mail réceptionné le 10/07/2022 à 21:11

---

**Observation n° 140 du 10 juillet 2022 - 22:16**

**Défavorable**

Auteur : Dominique Lopez

L'AFU projetée au mas d'Argnat correspond à un projet très ancien datant d'il y a 20 ans abandonné par le maire de l'époque car il n'y avait pas d'accessibilité et l'enclavement reste aujourd'hui un problème majeur dans cette zone.

les sorties envisagées risquent de provoquer des troubles du rue du Chateau et rue des pres du mas, MAIS augmenter des problèmes de circulation.(sortie dangereuse sur la rue du chateau notamment)

les réseaux de viabilisation (eau et électriques) ne sont pas facilement accessibles non plus.

Cette AFU détruit aussi une zone boisée de plus en plus rare sur le village d'ARGNAT mettant en péril des espèces animales présentes depuis des décennies.

Les élus de l'époque avait même envisagé de protéger cette zone en la classant verte afin d'éviter un effet de grignotage des espaces verts et agricoles. L'activité jardinière et agricole subsiste encore dans la zone d'ailleurs.

Nous comprenons que la pression foncière est de plus en forte sur ARGNAT puisqu'il n'y a plus de terrain constructible sur SAYAT, mais faut il aussi pour autant construire des AFU aussi volumineuse sur un petit village comme ARGNAT qui doit intégrer de nouveaux habitants, par vagues, certes , mais pas avec un nombre aussi important ?

Les élus devrait tirer parti de l'expérience de l'AFU de GALOBY construite alors que le commissaire enquêteur avait émis des réserves sur la taille de l'AFU.

Il est regrettable que les constructions au gré des opportunités se font sans réflexion d'ensemble, vont générer des problèmes de voisinage et d'insertion urbaine.

Je suis favorable à une AFU bien plus réduite. Ajouter avec cette nouvelle AFU plus de 100 habitants sur un village comptant 700 habitants, cela me parait démesuré au regard de l'identité de ce joli village.

Il est dommage aussi que la publicité de cette enquête publique se soit limitée à une affiche sur la place non protégée alors qu'il existe de nombreux lieux pour l'afficher en la protégeant pour permettre une information de la population. (devant le panneau de l'école d'ARGNAT, la salle des fêtes etc...) Il s'agit d'un vice de forme non négligeable.

DOMINIQUE LOPEZ



**Observation n° 141 du 10 juillet 2022 - 22:43**

**Défavorable**

Auteur : Alyette Guyot d'Asnieres de Salins

Je m'associe aux demandes 134 et 138 concernant la parcelle ZR25 d'une contenance de 2,773 ha dite « le pré Clerque » sur la commune de Saint Ours les Roches. Ce terrain a été déclassé malgré sa situation au milieu du hameau. L'emplacement est idéal pour construire des maisons de qualité en face d'un bois. Les réseaux sont en attente. Ce serait un vrai plus pour la commune proche de Vulcania. Je demande le rétablissement de cette parcelle en zone constructible. En espérant que cette demande aura retenu toute votre attention, merci.

---

**Observation n° 142 du 10 juillet 2022 - 23:07**

Auteur : *anonyme*

Madame, Monsieur le commissaire enquêteur,  
Je me permets de vous contacter concernant le Projet de PLUI et plus précisément l'implantation de 36 nouvelles maisons au mas d'ARGNAT secteur « les Condamines » (OAP SAY1).  
Habitante d'ARGNAT depuis quelques années, je pense que ce projet n'est pas adapté et proportionné à ce village très vert, très nature et va dénaturer le paysage.  
Aimant me balader à ARGNAT, je suis inquiète de l'arrivée d'un projet aussi important et de ne plus pouvoir profiter de ce joli village, calme avec de nombreux jardins potagers et des terrains occupés par les nombreux chevaux du village. Les parcelles agricoles doivent être préservées et ce projet empiète trop sur les terres agricoles et fertiles d'ARGNAT.

En outre, la mairie doit déjà "absorber" l'arrivée des nouveaux habitants du récent lotissement (non terminé) situé à proximité du cimetière: Ce lotissement a naturellement amené davantage de circulation et de population. Une nouvelle classe a pu être ouverte à ARGNAT pour l'accueil des nouveaux enfants mais les parents ont dû être sollicités pour permettre aux maîtresses d'acheter du matériels et jeux éducatifs pour les enfants. Nous constatons régulièrement un manque de préparation de la commune à l'accueil des enfants dans de bonnes conditions (problème de chauffage dans l'école, organisation des activités sportives non anticipée). Heureusement, le personnel éducatif est toujours volontaire et présent.

De plus, malgré l'augmentation importante des enfants à ARGNAT, nous ne disposons que d'une petite aire de jeux pour enfant, mal entretenue, dont un jeu est défectueux depuis plus d'un an. La circulation est également compliquée, les voies d'accès au lotissement ne sont pas adaptées et les balades à pied peuvent s'avérer dangereuses. La traversée d'ARGNAT a également connu des modifications qui n'ont pas amélioré la sécurité: les voitures circulent vite et au milieu de la chaussée grâce à l'installation de chicanes depuis 2020.

Je vous remercie de l'attention portée à ma demande et à mes observations.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le commissaire enquêteur l'expression de mes



salutations distinguées.

Claire Ronzier  
06 74 90 69 79  
2 ter impasse des Ramades  
ARGNAT  
63530 SAYAT  
claire.ronzier@gmail.com

Mail receptionné le 10/07/2022 à 22:44

---

**Observation n° 143 du 10 juillet 2022 - 23:08**

*Auteur : anonyme*

Monsieur le commissaire enquêteur,  
Veuillez trouver en pièces-jointes le courrier de réclamation ainsi que les copies de cadastre pour les parcelles concernées.  
Vous en souhaitant bonne réception.  
Veuillez agréer, Monsieur le commissaire enquêteur, nos salutations distinguées.

Patrick Bonnefoy

Mail receptionné le 10/07/2022 à 22:42

---

**Observation n° 144 du 10 juillet 2022 - 23:56**

*Auteur : anonyme*

?Madame, Monsieur,  
Je vous prie de trouver ci-joint mes observations concernant le projet de PLUI.

Cordialement,  
Florian ARMAND  
06 98 58 53 99  
florian.armand@sfr.fr

Mail receptionné le 10/07/2022 à 23:32

---

**Observation n° 145 du 11 juillet 2022 - 07:23**

**Défavorable**

Auteur : René BOYER Organisation : FNE63

Contribution de FNE63

---

**Observation n° 146 du 11 juillet 2022 - 08:34**

*Auteur : anonyme*

Bonjour,  
Veuillez trouver ci-joint notre avis défavorable concernant le nouveau PLUI sur la Zone 1AURg à Argnat appartenant à la commune de Sayat.  
Nous avons mené une enquête de terrain auprès des habitants d'Argnat que vous trouverez ci-joint avec notre argumentaire.  
Veuillez agréer nos sincères salutations.  
Charlotte Courtadon, Claire Pedraza, Laura Lieuteret, Sarah Soulfour, Judicael Corbin, Ludovic Moreaux, Yann Foulet.

Mail receptionné le 11/07/2022 à 0:11

---

**Observation n° 147 du 11 juillet 2022 - 08:35**

*Auteur : anonyme*

Monsieur le Président , Madame et Monsieur Commissaires enquêteurs désignés pour l'EP du PLUI de RLV  
Voici la Contribution de FNE63 à EP PLUI RLV  
Cordialement  
R.BOYER  
Message de sécurité

Mail receptionné le 11/07/2022 à 7:10

---

**Observation n° 148 du 11 juillet 2022 - 09:20**

**Défavorable**

Auteur : Laurent Campos-Hugueney Organisation : Confédération paysanne du Puy de Dôme

Bonjour, veuillez trouver ci-joint la contribution de la Confédération paysanne du Puy de Dôme à l'enquête publique.  
Bien Cordialement.

**Observation n° 149 du 11 juillet 2022 - 09:48**

*Auteur : anonyme*

A l'attention de monsieur le président de la commission d'enquête publique du PLUI de

RLV;Bonjour, en tant qu'habitant d'Argnat, je me permet de vous écrire mon mécontentement envers la création d'un lotissement prévu sur la zone 1AURG.

Argnat est un magnifique petit village qui d'année en année perd malheureusement de son charme étant donné la construction en masse de maisons ( lotissement des Galoubies ) ayant prit place sur d'anciens terrains agricoles ou boisés. Ne reproduisent pas cette erreur! De nos jours, il nous reste très peu d'agriculteurs alors laissons leur le droit d'exercer leur travail. Ne supprimons pas tout le charme de la flore et de la faune que nous avons. Argnat est un village où nous avons encore la chance d'apercevoir de nombreux animaux sauvages.

Aujourd'hui c'est un endroit très calme avec de petites routes où l'on ne peut pas se permettre d'augmenter la circulation routière car le confort des riverains ainsi que les nombreux promeneurs en dépend. Jusqu'à présent le bien-être et la tranquillité ne doivent pas être bouleversés à cause de nouvelles constructions à grande ampleur.

Plusieurs communes voisines se voient annuler des projets de construction d'habitations car les réseaux d'eau ne sont plus appropriés, et nous il faudrait construire ? Avec aussi une école qui actuellement ne peut pas accueillir tous ses élèves et qui sont envoyés à celle de Sayat. Et une crèche à Sayat où le nombre de places est trop faible pour la commune.

Je ne peux pas garder en moi ma tristesse concernant l'élaboration de ce lotissement c'est pour cela que je vous demande tout comme la grande majorité des habitants d'Argnat de bien vouloir annuler ce projet.

Cordialement

Julian ARMAND  
16 route de Sayat  
Argnat  
63530 SAYAT

Mail réceptionné le 11/07/2022 à 8:35

---

**Observation n° 150 du 11 juillet 2022 - 09:57**

*Auteur : anonyme*

bonjour monsieur

je souhaiterais savoir qui va payer les travaux d'aménagement de la voirie pour le futur lotissement au mas d'Argnat en zone 1AURG ?

en effet, le chemin près du mas comme son nom l'indique est un chemin et pourtant dans votre projet il devient accès principal du nouveau lotissement.

avec 36 habitations à construire des aménagements s'imposent? mais qui va les financer ?

les futurs acquéreurs ? ou nos impôts ?

personnellement je refuse que mes impôts financent la voirie qui de surcroît va déranger ma sérénité.

**Observation n° 151 du 11 juillet 2022 - 11:13**

**Défavorable**

Auteur : Catherine Korachais

Bonjour,

J'ai pris connaissance de l'évaluation d'ATTAC 63 sur le PLUi de RLV, et les points qu'ils soulèvent sont très importants à mes yeux pour l'avenir de ce territoire et de ses habitants. Parmi ce qui me paraît primordial, je suis très inquiète par la croissance de l'artificialisation et la bétonnisation des sols. Je vous prie d'envisager la préservation des terres agricoles existantes et de nos ressources en eau, et de penser à développer plutôt une économie locale, résiliente et autonome, dans ce contexte de crise climatique et de la biodiversité, de crise de l'énergie, et de guerre... Une politique sociale forte est d'autant plus importante dans ce contexte critique, et il est nécessaire que le parc de logements sociaux corresponde aux besoins des habitants.

Je copie ici les grandes lignes de l'évaluation d'ATTAC 63:

1/ Contrairement à ce qui est affiché, le PLUi de RLV ne respecte la loi Climat et résilience du 22/08/2021

2/ Il poursuit la destruction de terres agricoles de qualité aux dépens de notre résilience alimentaire.

3/ L'évaluation environnementale doit être sérieusement retravaillée.

4/ Le PLUi prévoit une consommation foncière excessive

5/ Le PLUi prévoit tendance à urbaniser rapidement sans suffisamment anticiper sur les besoins futurs

6/ Le PLUi ne prévoit pas suffisamment de logements sociaux

7/ Le PLUi promeut la multiplication de bassins de rétention d'eau ("bassines") et c'est une aberration

Le modèle agricole prédominant sur la plaine de la Limagne est fortement impliqué dans la problématique de l'eau sur ce territoire (qualitativement: présence de nitrates dans une des 5 nappes d'eau souterraines du territoire, quantitativement: forte augmentation des prélèvements en eau du fait de cultures d'irrigation, alors même qu'on constate une moindre recharge des nappes souterraines les dernières années à cause des fortes chaleurs et faibles précipitations)

L'AOP CC Changement climatique préconise en milieu agricole

- pour limiter l'évapotranspiration et l'érosion des sols d'avoir des pratiques agréoécologiques, un couvert végétal des sols, de favoriser l'infiltration et la rétention d'eau dans le sol et de développer les haies
- pour une utilisation raisonnée et partagée de la ressource en eau: l'amélioration des capacités de recharge des nappes phréatiques, des pratiques et cultures moins gourmandes en eau, des

systèmes d'irrigation économes en eau, des retenues de substitution ou des retenues colinaires. Seule la "thématique de l'eau agricole et de l'irrigation a été intégrée : les bassins de rétention collectifs sont autorisés dans toutes les zones agricoles". Quid des autres préconisations? Par ailleurs, contrairement aux autres mesures préconisées dans l'AOP CC qui favorisent un usage optimum de l'eau disponible, les systèmes de rétention d'eau la gaspillent. En effet les réserves d'eau en surface - à la grande différence des réserves d'eau souterraines - perdent par évaporation une quantité importante de l'eau retenue. Faire ainsi la promotion des bassins de rétention est une aberration et encourage la poursuite de cultures (de maïs en particulier) et de modèles agricoles qui sont de plus en plus inadaptés aux évolutions climatiques et aux besoins des populations.

8/ Enfin je partage également l'avis d'ATTAC 63 concernant le manque d'information des habitants du territoire: l'enquête est arrivée tardivement sans que les enjeux concrets pour notre territoire ne soient explicites et compréhensibles pour le grand public. La terminologie du PLUi est très technique et en soi constitue une barrière à l'appropriation par la population. Personnellement, j'en ai pris la mesure quand j'ai lu l'évaluation d'ATTAC63. Cette communication lacunaire empêche le débat citoyen et freine la participation des habitants à la réflexion sur le territoire qu'ils occupent.

Merci pour votre considération.

---

#### **Observation n° 152 du 11 juillet 2022 - 11:41**

##### **Favorable**

Auteur : Claude BARBIN Organisation : CCI Puy-de-Dôme Clermont Auvergne Metropole

En complément de son avis précédent du 16 mai 2022, la CCI souhaite attirer l'attention sur un point supplémentaire en lien avec l'aménagement commercial.

Retrouvez notre avis argumenté en pièce jointe.

---

#### **Observation n° 153 du 11 juillet 2022 - 11:54**

##### **Défavorable**

Auteur : Hervé BROSSARD

Bonjour,

Propriétaire indivis avec ma sœur Mme Viard Maryline née BROSSARD de la parcelle ZB 402 actuellement classée en zone AU4, nous demandons le reclassement de celle-ci en zone Ug comme la parcelle ZB 401 qui nous jouxte. La viabilité totale est présente sous la parcelle Rue de la BOULE et une conduite est également présente chemin des Vivaies.

---

#### **Observation n° 154 du 11 juillet 2022 - 11:55**

##### **Défavorable**

Auteur : martine corniou

OAP sectorielle les Moulins Blancs MALAUZAT

A défaut, d'un classement en zone Nature de cette zone en bordure de ZNIEFF qui revêt par

ailleurs un intérêt paysager(murets et arbres remarquables),patrimonial (calvaire en patrimoine vernaculaire) et convivial ( banc, grand tilleul, bordure de noyers, chemin piétonnier)

J'insiste sur la nécessité :

-De n'avoir qu'un accès direct sur la rue des Moulins Blancs au niveau de la parcelle 54 pour préserver la sécurité routière et l'intégrité de la place.

-De ne pas entraver la circulation animale par des grillages en fond de parcelle

-D'adjoindre à cette OAP la parcelle 192 qui est alimentée par une source et cultivé en potager au titre des zones humides

Cordialement

---

### **Observation n° 155 du 11 juillet 2022 - 11:56**

**Défavorable**

*Auteur : anonyme*

Bonjour

Habitant et ayant acheté une maison déjà existante a Argnat depuis maintenant 5 ans. J'ai pu trouver dans ce petit village rural une tranquillité et une proximité avec la nature.

En apprenant par hasard lors d'une discussion avec un habitant du village la construction d'un lotissement d'environ 36 maisons, j'ai été personnellement très touché.

Depuis la construction de l'AFU de Galobies il y a 4 ans j'ai déjà pu remarquer que la circulation dans le village est ces petites rues était plus que compliqué et de nombreuses personnes roulent bien plus vite que la vitesse autorisé (50km/h) qui elle est déjà élevée, sachant que dans la plupart des rues : deux voitures croisent difficilement. De nombreux chats sont percutés en plein village : espérons que ce ne soit jamais un enfant...

Etant issue d'un milieu agricole je trouve ça dommage de bétonner les meilleures parcelles agricoles d'Argnat. Il ne faut pas oublier que l'on a aussi des agriculteurs sur la commune qui servent aussi à nous nourrir avec des produits FRANCAIS ou vont -il pouvoir semer leur culture ou faire pâturer leurs vaches ??

Avec de telles destructions et la météo actuelle (fort orage- forte chaleur) les parcelles agricoles nous permettent d'absorber ces différents aléas mais aussi d'abriter tous les animaux que l'on peut retrouver dans cette zone AURg

De plus cette zone est utilisée pour les potagers de nombreux habitants qui, au vu de la forte augmentation de la vie quotidienne, sont bien contents d'avoir leur légume produit à faible coût.

Je pense qu'il serait plus judicieux de combler les dents creuse de ce petit village, de privilégier l'achat de maison déjà existante dans le village ou de construire ou les terres sont pauvre et ne sont pas propice à l'agriculture

Merci pour l'intérêt que vous porterez à mon courrier,

Bien Cordialement

M.Moreaux Ludovic

---

### **Observation n° 156 du 11 juillet 2022 - 12:05**

*Auteur : anonyme*

Chère Madame, Cher Monsieur,

Je me permets de prendre attache auprès de vous dans le cadre de l'enquête publique du PLUi de Riom Limagne et Volcans, en ma qualité de Président de la Société A2P Invest'immo.

Se joignent à ma présente demande Monsieur Didier IMBERT, Maire de la Commune de Clerlande, qui nous lit en copie, ainsi que Monsieur Bernard BRESSON et Madame Nicole JAFFEUX, tous les deux propriétaires des parcelles cadastrées section AA, numéros 54 et 87.

La Société A2P Invest'Immo va se substituer à la Société NASKO IMMO ayant signé deux avant-contrats portant sur l'acquisition des terrains (AA 54 et AA 87), en zone 1AUG sur la Commune de Clerlande devant faire l'objet d'une opération d'aménagement d'ensemble.

Ces promesses de ventes ont été signées en incluant la condition suspensive d'obtention d'un permis d'aménager en respectant les règles de l'OAP « Chemin des Hortensias », que vous trouverez en pièce jointe.

A ce jour, le permis d'aménager a été déposé avec un accès par les parcelles cadastrées section AA numéros 82 et 83, constituant l'assiette du Chemin des Hauts de Clerlande appartenant actuellement à Monsieur Michel IMBERT, qui a réalisé un lotissement dont les parcelles filles sont les suivantes section AA numéros 63 à 71 (vendues et ayant fait l'objets de constructions) et les parcelles cadastrées section AA numéros 82 et 83 (chemin d'accès).

La Commune ayant pris une délibération, que vous trouverez en pièce jointe, pour racheter les parcelles assiettes du Chemin des Hauts de Clerlande, et faire tomber ces dernières dans le Domaine Public, comme cela été prévu dans l'autorisation d'urbanisme délivrée pour ce lotissement.

Malheureusement, lors de la réalisation du lotissement de Monsieur Michel IMBERT, l'association syndicale gérant la voirie, et dans laquelle chaque acquéreur rentre de plein droit au moment de l'acquisition du terrain à bâtir, n'a pas été constituée?

La collectivité ne peut donc pas se porter acquéreur des parcelles assiettes de la voirie, alors que cela été prévu dans le permis d'aménager de l'époque?.

A ce jour, pour remédier à la situation, il faut que le Notaire constitue l'association syndicale avec l'ensemble des propriétaires du lotissement, et que ces derniers procèdent à un vote à l'unanimité pour accepter la cession de la voirie.

Malgré plusieurs relances auprès du Notaire chargé du dépôt de pièces du lotissement et ayant réalisé lesdites acquisitions, nous sommes sans réponses, lui-même n'ayant pas de retour des colotis?

Nous avons alors évoqué le fait de passer par un second lotissement ayant

été réalisé à l'aspect Nord-Ouest de notre projet, dont les parcelles issues de la division sont cadastrées section ZN numéros 172 à 193 ; pour laquelle opération la parcelle assiette du la voirie, cadastrée section ZN numéro 195, devait elle aussi être rétrocédée à la collectivité après réalisation de tous les travaux et la vente de l'ensemble des lots, comme il été prévu dans l'autorisation d'urbanisme.

Malencontreusement, cette opération a fait l'objet de la même « coquille » que l'opération que nous vous avons relatée précédemment.

Nous retrouvant dans l'impasse, et ne sachant pas si les voiries pourront un jour être rétrocédées à la Commune de Clerlande, compte tenu de l'ensemble des accords à obtenir et des délais administratifs, Nous avons envisagé, après entretien avec Monsieur Didier IMBERT, et Monsieur Denis DAIN, son adjoint, de créer un accès à l'aspect Nord du second lotissement que nous vous avons évoqué, ainsi qu'il résulte du tracé en violet sur le plan que vous trouverez en pièce jointe.

Ce nouvel accès aura lieu sur la parcelle cadastrée section ZN numéro 194, appartenant actuellement à Madame Nicole JAFFEUX (avec qui nous avons signé un compromis de vente pour une partie de l'opération en cours de réalisation), qui est entièrement d'accord pour nous céder une partie de son terrain afin de nous permettre de réaliser l'accès au futur lotissement.

Néanmoins, nous nous trouvons face à un problème de zonage, cette parcelle cadastrée section ZN numéro 194 est actuellement en zone A ; et en conséquence nous ne pouvons pas réaliser de chemin d'accès sur cette dernière.

La présente requête a donc pour objectif la demande de déclassement en zone U d'une partie de la parcelle cadastrée section ZN numéro 194, pour réaliser le chemin d'accès et ainsi permettre la réalisation de l'opération envisagée.

Je tiens à vous préciser qu'à ce jour, nous sommes déjà en possession des financements pour réaliser l'opération, et nous avons déjà bien avancé sur le projet, pour lequel nous sommes inopportunément bloqué.

Les erreurs de gestion des opérations alentours étant fort pénalisantes pour les propriétaires des terrains objet de l'OAP « Chemin des Hortensias » ?

Tenant à vous remercier pour toute l'attention que vous allez porter à ma demande,

Je reste bien entendu à votre entière disposition pour échanger sur la présente situation,

Et vous prie de croire, Chère Madame, Cher Monsieur, en l'assurance de mes



sentiments dévoués.

\*M. Alexandre VUILLEMIN\*

\*Président A2P Invest?Immo\*

\*06.70.13.53.37\*

PS : Afin de vous aider à comprendre la situation vous trouverez en pièce jointe au présent mail un plan contenant les deux accès posant problèmes en jaune, ainsi que l'accès envisagé en violet pour lequel nous demandons le classement en zone aménageable.

Mail réceptionné le 11/07/2022 à 11:47

---

**Observation n° 157 du 11 juillet 2022 - 12:17**

**Défavorable**

Auteur : Elsa Montagne-Rage

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Je me joins aux nombreux avis déplorant un PLUI qui ne respecte pas l'environnement, la biodiversité, l'agriculture paysanne (La confédération paysanne 63, attac63, les nombreux habitants d'Arnat qui se mobilisent...). Que faut-il de plus pour qu'enfin les projets soient pensés sur la durée et n'aient d'autre leitmotiv que la rentabilité financière et l'immédiateté?

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Commissaire Enquêteur, l'expression de ma considération distinguée.

Elsa MONTAGNE-RAGE

---

**Observation n° 158 du 11 juillet 2022 - 12:51**

*Auteur : anonyme*

Monsieur le commissaire enquêteur,

Je me permets de vous écrire concernant le projet de lotissement sur la zone 1Aurg à Arnat.

J'émet un avis défavorable concernant ce projet.

J'habite Arnat depuis 27 ans et j'apprécie énormément ce village, il permet d'être proche de la ville et avoir tous les avantages de la campagne. Contrairement à la ville de Sayat, Arnat a su jusqu'à présent conserver son authenticité et son village et ses racines paysannes. Il me paraît donc important de pour suivre dans ce sens.

Il y a peu de temps est venu s'implanter une AFU plutôt très importante par rapport à l'échelle du village, un problème de voirie s'est alors posé car les routes pour accéder à cette AFU sont étroites, le problème a été résolu de façon très succincte car les voies d'accès sur la commune sont toujours dans le même état (étroites, délabrées, etc...); l'école est surchargée d'enfants avec 30 enfants par classe et les murs ne sont malheureusement pas extensibles... Et là, de nouveau une autre AFU est envisagée de la même ampleur que la précédente et de ce fait les mêmes problèmes arriveront...

Je comprends la pression foncière qu'il y a sur Argnat mais une AFU si volumineuse n'est pas adaptée pour un village comme Argnat.

De plus nous avons la chance d'être à 2 pas de chemins encore boisés ou nombreux se promènent c'est donc avec une grande nostalgie que nous verrons cela disparaître pour du béton.

Monsieur le commissaire, à Argnat nous avons une qualité de vie qui n'est pas négligeable et comme nous tous habitants d'Argnat souhaitons la conserver.

Je vous présente mes sincères salutations.

Sarah Soulfour

Envoyé depuis l'application Mail Orange

Mail réceptionné le 11/07/2022 à 12:10

---

**Observation n° 159 du 11 juillet 2022 - 12:56**

*Auteur : anonyme*

Monsieur le Commissaire enquêteur, je me permets de vous écrire suite à notre entretien du 28 Juin 2022. Comme je vous l'ai signalé ce jour-là, je suis contre le projet de construction de 36 maisons sur la zone 1AURg d'Argnat et vous demande de reclasser cette zone en zone A ou N (comme l'avait demandé la DDT). En effet je viens d'acheter une maison le 13 mai dernier sur les parcelles 280 et 210 du chemin du prè du Mas et je n'ai pas été mise au courant de ce projet auparavant. La mairie n'aurait-elle pas dû m'avertir de ce gros DETAIL ? L'achat de cette maison est pour moi LE projet de ma vie, j'ai injecté toutes mes économies dans cet achat et j'ai cru avoir trouvé LA perle rare tant recherchée depuis des années? La maison est située à Argnat, village où je suis née et que j'aime tant pour son calme, la proximité avec la nature et le fait qu'Argnat ait gardé ce caractère rural où les gens se connaissent et où les échanges entre les personnes sont simples et agréables. A cela s'ajoute le fait que la maison soit située en bout de chemin sans aucun vis-à-vis avec autour des arbres, des jardins, des champs, des animaux et peu de passage de véhicule. Pour moi tous ces critères étaient importants et ils ont fortement motivé ma volonté d'acquérir ce bien immobilier? Je recherchais donc tranquillité et calme, je l'avais trouvé ! J'étais si heureuse !! Mais voilà, 1 mois après mon rêve s'écroule? j'apprends que la verdure et le calme de cet environnement vont bientôt être remplacés par des maisons, du goudron, du béton, des nuisances sonores et une bonne dose de pollution diffusée par le va et vient des voitures des 36 maisons qui vont bientôt sortir de terre ! Le CAUCHEMAR commence? Je pense à mes voisins qui habitent le quartier depuis, parfois, plus de 40 ans, qui aiment leur village et leur cadre de vie si tranquille, leur quartier où il fait bon vivre? J'ai eu beaucoup de peine en discutant avec eux, en voyant leur état de stress et d'inquiétude, ils ne pensent plus qu'à cela et n'en dorment plus la nuit... Ils voient à ce jour, que tout ce qu'ils ont construit ici va s'écrouler et ils se sentent, nous nous sentons, impuissant face aux autorités qui prennent les décisions et qui ont donc le pouvoir de changer la vie des gens en signant quelques papiers. Nous

sommes désespérés, impuissant, en colère, tristes?

J'ai pu constater dans les quelques vidéos de RLV que l'on parlait souvent de la volonté d'assurer une bonne qualité de vie aux FUTURS habitants sur les zones constructibles qui leur seront dédiées. Mais quand est-il de celle des habitants vivants actuellement à proximité de ces zones ? est-ce qu'on y pense ? si ces personnes ont construit leur vie entourée de champs, de chemins de randonnées, d'arbres et de jardin c'est un choix ! Déplacez-vous ! venez à la rencontre de ces gens, voyez où ils vivent, comment ils vivent en harmonie avec la nature les entourant ! Ils aiment vivre comme cela et ne voient pas leur vie autrement, mais leur intérêt et l'impact sur leur qualité de vie A EUX sont-ils pris en compte ? Les personnes qui vont venir construire sur cette zone 1AURg ne seront certainement pas dans le même état d'esprit, puisqu'ils vont construire leurs maisons sur des parcelles de terrain d'environ 600m<sup>2</sup> les uns à côté des autres et ne connaissons pas ce que c'est de profiter de ce lieu qui auparavant était un coin de nature calme et agréable. Ce qui va par conséquent modifier l'âme et les valeurs du quartier instaurés depuis des années. Je ne leur jette pas la pierre à eux mais aux décideurs qui par de belles phrases se déculpabilisent du mal qu'ils font autour d'eux.

Je pense aux autres habitants d'Argnat, qui habitent Argnat pour les mêmes raisons évoquées précédemment, qui n'ont pas été informés et qui vont eux aussi SUBIR les conséquences néfastes de ce projet.

J'aimerais aussi signaler que la voirie n'est pas adaptée pour accueillir un volume de véhicules aussi important. La route de Sayat Argnat notamment les deux virages vers l'école sont dangereux, il n'est pas rare que pour se croiser les automobilistes se déportent sur les trottoirs. La route des eaux quant à elle est véritablement dangereuse car elle est déjà empruntée par de nombreuses voitures qui pour la plupart ne respectent pas les limitations et roulent à des vitesses excessives. Concernant la rue du château, celle-ci est très étroite et il est donc difficile de s'y croiser, vouloir faire la sortie de l'AFU à cet endroit semble délicat puisque en augmentant le nombre de voitures les accidents et les incivilités vont être de mises. Enfin le chemin près du mas est comme son nom l'indique un « chemin » qui borde le village, ce qui est un atout et un avantage pour les habitants. En effet, il est très emprunté par les villageois puisqu'il est facilement accessible et à proximité des habitations. Il permet aux familles de pouvoir se balader facilement et sereinement avec leurs enfants, c'est un endroit important pour les gens du village, une petite bouffée d'oxygène et de nature. Détruire ce chemin c'est négliger les avantages qu'il apporte aux gens et détruire un peu plus la qualité de vie que nous avons à Argnat.

De plus, il en va de soi qu'écologiquement parlant le bétonnage des surfaces verte, naturelle et agricole ne fait qu'empirer la

situation actuelle, puisque notamment la terre absorbe les fortes précipitations et les espaces verts contribuent à atténuer les effets indésirables du réchauffement climatique. On sait aussi que la zone ou l'AFU doit sortir de terre, abrite une multitude d'espèces d'animaux qui vont voir LEURS habitats détruits par l'activité humaine, une fois de plus... On ne respecte pas la nature et l'argent même la dance?

La commune approuve ce projet pour encaisser plus de taxes foncières au détriment du bien-être de ses villageois et au détriment des générations futures à qui nous construisons un avenir bien morose, ou les terres agricoles et les espaces naturels se feront de plus en plus rare et ou des espèces animales vont finir par disparaître?

Ne vaudrait-il pas mieux privilégier la réhabilitation des bâtiments anciens plutôt que de continuer à construire et détruire ?

Je vous remercie par avance de votre attention et vous prie de recevoir l'assurance de toute ma considération.

Laura Lieuteret

Mail réceptionné le 11/07/2022 à 12:50

---

**Observation n° 160 du 11 juillet 2022 - 14:20**

**Ne se prononce pas**

Auteur : loic mathieu

Bonjour,

Je fais suite aux différents mails envoyés par Mr Jabot et moi même et me permets de vous donner un aperçu de notre projet si il venait à se débloquer sur la zone de Mozac.  
Nous vous remercions d'avance pour la prise en considération de notre demande.  
Cordialement.

---

**Observation n° 161 du 11 juillet 2022 - 14:38**

**Défavorable**

Auteur : Elodie SOULIER

j'émets une réserve concernant le PLUI sur la commune d'Ennezat rue du soleil Levant.  
Propriétaire de la parcelle 0212 section AC devenant une zone AUR, cette parcelle est l'unique chemin d'accès à ma parcelle 0270 section AC Zone Agricole. Ce chemin est donc inclus dans une

zone constructible et je souhaite conserver librement cet unique accès à ma parcelle agricole. Plusieurs promoteurs m'ont déjà sollicitée pour acheter ce chemin (parcelle 0212 section AC) , me rendant l'accès impossible à ma parcelle agricole (0270 section) d'où un refus catégorique de ma part à céder cette parcelle.

---

**Observation n° 162 du 11 juillet 2022 - 14:50**

**Défavorable**

Auteur : Muriel Pelletier

Monsieur le commissaire enquêteur,

Je souhaite vous faire part de mon opposition au projet de lotissement et à la construction de 36 maisons dans le village d'Argnat.

En effet, le village n'est pas dimensionné pour accueillir autant de nouveaux habitants de manière aussi rapide, tant en ce qui concerne les axes de circulation qui sont déjà dangereux qu'en ce qui concerne la capacité d'accueil des écoles.

De plus, comment ne pas s'interroger au jour d'aujourd'hui, sur un tel choix de supprimer des zones vertes permettant de conserver une certaine biodiversité (et oui, il y a encore des oiseaux à Argnat) pour bétonner et goudronner à la place ?

Le chemin près du mas, itinéraire de balade pour les habitants d'Argnat, pour les enfants du village, pour les habitants des communes alentours serait goudronné ?!! Quelle tristesse !

Enfin, le village n'accueillant aucun commerce de proximité excepté l'auberge, tout serait alors réuni pour en faire un vrai village dortoir où chacun prendrait sa voiture pour aller travailler, puis pour aller faire ses courses puis pour aller chercher ses enfants etc etc... Il ne me semble pas que cela soit vraiment dans l'air du temps.

J'espère que ce courrier trouvera un écho favorable auprès de vous.

---

**Observation n° 163 du 11 juillet 2022 - 14:51**

**Défavorable**

Auteur : Muriel Pelletier

Monsieur le commissaire enquêteur,

Je souhaite vous faire part de mon opposition au projet de lotissement et à la construction de 36 maisons dans le village d'Argnat.

En effet, le village n'est pas dimensionné pour accueillir autant de nouveaux habitants de manière aussi rapide, tant en ce qui concerne les axes de circulation qui sont déjà dangereux qu'en ce qui concerne la capacité d'accueil des écoles.

De plus, comment ne pas s'interroger au jour d'aujourd'hui, sur un tel choix de supprimer des zones vertes permettant de conserver une certaine biodiversité (et oui, il y a encore des oiseaux à Argnat) pour bétonner et goudronner à la place ?

Le chemin près du mas, itinéraire de balade pour les habitants d'Argnat, pour les enfants du village, pour les habitants des communes alentours serait goudronné ?!! Quelle tristesse !

Enfin, le village n'accueillant aucun commerce de proximité excepté l'auberge, tout serait alors réuni pour en faire un vrai village dortoir où chacun prendrait sa voiture pour aller travailler, puis pour aller faire ses courses puis pour aller chercher ses enfants etc etc... Il ne me semble pas que cela soit vraiment dans l'air du temps.

J'espère que ce courrier trouvera un écho favorable auprès de vous.

---

**Observation n° 164 du 11 juillet 2022 - 14:53**

**Défavorable**

Auteur : Charlotte COURTADON

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Lors de ma visite à la mairie de Sayat le 28 juin, concernant le PLUi pour la commune de Sayat sur le village d'Aragnat j'ai été très choqué d'apprendre qu'une trentaine de maisons étaient prévues sur la zone 1AURg. Je m'oppose à la création des 36 maisons prévues sur cette zone pour plusieurs raisons qui me sont toutes aussi importantes.

Tout d'abord, Aragnat petit village d'environ 700 habitants a vu sa population s'accroître rapidement suite à la création d'un lotissement sur la zone des Galoubies où 40 maisons sont nées en l'espace de 2ans. Ce lotissement en plus de dénaturer le village met en avant une zone bétonnée au milieu de la verdure qu'est encore le village d'Aragnat... Des peupliers et des sapins ont été détruits malgré leur âge important et la présence de petites chouettes. Je ne comprends pas qu'au jour d'aujourd'hui nous ne devons pas respecter l'environnement lors de nos constructions nouvelles.

La zone 1AUgr, actuellement boisée, et cultivée pour des petits jardins des habitants présente une multitude d'arbres et bosquets et accueillent des animaux sauvages, oiseaux et insectes primordial à l'écosystème. Cette zone nous est chère pour une multitude de raisons et permet aux habitants de se sentir bien et de trouver la tranquillité et la nature que les habitants d'Aragnat recherchent pour jardiner, se balader, s'oxygéner. J'ai toujours vécu à Aragnat et j'aime mon village pour le bien être qu'il m'apporte, la nature devant ma porte et nous sommes nombreux à vivre ici pour cette qualité de vie.

Un nouveau lotissement d'une telle envergure serait encore démesuré pour le village, les voiries ne sont pas adaptées pour recevoir autant de véhicules (40maisons = environ 80 voitures...). J'habite 27 rue du Souleillet et je suis juste devant l'une des routes empruntées par le lotissement des Galoubies, la circulation a doublé et la vitesse n'est pas adaptée aux enfants qui ont l'habitude de faire du vélo ou de la trottinette dans ce quartier. Cela sera identique au niveau de la zone 1AUgr, circulation intense sur des routes trop étroites qu'il faudra donc aménager. Ne devons-nous pas finir un projet avant d'en commencer un nouveau ? (voiries autour du lotissement des Galoubies).

Dans le contexte actuel, le marché de l'immobilier est compliqué et je comprends le souhait de construire à Aragnat. Mais ne serait-ce pas plus adapté à la superficie de notre village que de prioriser la rénovation de maisons ou l'utilisations de zones creuses, au lieu de monter une étendue de bitumes avec des maisons entassées dans une zone connue comme verte et naturelle ? Aujourd'hui encore plus qu'avant nous avons besoin de nos sols pour absorber les pluies torrentielles que nous avons régulièrement mais aussi des arbres et des coins de verdure pour apporter de la fraîcheur et éviter la sécheresse des sols que nous subissons chaque été. Le réchauffement climatique est d'actualité, continuons-nous à fermer les yeux pour assouvir la soif d'argent de certains ?

Je vous remercie de l'attention que vous porterez à mon courrier, et je vous prie d'agréer mes

salutations les plus distinguées.

Charlotte Courtadon

---

**Observation n° 165 du 11 juillet 2022 - 15:17**

**Favorable**

Auteur : Laurent BENAY

Dans le cadre de l'OAP de l'argentière, pourquoi ne pas avoir englobé les parcelles numéro 423 et 89 appartenant au SMAF (d'une superficie respective de 927 m2 et 3090 m2) ? Toujours dans le cadre de cette OAP de l'argentière, pourquoi ne pas avoir positionné "l'équipement public de rétention des eau pluviale (dans le schéma de composition) ainsi que sa superficie ?

---

**Observation n° 166 du 11 juillet 2022 - 15:31**

**Défavorable**

Auteur : Hervé BROSSARD

Bonjour,

Concernant l'observation #153 je précise qu'il s'agit de la commune d'Enval 63530

---

**Observation n° 167 du 11 juillet 2022 - 16:17**

**Ne se prononce pas**

Auteur : Arnaud FAURE DE SMET

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

je fais suite à ma visite de ce jour en Mairie de Volvic où je vous ai laissé les pièces complémentaires à cette demande sous le numéro d'observation 17.

Je viens vers vous pour vous faire parvenir les arguments allant à l'encontre de l'OAP prévue concernant les parcelles cadastrées section ZA n°19 et 169.

La parcelle ZA 19 précitée est actuellement classées en zone UC du PLU de VOLVIC laquelle est définie au sein du rapport comme étant directement constructible en l'état. Et la parcelle ZA 169 est en Zone Agricole et depuis la Loi ALUR, la règle est de préserver les-dites terres agricoles.

Or, le projet de PLUi prévoit une OAP sectorielle intitulée « Chemin de la Vallière » au niveau de ces 2 parcelles ce qui subordonnera la constructibilité de ces parcelles à la mise en œuvre d'une opération d'ensemble (ici 2 maisons groupées avec 6 logements dont 20 % en logement sociaux). Cette OAP porte préjudice à la déclaration préalable n°06347022R0081 déposée le 28/06/2022 par Géo Conception pour division en deux lots à construire pour mon frère Romain et moi-même de la parcelle ZA n°19 (et ZA n°169 pour mettre les bêtes (dont les chevaux de ma compagne)). Nous souhaitons y chacun construire une maison individuelle afin de nous rapprocher pour vivre l'un près de l'autre.

Pour cela, des frais conséquents ont été engagés pour le bornage ainsi que la division.

Par ailleurs, le projet d'OAP prévoit un accès au terrain via le chemin de la Vallière (si étroit qu'il est impossible de croiser à 2 voitures) qui déboucherait sur la D16 en plein virage, sans visibilité et donc extrêmement dangereux. Sur le cadastre, ce chemin est identifié comme ne débouche pas sur la D16. Or, actuellement il est en service et factuellement ouvert sur la D16 depuis la 1ère

tranche importante de travaux effectués à Moulet-Marcenat. Or 6 logements correspondraient a minima à 12 véhicules circulant le long du bassin de rétention d'eau pour les Eaux de Volvic ce qui poserait un problème écologique.

En espérant que cette requête trouvera un avis favorable auprès de vous afin que les parcelles ZA 19 et 169 restent en zone UC et que l'OAP prévue ne soit pas autorisée à cet endroit.

Bien cordialement,

Arnaud Faure De Smet

Ainsi que pour Romain Faure DE Smet

---

#### **Observation n° 168 du 11 juillet 2022 - 16:17**

**Ne se prononce pas**

Auteur : Stéphane PARISOT

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

L'annexe 5-4 du PLUi de "Riom limagne & volcans" en cours d'approbation fait apparaître un nouvel emplacement réservé (N°14 - parcelle ZB 350) dont l'objet est "Réserve foncière" au profit de la commune d'ENVAL, sans aucune précision supplémentaire.

(Voir pièce jointe 2\_5-4\_EMLACEMENTS\_RESRVES-ENVAL.pdf page 31)

Mais la constitution de cette nouvelle "réserve foncière" sans finalité ni perspective de projet (même relativement vague et lointain) me semble en contradiction avec les articles L. 221-1 et L. 300-1 du CGCT.

La lecture de la jurisprudence concernant des cas comparables me laisse même penser qu'il existe une réelle problématique de légalité, une erreur manifeste de la commune d'ENVAL et que la constitution du nouvel emplacement réservé serait en réalité une simple opération de spéculation foncière mal déguisée ...

Pouvez-vous faire toutes les vérifications nécessaires afin d'éviter que l'approbation de nouveau PLUi ne donne une apparence légale à une opération de spéculation foncière ?

Cordialement,

S.P.

---

#### **Observation n° 169 du 11 juillet 2022 - 16:27**

**Défavorable**

Auteur : ELISABETH TAILLANDIER

Propriétaire sur Paugnat de la parcelle ZT n°256 depuis 2003, mais aussi exploitante agricole non surfacique en bio puisque je possède des abeilles depuis 1998, j'ai acquis justement cette parcelle au motif qu'une partie était non constructible ( et devait le rester ) en raison de la présence de la rivière qui traversait le terrain et de la partie nord de la parcelle fortement caillouteuse qui empêchait toute construction. Je devais aussi être implantée dans le Parc des Volcans afin d'être dans la zone de montagne définie par la préfecture pour l'appellation de mes productions.



J'ai implanté sur ma parcelle qui est aussi mon domicile les activités d'élevage et de sélection des abeilles ( 25 colonies en été ) qui nécessitent une présence quotidienne 7/7 tout en respectant les arrêtés préfectoraux limitant les distances de sécurité indispensables en vigueur dans le Puy de Dome.

Mes abeilles orphelines bénéficient d'un secteur protégé et particulièrement riche en biodiversité florale sauvage et en souches d'abeilles adaptées.

La partie non constructible de ma parcelle l'est devenue sans que j'en ai été informée et, si je l'avais été, je m'y serai fortement opposé tant il me paraît compliqué d'implanter d'autres constructions de part la géographie du lieu et la nécessité de protéger la rivière située dans le creux, donc le réceptacle de tous les ruissellements en amont.

La modification du PLUi et le passage des propriétés limitrophes en zone 2AUR signifierait dans 2 à 5 ans - selon Mr Chansard maire de Charbonnières les Varennes - autour de ma parcelle pas moins de 18 constructions avec inévitablement goudronnage des accès ( ruissellement encore plus accentué chez moi ), disparition de la flore locale, mais surtout les inévitables plaintes sur la proximité des abeilles comme celles que nous voyons fleurir dans les médias. Actuellement, aucun de mes voisins ne s'est plaint de problématique liée à mes abeilles.

Je demande donc le maintien de cet environnement en zone sauvage et préservée dans le centre du village.

A titre personnel, je ne comprends d'ailleurs pas comment dans une commune où la ressource en eau a récemment limité les constructions on pourrait ajouter sans problèmes pour les propriétés existantes voisines 18 familles en plus.

Je reste à votre disposition pour toute information que vous jugeriez utile et vous remercie par avance de l'intérêt que vous prendrez à ma requête.

E. Taillandier

---

#### **Observation n° 170 du 11 juillet 2022 - 16:27**

##### **Défavorable**

Auteur : Martine CONSORTS ROUGIER Organisation : EARL MADELLAGRI

Demande de suppression d'OAP

Avec mes frères et soeur, nous demandons la suppression de l'OAP sur la commune de Surat correspondant aux parcelles C n° 114, 115 et 116 entre la rue de la Vaure et la rue Marignier (parcelles issues de la succession de nos parents).

Ces parcelles considérées comme "dents creuses" pourront très bien être aménagées de façon correcte avec toutes les autorisations de RLV par lots ; en les arborant sans pour autant être obligés de créer un cheminement d'une rue à l'autre en plein travers. A ce jour, une esquisse d'aménagement a été faite par un cabinet de géomètres ; elle sera soumise au service urbanisme lors du dépôt du permis d'aménager.

En espérant que notre demande sera examinée et prise en considération, nous vous remercions.  
Consorts ROUGIER

---

#### **Observation n° 171 du 11 juillet 2022 - 16:35**

##### **Défavorable**

Auteur : Didier COURTADON

Madame, Monsieur les Commissaires Enquêteurs,

Je demande à modifier le PLUi de la commune de SAYAT concernant la zone 1AURg dans le village d'Argnat.

Aujourd'hui, Argnat est un petit village d'environ 700 personnes qui a bien grandi depuis ces dernières années. Un grand nombre de villageois sont attachés à leur terre et sont proches de la nature. Nous avons la chance d'avoir encore des terres vertes et agricoles permettant à nos agriculteurs de cultiver des variétés différentes et faire pâturer leurs troupeaux. La zone 1AURg représente les meilleures terres du village avec des terres fertiles et des sols qui maintiennent l'humidité, propice aux potagers et aux cultures. Nous sommes dans le Parc des Volcans d'Auvergne et nous devrions mettre en avant cette appartenance en mettant en valeur la beauté de ce village au milieu des champs et des jardins. La construction d'une telle ampleur sur une zone aussi petite aurait un impact environnemental et visuel négatif.

De plus, un lotissement si important de plus de 30 maisons entrainera une circulation intense (avec au moins 80 véhicules en plus dans le village). Nos routes ne sont pas adaptées pour accueillir un tel trafic. L'AFU des Galoubies a vu son aménagement routier réalisé mais nous attendons toujours les voix d'accès extérieurs dans un état déplorable suite aux travaux et au passage intense de véhicules. Ces rues sont dangereuses pour les enfants et les habitants du village, la demande de financement a été demandée mais nous sommes toujours dans l'attente des travaux...

Enfin, nous avons la chance d'avoir encore des chemins et des zones vertes pour randonner, faire du vélo avec nos enfants, leur faire découvrir ce que la belle nature nous offre à deux pas de chez nous et nous devrions le préserver au lieu de tout bitumer.

Préservons nos terres et maintenons cette qualité de vie pour que nous puissions les transmettre aux générations de demain comme nos aïeux ont pu le faire auparavant.

Je vous remercie pour l'attention que vous porterez à mon courrier, et je vous prie d'agréer Madame, Monsieur le commissaire mes sentiments les plus distingués.

---

#### **Observation n° 172 du 11 juillet 2022 - 16:38**

**Ne se prononce pas**

Auteur : Stéphane PARISOT

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

En 2018, la Commune d'ENVAL a décidé de l'acquisition de la parcelle ZB349 pour constituer une réserve foncière.

(pièce jointe ENVAL\_De?libe?ration\_2018-48.pdf)

Cette résolution, complétée par la Délibération 2019-05, n'a à ce jour, ni été retirée, ni abrogée.

Je m'étonne donc que le nouveau PLUi ne fasse pas mention de l'emplacement réservé qui devrait avoir pour objet la "réserve foncière" sus-mentionnée.

Pouvez-vous faire le nécessaire afin que la réserve foncière voulue par Mr le Maire d'ENVAL et régulièrement votée par le C.M. soit bien indiquée sur le nouveau PLUi ?

... Sous réserve de la légalité d'une telle réserve foncière qui ne semble être sans finalité ni

perspective de projet (même relativement vague et lointain)

Cordialement,

S.P.

---

**Observation n° 173 du 11 juillet 2022 - 16:47**

**Ne se prononce pas**

Auteur : laurent soulfour

Bonjour,

Après consultation du nouveau PLUI, je souhaite que la parcelle 000AD27 lieu dit Condamine commune de Sayat reste en zone constructible soit avec une opération d'ensemble (AFU) préconisée par la mairie ou bien à titre individuel ayant déjà eu un permis de construire dans les années 90 le terrain se situant au bord de la voirie et face à une habitation.

Bien cordialement

Laurent Soulfour

---

**Observation n° 174 du 11 juillet 2022 - 16:57**

**Défavorable**

Auteur : Stéphane MADEUF

Sujet : OAP sectorielle Schémas de composition - Rue de la planche VOLVIC

Ayant récemment acquis la propriété du parc et de sa maison, notre famille serait directement impacté par cet aménagement.

En effet nous avons comme projet de préserver les lieux, notamment en entretenant l'existant mais également en favorisant la biodiversité par la mise en place de nombreuses actions (effectives à ce jour) tels que :

- création d'un refuge LPO (Ligue protectrice des animaux) depuis octobre 2021 (mise en place de nichoirs, nourrissage en hiver, mise en place de points d'eau lors des canicules et sécheresse...)
- création de zone mellifères à destination des insectes pollinisateurs (zone de Bzzz Agir pour l'environnement)
- Aucune utilisation de produits phytosanitaires / insecticides
- Création d'un potager nourricier et d'une forêt comestible.
- culture et production de semences pour l'opération Semences sans Frontières de l'association Kokopelli notamment

Nous avons également à cœur de partager cet environnement avec des associations locales (avec par exemple l'accueil de groupes de Scouts et Guides de France de Riom Saint-Amable) ainsi que nos voisins à l'occasion d'échanges bienveillants.

Nous nous opposons donc à rendre publique nos parcelles de terrain et restons engagé dans notre

démarche initiale de protection de cet environnement nommé comme le poumon vert de Volvic par certains habitants de la commune qui nous ont accueillis à bras ouverts suite à notre démarche.

Nous proposons d'orienter cette démarche plutôt sur les points suivants afin de la cumuler avec la notre afin d'amplifier la protection de l'environnement de Volvic:

- Des espaces verts liés au domaine public et des zones publiques existantes autour de la zone concernée pourraient être améliorées et évoluer en espaces verts/de parking supplémentaires, par exemple :
- Voie piétonne de la rive le long de laquelle des espaces fleuris pourraient être plantés
- la zone entre l'école maternelle et la rue de Chancelas qui pourrait être boisée et aménagée
- le grand parking de la rue de Chancelas situé à moins de 100 m qui pourrait être plus arboré

Nous restons à disposition pour tout échange sur le sujet :

Famille MADEUF Stéphane  
23 place de l'Ourme  
63530 VOLVIC  
06 12 32 10 24

---

#### **Observation n° 175 du 11 juillet 2022 - 16:59**

Thématiques : demande constructibilité

Auteur : *anonyme*

?Bonjour,

Suite à une erreur de manipulation sur le site démocratie active, j'ai omis de transmettre le fichier argumentaire. Toutes mes excuses. Je me permets de le joindre par mail.

N° 154 : 11 juillet 2022 - 11:55

Auteur : martine corniou

Son avis : Défavorable

OAP sectorielle les Moulins Blancs MALAUZAT

A défaut, d'un classement en zone Nature de cette zone en bordure de ZNIEFF qui revêt par ailleurs un intérêt paysager (murets et arbres remarquables), patrimonial (calvaire en patrimoine vernaculaire) et convivial (banc, grand tilleul, bordure de noyers, chemin piétonnier)

J'insiste sur la nécessité :

- De ne pas avoir qu'un accès direct sur la rue des Moulins Blancs au niveau de la parcelle 54 pour préserver la sécurité routière et l'intégrité de la place.
- De ne pas entraver la circulation animale par des grillages en fond de parcelle
- D'adjoindre à cette OAP la parcelle 192 qui est alimentée par une source et cultivée en potager au titre des zones humides

Cordialement

En vous remerciant par avance de le prendre en compte

Cordialement

Mail réceptionné le 11/07/2022 à 12:36

**Observation n° 176 du 11 juillet 2022 - 16:59**

*Auteur : anonyme*

Bonjour, je vous envoie ce mail pour vous signifier que je suis contre le projet du PLUI sur la zone 1AURg d'Argnat.

En effet je pense que l'implantation de 36 maisons n'est pas adaptée à notre village, de part la circulation que ça va engendrer sachant que les axés sont déjà bien saturés et dangereux (la mise en place de chicanes n'a absolument pas résolu le problème). D'autre part nos écoles sont en surcharge depuis la création du lotissement des Galouby et je ne vois pas comment on peut résoudre le problème dû à la venue de 36 familles supplémentaires sachant que les écoles de Sayat sont aussi complètes ( faudra t'il inscrire nos enfants dans le privé....)

Tout cela sans parler de la nuisance sonore , visuelle et morale que vont subir les habitants d'Argnat.

Cordialement.

C. Lieuteret

Mail réceptionné le 11/07/2022 à 13:21

---

**Observation n° 177 du 11 juillet 2022 - 16:59**

*Auteur : anonyme*

Bonjour,

Je me permets de vous écrire suite à l'enquête publique concernant le projet d'affût sur le village d'argnat sur la commune de sayat.

Habitante de ce village depuis toujours je souhaitais vous faire part de mon avis sur le sujet.

En effet il y a 4 ans la mairie a déjà décidé de faire un Afu d'une quarantaine de maison sur le village, les routes devaient être refaites pour simplifier la circulation, ce n'est pas fait. De nombreux enfants rentrent aujourd'hui à l'école qui n'a bénéficié d'aucun aménagement, une classe a bien été créée mais la génération qui rentrera en petite section en 2023 ne pourra peut-être pas intégrer l'école car plus de place.

Nous avons un parc pour enfant minuscule, dans lequel les enfants ne peuvent pas jouer car trop petit mais également trop dangereux car fortement détérioré...

Un plan de circulation dans le village devait être mis en place pour l'école, ce n'est là encore pas mis en place et la circulation trop dense pour un petit village y devient dangereuse.

Créer des lotissements est en soi plutôt une bonne idée je pense mais les infrastructures du village ne permettent en aucun cas l'accueil de nombreuses nouvelles familles....

Mise au courant trop tard d'une pétition à ce sujet, je tenais à vous faire part de ma volonté de la signer, zone 1AURg

Mon mari, habitant d'argnat de joint à moi pour cette signature.

En espérant que mon avis pourra être pris en compte je vous prie d'agréer mes sincères

salutations.

Mr DESSERRE Thomas  
Mme Desserre claire  
1 bis rue de grand pré  
Argnat  
63530 sayat

Mail receptionné le 11/07/2022 à 13:47

---

**Observation n° 178 du 11 juillet 2022 - 16:59**

*Auteur : anonyme*

Bonjour,  
Suite au projet de l' AFU zone ,  
Nous sommes installés à argnat depuis plus de 30 ans, route des eaux.  
Nous avons un équilibre de vie très agréable avec des espaces naturels magnifiques.  
Depuis toute petite nous allons nous promener dans le chemin des fée (près du mas) qui sera détruit si votre projet abouti... de nombreux animaux perdrons leurs lieux de vie.. tels que des chevreuils, des lapins et actuellement une petite famille de faisans vient de voir le jour. C'est magique de voir de quoi la nature est capable.  
Argnat fait parti du patrimoine de l'unesco. Ce village magnifique mérite de rester tels quel sans nous ajouter 36 maisons d'un coup.  
Ce qui m'inquiète le plus c'est la route des eaux, qui est très dangereuse, ou j'ai déjà vu mon chat, le chien de mon oncle et bien d'autre animaux écraser... et où il y a déjà une forte influence. 36 maisons rajouterons au minimum une soixantaine de voiture ce qui n'arrangera pas la situation. En espérant qu'il n'y aura pas un drame humain car beaucoup d'enfants passe par là pour aller aux arrêt de bus..  
Je vous demande de tout mon c?ur de revoir le PLUI sur argnat.  
En espérant que vous prendrez la bonne décision.

Bien cordialement  
Claire Pedraza

Mail receptionné le 11/07/2022 à 14:31

---

**Observation n° 179 du 11 juillet 2022 - 17:00**

**Défavorable**

Auteur : Marie-Thérèse DEPARIS

Bonjour  
En tant que citoyenne de la Zone RLV depuis plus de 30ans je vous fais parvenir mon avis

défavorable pour plusieurs raisons

Plusieurs éléments rapportés ne respecte pas la dernière Loi Climat et résilience du 22/08/2021. Notamment la destruction des terres agricoles, les plus riches de France, au dépend de notre souveraineté alimentaire locale d'autant plus menacé par le dérèglement climatique, sachant que nous sommes déficitaire fruits et légumes sur notre département et au delà....

Le projet de multiplication de méga bassine qui pompe l'eau des nappes sans remettre en cause et proposer des alternatives qui font leur preuve (agroforesterie, culture sous couvert...) au profit de culture de maïs pour l'alimentation animale alors que notre département voir notre territoire bénéficie de prairies naturelles. Ceci aussi pour le maintien d'une biodiversité dont nous avons tous besoin est à maintenir voir à réintroduire pour les générations futurs.

L'eau étant un bien commun qui doit rester accessible à toutes et tous.

---

**Observation n° 180 du 11 juillet 2022 - 17:00**

*Auteur : anonyme*

--

Marie-Christine Belouin

Mail receptionné le 11/07/2022 à 14:10

---

**Observation n° 181 du 11 juillet 2022 - 17:00**

*Auteur : anonyme*

Bonjour,

N'ayant pas pu me rendre à un rendez vous, je vous envoi cette requête.

J'ai réalisé une maison d habitation sur la parcelle numéro 2241 lieu dit tombejean sur la commune de chanat la mouteyre.

Sur cette parcelle j ai eu un permis pour réaliser ma construction, or cette parcelle doit passer en zone protégé d ou mon interrogation sur la justesse de cette classification.

Merci pour votre compréhension et votre réponse.

Cordialement

Mail receptionné le 11/07/2022 à 14:36

**Observation n° 182 du 11 juillet 2022 - 17:00**

**Ne se prononce pas**

Auteur : Stéphane PARISOT

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Le SCOT mentionne l'existence d'un "corridor écologique" (Cf. le principe de trame vert/bleu) à l'entrée est du village d'ENVAL.

Il constitue un continuum écologique dont la préservation est nécessaire. Et les évolutions législatives le permettent enfin.

Cependant le classement hasardeux des parcelles ZB835a, ZB837 (en partie) et ZB838 (en partie) en constructible vont à l'encontre des considérations exposées ci-dessus.

Ce classement en "constructible" est-il une forme d'urbanisation rampante prohibée ou bien toutes les études environnementales nécessaires ont été diligentées ?

Cordialement,

S.P.

---

**Observation n° 183 du 11 juillet 2022 - 17:00**

Auteur : *anonyme*

Monsieur le commissaire Enquêteur,

En tant qu'habitants d'Arnat nous nous informons par la présente que nous sommes défavorables au projet de construction de 36 maisons sur la zone 1 AURg de notre village à d' Arnat.

Ces petites parcelles de terrain actuellement travaillées par des gens du village depuis des années, sont des lieux de vie et d'échanges qui contribuent fortement à l'attrait du village et à son environnement agréable, d'autant qu'on sacrifie les meilleures terres d'Arnat.

Le village n'a toujours pas digéré le lotissement "les Galobias" en termes d'infrastructures, il est irresponsable de prévoir d'en rajouter dans l'immédiat.

Nous vous présentons nos sincères salutations.

Mr et Mme CHOMILIER Claude

Mail réceptionné le 11/07/2022 à 16:20

---

**Observation n° 184 du 11 juillet 2022 - 17:00**

Auteur : *anonyme*



Déposition de Puy de Dôme Nature Environnement sur  
le PLUi de RLV  
le 11 juillet 2022  
Président :  
Yves Reverseau  
62 rue Alexis Piron,  
63000  
Clermont-Ferrand  
Déposition faite par Roger Anglaret,  
Marie-Christine Belouin et Maurice Rosseel,  
membres du Conseil  
d'Administration.

1ère  
partie : Considérations générales  
2ème  
partie : Remarques sur certains zonages  
3ème  
partie : Remarques sur certains points de règlement

Ceci  
est la 1ère partie.  
Les  
2ème et 3ème parties suivent.

I- Une évaluation  
environnementale déficiente

La  
MRAe (Mission régionale de l'autorité environnementale) écrit:  
« hormis  
la description de l'état initial de l'environnement (qui  
pourrait toutefois être complétée par des synthèses  
thématiques  
plus complètes), l'évaluation  
environnementale présente des faiblesses importantes sur  
la plupart  
des sujets :  
justification  
des choix effectués, articulation avec les documents  
stratégiques  
et de planification d'ordre supérieur, évaluation des  
impacts,

résumé non technique».

Elle

écrit aussi :

«la prise en compte des enjeux localisés (en matière de milieux naturels, de paysage, etc.) s'avère impossible à vérifier à cette échelle (territoire très étendu) en l'absence de cartes superposant le projet de zonage aux enjeux identifiés».

Elle

écrit encore :

«De même, hormis les OAP portant sur ces secteurs, peu d'éléments d'analyse sont fournis concernant les UTN emblématiques du territoire que constituent Vulcania, le camping de Bel-air et Lemptégy».

Elle

écrit enfin : «Les captages pour l'alimentation en eau potable (AEP) du territoire sont identifiés. Aucune donnée chiffrée n'est cependant produite concernant la disponibilité de la ressource produite par ces captages».

II-

Aménagement

de l'espace urbain, péri-urbain et logement:

L'objectif

démographique retenu est la poursuite de la dynamique observée

sur  
la période récente : Pour autant, il ne  
présente pas d'alternative  
et ne se  
justifie  
par rapport au SCOT.  
L'Autorité environnementale  
recommande d'argumenter le choix du maintien de la dynamique  
démographique actuelle par rapport à d'autres alternatives, en  
étudiant la cohérence avec la croissance des territoires  
voisins  
(notamment la métropole clermontoise) et la compatibilité avec  
les  
objectifs démographiques fixés pour ce territoire par le SCOT

Si  
le projet permet une réduction de la consommation d'espace par  
rapport à la période récente,  
des  
interrogations demeurent quant au dimensionnement et à la  
localisation des zones de développement de l'urbanisation  
résidentielle. Aucune justification n'est fournie pour  
projeter des  
constructions sur des terrains vierges plutôt que sur des  
terrains à  
l'intérieur du tissu urbain malgré les options du PADD (Plan  
d'aménagement et de développement durable de ce dossier) . C'est  
une carence dommageable.

La  
MRAe note que sur la période d'application du PLUi  
(2022-2032),  
sont ainsi identifiés 62 ha en dents creuses, permettant la  
construction de plus de 1000 logements, et 40 ha en  
densification,  
permettant la construction de plus de 700 logements.  
Parmi les  
280 logements/an que le PLUi estime nécessaire de créer sur  
terrain  
vierge, 170 pourraient ainsi l'être à l'intérieur du tissu  
urbain. La MRAe pointe une densité de logements retenue pour  
le cœur  
de ville deux fois moins importante que celle  
préconisée par le SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale), qui

pourtant s'impose aux dispositions du PLUi.

De plus, la préfecture s'inquiète à juste titre des faibles prévisions en matières de logements sociaux qui risquent de situer les communes assujetties à la loi SRU en position non réglementaire et conforter ainsi les populations précaires dans la pauvreté.

La consommation foncière excessive est aussi confirmée par la Région Auvergne Rhône Alpes, la préfecture, la CDPENAF et la Chambre d'agriculture. Cela va à l'encontre de dispositions du SCOT et du SRADDET.

### III- Urbanisation contre agriculture:

La MRAe écrit: « aucun élément de justification n'est fourni en ce qui concerne le développement des zones d'activités, dont la surface est en hausse par rapport à celle prévue dans les documents d'urbanisme actuels ».

La surface des zones à urbaniser (217 ha) ne permet pas de respecter la limite légale de la loi sur la non artificialisation des sols prévue dans la loi « climat et résilience » du 22/08/2021. Ainsi,

ce PLUi permet la destruction de terres agricoles indispensables pour la production alimentaire de proximité, production alimentaire qui sera assurée tôt ou tard, au moins par obligation sinon par conviction, par des exploitations maraîchères de petite taille ou taille moyenne.

Ce

PLUi s'inscrit dans une tendance qui vise à urbaniser le plus

possible et le plus rapidement possible par crainte de futures limitations plus drastiques. C'est à dire «après nous le déluge!»

L'intérêt

général est bien au contraire de planifier et de réduire cette urbanisation afin de contribuer à la transition écologique et à la stabilisation du climat.

IV -Agriculture: idées

fortes à rebours du changement climatique:

La

proposition d'élire toutes les surfaces agricoles à recevoir des

bassines de stockage d'eaux pompées, déviées ou de ruissellement

dans l'espace «idées fortes» est significative de

l'esprit

rétrograde

qui a présidé à l'élaboration de ce PLUi. Il

s'agit d'une appropriation de l'eau au bénéfice de quelques-uns,

une eau vouée, pour une grande partie, à être perdue par évaporation et dégradée par eutrophisation pour le reste.

Il

s'agit là d'un positionnement

politique de principe

puisque la réalisation de ces bassines ne relève pas de la compétence des communautés de communes.

V-

Une

absence de précision sur les compatibilités  
entre ce PLUi et les documents qui lui sont supérieurs:

a)

L'articulation

du projet de PLUi avec les documents cadres (Scot, Sraddet,  
charte de  
parc, Unesco) concernant les importants équipements  
touristiques

prévus sur le territoire, en particulier les UTN à  
Saint-Ours-les-Roches (Vulcania  
et Lemptégy)

n'est pas abordée spécifiquement, alors  
que le

SCOT rappelle à ce sujet qu'« il revient aux PLU(i) de  
répertorier ces projets touristiques et de s'assurer du  
respect

des orientations fixées par le SCOT, notamment en définissant  
une

Orientation d'aménagement et de programmation » : la prise en  
compte des objectifs du SCOT dans ces OAP nécessite d'être  
spécifiquement étudiée. On

ignore

si les objectifs et « déclinaisons » du SCOT retenus pour  
l'analyse  
sont exhaustifs.

b)

L'Autorité

environnementale recommande de rassembler et d'approfondir  
dans une

même et

unique partie

du rapport l'ensemble des analyses concernant l'articulation  
du

PLUi avec les documents stratégiques supérieurs  
que sont le Sraddet,

le

SCOT,

le

Sdage,

le

PGRI

et le

SRC.

c)

Les

éléments concernant les OAP consistent uniquement en une présentation synthétique de leurs principes. Le rapport ne comporte pas les éléments exigés par le code de l'urbanisme.

d)

L'Autorité

environnementale recommande que le rapport de présentation soit complété sur les choix retenus au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables.

VI- Une

information préalable et minimaliste, alors qu'elle aurait dû être continue, pérenne.

Avant

l'enquête publique, la population, les associations, quelles qu'elles soient n'ont pas bénéficié d'informations leur permettant de s'approprier les dossiers difficiles d'accès. Même le résumé non technique a été jugé insuffisant par la MRAe.

Pour toutes ces

raisons l'association Puy de Dôme Nature Environnement porte un avis défavorable sur ce PLUi et demande à la commission d'enquête d'émettre un avis négatif.

**Observation n° 185 du 11 juillet 2022 - 21:20**

*Auteur : anonyme*

Monsieur,

Faisant suite à notre entretien de ce jour, je vous confirme notre demande de révision du périmètre du projet d'OAP rue du Montel à Crouzol, Volvic concernant les parcelles ZI387 et AM79.

Ces deux parcelles nous appartiennent et faisaient historiquement partie du même domaine.

Telle qu'elle est proposée, l'OAP pénalise grandement la parcelle AM79 sur laquelle est construit un bâtiment à vocation d'habitation ainsi que de très anciennes dépendances de caractère, les privant de tout espace vert privatif.

Sur le côté Est de la parcelle, les bâtiments, munis de différentes ouvertures, sont en limite de parcelle AM79/ZI387. Au sud de la parcelle AM79, il existe un terrain clos d'un muret qui servait d'enclos au dit bâtiment . Cet enclos est sur la parcelle ZI 387.

Nous demandons à ce que le périmètre de l'OAP sur la parcelle ZI 387 soit réduit afin de permettre :

- \* la mise en place d'un espace vert /zone tampon (env. 4 m de large) sur le Coté Nord-Ouest de la parcelle ZI 387
- \* de rattacher à la parcelle AM 79 l'enclos déjà existant sur la parcelle ZI 387 (côté Sud- Ouest)

Cela permettra aux bâtiments en parcelle AM 79 de disposer d'un espace vert sans affecter de façon significative le projet d'OAP.

Vous trouverez en PJ : plan cadastral, vues aériennes, esquisse d'aménagement.

Je demeure à votre disposition si vous souhaitez des éléments complémentaires.

Renaud VALENTIN  
4, allée de la Roche Perdue  
63140 Chatel-Guyon, France  
+33 (0) 607 47 27 13



**Observation n° 186 du 11 juillet 2022 - 21:22**

*Auteur : anonyme*

Déposition PdDNE PLUi RLV

2ème partie:

Remarques sur les plans

1°/Coulée

Verte de l'Ambène

Plan de Riom :

A) On note une disparition de la zone naturelle totalement verte entre le moulin de la Croûte et l'Ambène. Ici devait se prolonger, depuis tout temps, la Coulée Verte de l'Ambène (coulée commencée à Enval) dénommé autrement aujourd'hui. (Coulée de l'Ambène, je crois)

Les terrains étaient d'ailleurs acquis par la communauté de communes, y compris le 1er contigu à la route d'Ennezat, que la Collectivité semble avoir laissé «filer» et avoir «rendu» à l'agriculteur qui souhaitait disposer seulement du reste de la parcelle. A savoir qu'il avait été convenu que RLV acquière une dizaine-douzaine de mètres de largeur le long de l'Ambène et que l'agriculteur acquière le reste.

Précision utile: je  
connais d'autant mieux  
le sujet que j'étais précisément  
la  
fonctionnaire chargée  
des acquisitions depuis plus de 15 ans (depuis au moins 10 ans  
à la  
Com-com de Riom)

Nous avons terminé les négociations de toutes les acquisitions

foncières réalisables le long de l'Ambène, depuis Enval jusqu'à l'est de Riom, avant mon départ en retraite, le 31 juillet 2017. Je les connais toutes, individuellement.

Pour cette parcelle YO12 (ex-Tournadre), nous avons négocié au printemps 2017 avec l'agriculteur qui se disait fermier de ladite parcelle (bail verbal qui ne s'est révélé qu'au décès de l'ancienne propriétaire, Melle Tournadre, en 2016). Nous avons convenu l'arrangement expliqué précédemment.

Avec son accord, nous nous sommes rencontrés sur le terrain le 3 juillet 2017 en présence d'un géomètre désigné par la Com-com. Celui-ci a ensuite établi un document d'arpentage. La procédure aurait dû se poursuivre, continuité du service public oblige,,

Je suis partie en retraite peu après (sans être véritablement remplacée) et - comme par hasard- l'acquisition n'a jamais été finalisée par RLV.

Il est aisé d'imaginer ce qui s'est passé : la société du golf a très certainement fait pression sur l'EPCI pour se faire céder cette parcelle de manière à s'agrandir. Cette pression avait d'ailleurs commencé à s'exercer discrètement avant 2017?

Ainsi

la Coulée Verte de l'Ambène - cheminement doux public prévu à

Riom depuis le 1er PIS de 1978-79 et sur lequel on peut cheminer

depuis le bourg d'Enval 10,5 kms plus en amont devrait s'arrêter

dorénavant à la route d'Ennezat, sans nullement rejoindre l'aval

de l'Ambène en sortie de la partie agglomérée de Riom, pour le

seul motif que les golfeurs veulent s'agrandir justement ici!

L'intérêt privé passe donc avant l'intérêt public!!!

De

plus - et

c'est le plus important - cette

zone est inondable et doit donc rester en NL

(pour la coulée verte de l'Ambène si

possible) au lieu

d'être convertie en

UE, à savoir zone à vocation d'équipement collectif ou de loisirs (pour le golf)

B) Sur Riom, toujours

il est très important de laisser ou de mettre en ER le maximum des berges encore non acquises au jour d'aujourd'hui. Les élus ont beaucoup trop souvent tendance à penser que, puisque les propriétaires ne veulent pas vendre (et que la Collectivité n'ira pas à l'expropriation )

Toutes ces rives de

l'Ambène étaient jadis en ER mais nous n'avons pas eu (en tant que fonctionnaires) la possibilité de faire, ni même de commencer des procédures d'expropriation, les élus n'en ayant jamais eu la volonté politique. C'est à dire qu'on élimine a priori de nombreuses acquisitions car on craint de contrarier les heureux propriétaires, ces pauvres propriétaires qui parfois n'entretiennent même pas les terrains qu'ils refusent de vendre à la Collectivité! (j'ai vu de nombreux cas à Mozac ou Enval)

Précision importante:

A noter que, lorsqu'il s'agit de réaliser un projet de voirie, de rond-point, d'usine d'incinération ou de ZAC commerciale ou industrielle, là, «on» ne craint jamais d'aller à l'expropriation ! Voiries, ronds-points, usines d'incinération ou autres, ZAC commerciales ou industrielles sont considérés eux/elles comme des projets «utiles», mais pas un cheminement doux: ceci est révélateur d'une façon dépassée de penser l'aménagement de l'espace!

Plan de Mozac

C) Au sujet de la Coulée Verte de l'Ambène, il manque clairement un petit tronçon à finir d'acquérir. Tronçon qu'il conviendrait de mettre en ER (emplacement réservé) et dont il avait été convenu à l'époque qu'il se réaliserait plus tard.

Il s'agit de la partie entre la fin de la coulée verte à l'ouest de Mozac et la rocade. Là, après la voie ferrée (après c'est à dire à l'ouest de la voie ferrée) il resterait à acquérir 4 ou 5 bouts de parcelles-ce qui permettrait d'arriver à la rocade. Le franchissement de la rocade sera délicat bien sûr ; ce problème purement technique a souvent été abordé: passerelle, passage souterrain, passage pour piéton sécurisé (il en existe un un peu plus loin) ; rien n'est impossible, c'est pratiqué dans d'autres lieux ou pays volontaristes en matière de mobilités douces.

Ce projet est d'autant plus réaliste et pragmatique qu'il rejoint en face de la rocade (donc plus à l'ouest) la suite programmée de la Coulée Verte de l'Ambène sur la commune d'Enval. Les élus d'Enval ayant en effet décidé après 2015 de mettre une des berges du ruisseau en ER afin que la Coulée de l'Ambène passe le long du ruisseau et non pas sur un chemin rural qui lui est parallèle et prévu pour d'autres usages.

Les 3 remarques qui précèdent sont d'intérêt collectif et public.

## 2°/Divers:

A) L'ER n°1 sur le plan d'Enval ne semble pas avoir de véritable utilité, ou bien il s'agit d'une utilité masquée. Si le cimetière d'Enval a été agrandi récemment, il n'y a pas lieu de le doubler prochainement.

B) Un certain nombre d'ER sur la commune des Martres d'Artière sont douteux. Voir à ce sujet la contribution de Monique Paulin présidente de l'AEPANA, domiciliée aux martres d'Artière.

C) Enfin je suis très surprise que les zones agricoles constructibles (constructibles pour les seuls agriculteurs) soient aussi vastes. Ceci est le cas dans de nombreux PLU.

La collectivité territoriale reçoit les agriculteurs pendant l'élaboration des PLU (il y a d'ailleurs une réunion obligatoire). La profession est très largement concertée, elle est associée 20 ou 30 fois plus que les autres habitants, les autres CSP, commerçants, industriels, associations, représentants d'autres sensibilités. Comme si on considérait que l'aménagement de l'espace relevait d'abord des agriculteurs. Ces mêmes agriculteurs qui quelques dizaines d'années plus tôt ont rasé toutes les haies et arbres isolés en Limagne, drainé le marais, irrigué. Le souci de l'aménagement de l'espace est peu prégnant chez beaucoup d'entre eux. Même si les choses sont enfin en train de changer, elles changent lentement

Sur Riom, sur Ménérol, sur Lussat,  
sur St Beauzire, partout sur  
ces territoires que je connais par cœur, je vois des zones  
agricoles  
constructibles immenses, comme si l'on devait à tout prix permettre  
à l'agriculteur qui vit au milieu de «sa» zone de pouvoir  
construire partout où il pourrait en avoir besoin ou envie. C'est  
un confort dont ne bénéficie nul autre corps de métier. Donc au  
nom de l'équité, je vous demande de réduire ces zones  
constructibles.

Sur les autres zones constructibles,  
on compte de près, on fait des  
périmètres extrêmement précis au m<sup>2</sup> près ou au moins à la  
dizaine de m<sup>2</sup> près aujourd'hui

3ème  
partie: Remarques sur le règlement:

Il serait  
contraire  
à l'intérêt public de laisser du photovoltaïque se réaliser  
sur les anciennes carrières des Martres d'Artière, non  
réhabilitées et qui doivent impérativement l'être en vertu du  
PGA (Plan Global d'Aménagement Les Martres  
d'Artière/Pont-du-Chateau signé  
en 2005.

Le seul intérêt pour les  
carriers  
et/ou propriétaires est de s'affranchir de leurs obligations de  
réhabiliter et entre autres de planter les arbres et forêts  
alluviales qu'ils doivent réglementairement/légalement planter,  
une fois les extractions terminées (extractions prolongées de  
huit  
ans, il convient de le rappeler!)

La Mairie des Martres tente de

passer en force sans tenir aucunement compte de la nouvelle  
charte du  
photovoltaïque : ce n'est pas admissible !

Mail réceptionné le 11/07/2022 à 17:00